

1,30 F

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,30 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,20 dir. ; Tunisie, 100 m. ; Allemagne, 1 DM ; Belgique, 8 sch. ; Espagne, 16 pes. ; Grande-Bretagne, 15 s. ; Grèce, 18 dr. ; Italie, 200 L. ; Liban, 125 p. ; Luxembourg, 10 fr. ; Pays-Bas, 1,20 f. ; Portugal, 11 esc. ; Arabie, 2 kr. ; Suisse, 1 fr. ; U.S.A., 65 cts ; Yougoslavie, 10 n. din.

Tarif des abonnements page 12

5, RUE DES ITALIENS
75002 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 6297-23 Paris
Télex Paris n° 63378
Tél. : 770-91-29

Après la menace d'exécution de Mme Claustre

Paris va envoyer un nouvel émissaire au Tchad

LIBRE PAGE 28

LE COURONNEMENT DE LA MISSION DE M. KISSINGER

Égypte et Israël s'engagent à régler leur conflit exclusivement par des « moyens pacifiques »

PAX AMERICANA

A la fin d'octobre 1973, M. Nixon n'avait pas hésité à déclencher une alerte nucléaire pour dissuader les Soviétiques d'intervenir unilatéralement au Proche-Orient ; le projet de M. Brejnev, qui, après avoir engagé à envoyer des « contingents » de ses troupes sur le terrain, n'avait plus parlé que d'« observateurs », était vite perdu dans les sables. Mais de deux ans plus tard, ce sont deux cents Américains, observateurs eux aussi, mais investis d'une mission capitale, qui vont prendre position sur les cols du Sinaï, surveillant toute cette zone stratégique et ayant leurs propres stations d'observation. Libre accès aux postes égyptiens et israéliens qui y seront installés.

Les Américains seront en relations amicales avec les deux parties en présence ; c'est d'ailleurs le plus grand succès de M. Kissinger d'avoir transformé ce qui était il y a quelques années un aspect de l'affrontement Est-Ouest en un conflit « Ouest-Ouest » opposant deux amis des États-Unis. Mais on peut se demander ce qu'il adviendra dans deux, trois ans ou plus si l'Égypte, sous une direction plus « dure » que celle du président Sadate, s'engage à nouveau dans une politique de « confrontation » avec Israël et demande le départ de ces « observateurs ». Les Américains, rangés du côté dans le camp israélien, ne seront-ils pas à la fois les victimes et les bénéficiaires d'un conflit qui deviendra alors beaucoup plus large ? C'est donc un pari sans précédent que M. Kissinger a fait de « chances de le gagner que si les risques de conflit continuent de s'éloignent ».

Le succès du secrétaire d'État a été facilité par l'attitude passive observée ces derniers mois par Moscou. L'U.R.S.S., qui s'était tenue ouvertement de la dénonciation essayée au printemps par M. Kissinger, s'est laissé octroyer sans réserves sans même tenter plus qu'une réclamation hypocrite. Le raisonnement de cette démission est la carte principale dont dispose la diplomatie soviétique — la retour à la conférence de Genève — est restée impraticable en raison des réserves des gouvernements arabes intéressés et aussi des risques qu'eût entraînés l'échec d'une conférence mal préparée.

Moscou n'avait donc pas de solution à proposer ; ce qui a permis à M. Kissinger d'en prendre à son aise avec son partenaire et rival soviétique. Non seulement il a négligé d'aller consulter M. Gromyko à Genève, comme il l'avait fait en mars, mais il a pu consacrer dans l'accord, plus récemment que dans le passé, le rôle privilégié des États-Unis sur ce terrain.

Les résultats de l'accord ne pourront être appréciés qu'avec le temps, mais ils seront sans doute mitigés. D'un côté, et à la différence du premier accord de désarmement conclu l'an dernier, l'Égypte récupère des territoires dans lesquels ni son armée ni son administration n'avaient pénétré depuis 1967. Elle peut ainsi confirmer sa volonté de paix, alors qu'un nouvel échec ne pouvait que l'entraîner vers une attitude plus militante, une alliance avec les pays arabes les plus « durs », et peut-être vers une guerre dans le courant de 1976. En revanche, le prix de ces quelques kilomètres carrés de Sinaï restitués apparaît bien élevé, et l'on doit se demander dans quelle mesure ces « petits pas » rapprochent ou éloignent du règlement final. Plus que d'aggraver sa dépendance à l'égard de son unique protecteur, Israël n'aurait-il pas intérêt à profiter des dispositions relativement favorables du gouvernement égyptien, et même du gouvernement syrien pour aborder sans plus tarder le règlement au fond de son conflit avec ses voisins ? Trouvera-t-il une aussi « bonne » conjoncture dans cinq ou dix ans ?

L'accord n'est pas limité dans le temps

Au cours des cérémonies solennelles, organisées dans le soir du mardi 1^{er} septembre, d'abord à Jérusalem, puis à Alexandrie, l'accord intérimaire conclu entre Israël et l'Égypte a été paraphé par des représentants militaires et civils des deux pays. Le texte de l'accord indique, dès son premier article, que les parties contractantes s'engagent à régler leur conflit exclusivement par des « moyens pacifiques », notamment par la négociation. D'autre part, « l'accord demeurera valide jusqu'à ce qu'il soit remplacé par un nouvel accord ». Il sera signé à Genève vraisemblablement jeudi, a annoncé un porte-parole du ministère israélien des affaires étrangères.

M. Henry Kissinger, qui a présidé aux deux cérémonies, a quitté ce mardi Alexandrie pour l'Arabie Saoudite. Ses entretiens avec les dirigeants jordaniens et saoudiens seraient de courte durée, puisque le secrétaire d'État américain doit s'envoler mercredi pour Washington.

Aucun gouvernement arabe n'avait réagi, mardi au début d'après-midi, à l'accord. Seul, M. Yasser Arafat, leader de la résistance palestinienne, a élevé une protestation en demandant la convocation d'urgence d'un « sommet » arabe.

UN TOURNANT POLITIQUE

A n'en pas douter, l'accord intérimaire, paraphé lundi, constitue un tournant dans le conflit israélo-arabe. Le texte infirme la thèse du Caire selon laquelle il serait « strictement militaire ». Son caractère largement politique ressort de diverses clauses.

Les deux parties contractantes mettent un terme à l'état de belligérence. — Pour la première fois, dans l'histoire du conflit, un État arabe s'engage solennellement à ne pas recourir à la force militaire, mais seulement aux « moyens pacifiques », notamment à la « négociation », pour atteindre un « règlement de paix juste et définitif ».

La renonciation à la violence paraît définitive. — La durée de l'accord n'est pas, en effet, précisée. Il « demeure valide jusqu'à ce qu'il soit remplacé par un nouvel accord ». En d'autres termes, il pourrait rester en vigueur indéfiniment puisque aucune disposition ne prévoit sa dénonciation unilatérale. Certes, les deux parties se réfèrent à la résolution 338 des Nations unies, mais aucune d'elles ne pourrait écarter l'autre de son pas s'y conformer, étant donné qu'aucune interprétation commune du texte consensuel n'a été définie. Certes encore, le mandat des forces de l'O.N.U. est renouvelable annuellement, mais les signataires n'établissent pas un lien de cause à effet entre la présence de la F.U.N.U. et la durée de l'accord. Le président Sadate — selon des informations non confirmées — se serait engagé auprès des États-Unis à le maintenir en vigueur pour « au moins trois ans ».

L'Égypte renonce à exercer tout blocus militaire. — L'article 2 de l'accord paraît se référer au détroit de Bab-El-Mandeb, à l'entrée méridionale de la mer Rouge, ainsi qu'à celui d'Adaba, qui commande l'accès au port israélien d'El-Elat. Il est vrai que l'Égypte ne pourrait garantir la liberté de navigation dans le golfe d'Adaba que dans l'hypothèse où Charm-El-Cheikh lui serait restituée.

EN ÉQUATEUR

Le soulèvement contre le président Rodriguez Lara a échoué

La tentative de coup d'État dirigée contre le président équatorien, le général Guillermo Rodriguez Lara, a échoué le lundi 1^{er} septembre. Le général Raul Gonzalez Alvarez, chef d'état-major général des forces armées qui, le 30 août, avait déclenché le soulèvement, a été arrêté à 300 kilomètres de la capitale, à pu rentrer, le lundi dans la soirée, à Quito. Il a aussitôt imposé le couvre-feu et promis un « châtiment sévère pour les rebelles et les « politiciens ambitieux » qui ont provoqué leur soulèvement. Les combats, circonscrits au centre de la capitale, ont duré une dizaine d'heures. Les rebelles avaient réussi à s'emparer du régime présidentiel, malgré la résistance d'une centaine de gardes, renforcés par trois cents parachutistes.

C'est, semble-t-il, la fidélité de la marine et de l'aviation qui a fait pencher la balance en faveur du président de la République. Au début de la matinée, le contre-amiral Sergio Vasquez Pacheco, chef du commandement commun des forces armées, annonça l'appui des troupes au général Rodriguez Lara. Ensuite, le général Gonzalez Alvarez et les autres officiers rebelles se rendaient.

ERIC ROULEAU.
(Lire la suite page 3.)

FERMETURE D'USINES CHEZ BOUSSAC

Le dépassement du million de chômeurs est maintenant admis officiellement

Le gouvernement s'oriente vers une aide plus importante que prévu aux entreprises au détriment d'équipements publics

La direction du groupe Boussac a annoncé, le 1^{er} septembre, la fermeture de ses trois usines de Normandie (neuf cent quatre-vingt licenciements) et la mise en chômage technique pendant un mois de six mille ouvriers de ses usines des Vosges (voir page 24). Ces menaces contribuent à accroître l'inquiétude des organisations syndicales. D'autant que M. Gabriel Oheix, député général à l'emploi au ministère du travail (M. Emploi), reconnaît que le seul du million de demandeurs sera probablement atteint dès septembre ou octobre, qu'il sera sensiblement dépassé ensuite et qu'il faudra attendre au moins trois mois pour que les mesures économiques préparées par le gouvernement commencent à faire sentir leur effet sur l'emploi.

Après la C.F.D.T. et la C.G.T., Force ouvrière, dans une lettre au C.N.P.F. et la C.G.C., au cours d'une conférence de presse mardi, réclame des discussions rapides sur la réduction de la durée du travail et l'abaissement de l'âge de la retraite, auxquelles, pour sa part, M. Durafour se déclare favorable. M. Charpentier, nouveau président de la C.G.C., a même proposé la réunion d'un « sommet sur l'emploi » (voir page 26).

La dégradation de l'emploi et l'importante hausse des salaires horaires au second trimestre conduisent le gouvernement à infléchir progressivement son plan de « soutien » à l'économie. L'aide aux entreprises y sera sans doute plus forte que prévu au départ, au détriment du financement des équipements publics. Elle pourrait prendre la forme d'aide sociale, d'allègement fiscal et d'incitation financière à l'investissement et à la création d'emplois.

La préparation du plan de relance aura donné beaucoup de mal au gouvernement. Jusqu'au dernier moment — le limite étant théoriquement fixée au conseil des ministres de jeudi — ministres, hauts fonctionnaires, conseillers, experts de toutes sortes, se seront effarés, rédigeant note sur note, pour évaluer le coût et le portée des mesures envisagées.

On aurait pu penser que l'absence de M. Fourcade, ministre de l'Écono-

mie et des finances, qui participe à Washington à la réunion du Fonds monétaire international, impliquait que, pour l'essentiel, le plan de relance soit au point. Il n'en est rien ; M. Giscard d'Estaing, qui « dirige les opérations », a demandé que l'on revise le plan envisagé, dont les orientations ne lui semblaient pas adaptées à la situation économique.

ALAIN VERNHOLE.
(Lire la suite page 24.)

La transition vers la démocratie

par MAURICE DUVERGER

Les élections du 25 avril 1975 ont faussé les perspectives, en créant l'illusion d'une maturité des citoyens qui ne correspond pas à la réalité. Pour la première fois où ils l'utilisèrent, ils se sont bien servi du suffrage universel. Ils ont pu le faire parce que les grandes forces réactionnaires de l'Église, de la propriété foncière, du capitalisme se trouvaient réduites au silence ou à la prudence. Elles ont déjà commencé à relever la tête dans le Nord, avec les manifestations paysannes contre les permanences communales. Le parti socialiste ne profitera pas de son succès s'il était, lui aussi, mis à l'index par les évènements. On saisit ici le mécanisme qui rend la démocratie fragile dans les pays de ce niveau.

Dans les nations, développées aussi, les électeurs sont sensibles à la pression extérieure, mais dans une mesure beaucoup plus restreinte. La formation et l'encadrement politiques des citoyens donnent à leur vote une autonomie et une stabilité relatives, sans lesquelles la démocratie pluraliste ne peut pas fonctionner. La conscience civique n'est pas un phénomène spontané, une vertu innée dans le cœur des hommes, pas plus que la conscience des classes. Sans elle, le peuple est réduit à l'état de masse désarticulée, qui peut être manipulée facilement. Une grande partie des électeurs portugais demeure encore dans cette situation, qui caractérise les pays sous-développés. Le fait que celui-ci a été soumis pendant un demi-siècle à une dictature parlementaire et bornée aggravée les effets normaux du sous-développement et rend plus difficile le fonctionnement d'une démocratie pluraliste.

Cela ne signifie pas qu'on doive accepter sans bénéfices d'inventaire la théorie de la « dictature transitoire », ce tissu d'écarter qui permettrait à la fragile plante démocratique de prendre racine et de s'épanouir ensuite librement, sans entrave. Elle s'est appliquée trop peu de temps sous sa forme jacobine pour qu'on puisse juger celle-ci. Mais elle s'applique depuis suffisamment longtemps sous la forme de la dictature du prolétariat pour que les conséquences en apparaissent clairement. Cinquante-huit

AU JOUR LE JOUR

DOUBLE EMPLOI

Doit-on supprimer l'ONU ? Il devient de plus en plus évident que l'organisation internationale fait double emploi — dans l'hypothèse la plus optimiste — avec M. Kissinger, qui est parfaitement capable d'assumer à lui tout seul les fonctions du secrétaire général du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale tout entière.

Certes, M. Kissinger est loin de faire la pluie et le beau temps sur la carte passablement orangeuse de la planète, mais au moins il fait l'ombre dans les déserts brûlants, adoucit la fureur des éléments (quand il ne les déchaîne pas), et fait que le temps, comme le voulait le poète, suspend son vol.

Dans ces conditions, et dans le cadre de la lutte contre le gaspillage, ne serait-il pas sage de se passer de l'ONU ? On s'en passe généralement, d'ailleurs.

PABLO DE LA HIGUERA.

L'ART AU TEMPS DES MACHINES

Le nouveau monde abstrait

Les musées, aujourd'hui, ont des problèmes de riches : ils cherchent des solutions pour mettre en devanture leurs trésors, qui croissent plus rapidement du côté des réserves, dans les caves, que du côté des cimaises.

Le Musée national d'art moderne compte près de cinq mille peintures et un millier de sculptures, mais ne montre qu'environ un dixième de ses trésors. De plus, il avait pris l'habitude de n'occrocher que peu ou pas de dessins ; il possède pourtant plus de trois mille deux cents pièces. D'abord, faute de place, ensuite parce que les œuvres sur papier acceptent mal l'exposition permanente à la lumière, le support tendant à se décolorer et les encres à se délayer. Il était donc bon d'entreprendre cette série d'occrochages tempo-

JACQUES MICHEL.
(Lire la suite page 15.)

Editions Sociales

Collection Notre Temps

Au cœur des débats de l'été

le livre de la rentrée

90^e Mille

Etienne Fajon

L'UNION EST UN COMBAT

avec le rapport inédit de Georges Marchais au Comité Central de Juin 1972 qui adopta le programme commun de gouvernement.

1 vol. : 7,50 F

en vente toutes librairies

APRÈS LE PARAPHE DE L'ACCORD

Les réactions enregistrées dans le monde à la conclusion de l'accord israélo-égyptien vont de l'optimisme prudent à l'hostilité déclarée.

AUX ETATS-UNIS. Le président Ford a qualifié l'accord d'« équitable et équilibré », ajoutant qu'il réduisait les risques de guerre et offrait « de nouvelles chances de progrès ».

Il a insisté auprès de M. Ford pour « que des négociations soient rapidement engagées avec la Syrie afin d'aboutir à un accord similaire ».

M. Ford a d'entre part confirmé que des techniciens américains seraient envoyés dans le Sinaï, affirmant qu'ils n'auraient « aucun rôle militaire ».

Le secrétaire américain à la Défense, M. Schlesinger, a pour sa part estimé que l'installation de techniciens américains dans les forces égyptiennes et israéliennes était une initiative appropriée,

mais il a reconnu qu'elle présentait « certains dangers ».

EN UNION SOVIÉTIQUE. L'agence Tass, dans un article intitulé « L'accord conclu, les problèmes restent », redonne l'accroissement de l'aide américaine à Israël ne déséquilibre le rapport des armements au Proche-Orient « à tel point que le résultat final peut être la guerre ».

DANS LES PAYS ARABES. Les réactions gouvernementales sont encore prudentes. A Damas, le quotidien « Al Bass » ne consacre aucun commentaire à l'accord ; l'ambassadeur de Syrie en Grande-Bretagne a, en revanche, déclaré, lundi soir, dans une interview

Le texte intérimaire

Jérusalem (A.F.P.). — Voici le texte officiel de l'accord israélo-égyptien :

Le gouvernement de la République arabe d'Égypte et le gouvernement d'Israël sont convenus que :

1) Le conflit entre eux au Proche-Orient ne doit pas être résolu par la force militaire, mais par des moyens pacifiques. L'accord conclu par les parties le 18 janvier 1974 dans le cadre de la conférence de la paix de Genève constitue un premier pas vers une paix juste et durable conformément aux dispositions de la résolution 338 du Conseil de sécurité du 22 octobre 1973, et les deux parties sont déterminées à atteindre un règlement de paix juste et définitif par le moyen de la négociation à laquelle fait appel la résolution 338 du Conseil de sécurité. Ce nouvel accord constitue un pas important vers cette fin ;

2) Les parties concernées s'engagent à ne pas recourir à la menace et à ne pas user l'une contre l'autre de la force ou d'un blocus militaire ;

3) Les parties continueront à observer scrupuleusement les obligations contenues dans l'annexe, ainsi que dans le protocole quand il sera conclu, sont parties intégrantes de cet accord ;

4) Les détails relatifs aux nouvelles lignes de démarcation des forces et à son caractère, de la limitation des armements et des forces, à la reconnaissance réciproque, au fonctionnement des installations de détection avancée et de surveillance et à l'usage des routes, aux fonctions des Nations unies et aux autres arrangements, seront conformes aux dispositions de l'annexe et à la carte, qui sont parties intégrantes de cet accord et au protocole qui résultera des négociations relatives à l'annexe et qui, quand il sera conclu, deviendra partie intégrante de cet accord ;

5) La force d'urgence des Nations unies est essentielle et continuera ses fonctions. Son mandat sera prolongé sur une base annuelle ;

6) Les parties concernées créent une commission conjointe pour la durée de l'accord. Elle fonctionnera sous les auspices du coordinateur en chef des missions de maintien de la paix des Nations unies au Proche-Orient, pour examiner tout problème soulevé par l'accord et pour assister la force d'urgence des Nations unies dans l'exécution de son mandat. La commission continuera de fonctionner conformément aux procédures établies dans le protocole ;

7) Les cargaisons non militaires à destination en provenance d'Israël seront autorisées à transiter par le canal de Suez ;

8) Cet accord est considéré par les parties comme un pas important vers une paix juste et durable. Ce n'est pas un accord de paix définitif ;

9) Les parties poursuivront leurs efforts en vue de négocier un accord de paix définitif dans le cadre de la conférence de paix de Genève, conformément à la résolution 338 du Conseil de sécurité ;

10) Cet accord entrera en vigueur dès la signature du protocole et demeurera valide aussi longtemps que ce qu'il remplace par un nouvel accord.

nique exclusivement à l'intérieur des limites de leur station ;

b) En plus de ces stations, trois stations d'observation seront établies par les États-Unis dans les cols de Midia et de Gidi, comme il apparaît sur la carte, pour fournir une détection avancée tactique aux stations de surveillance et pour combiner leur action. Ces stations seront commandées par du personnel civil américain. En outre, aux deux extrémités de chaque col, ainsi qu'au voisinage de chaque station et des routes qui y mènent, seront établis trois champs de détection électronique automatique ;

2) Le personnel civil américain assurera les tâches suivantes connexes aux opérations d'entretien de ces stations :

a) Aux deux stations de surveillance décrites au paragraphe 1 A ci-dessus, le personnel contrôlera la nature des activités des stations et tout mouvement vers ou en provenance de ces stations. Il fera immédiatement rapport aux parties à l'accord de base et à la Force d'urgence des Nations unies (FONU) de toute modification de l'activité des stations qu'il observerait, en regard au point de surveillance visuelle et électronique dévolu à ces stations ;

b) A chaque station d'observation décrite au paragraphe 1 B ci-dessus, le personnel américain fera immédiatement rapport aux parties à l'accord de base et à la FONU de tout mouvement de

forces armées autres que la FONU dans l'un ou l'autre des cols, ou de tout préparatif entrepris en vue d'un tel mouvement ;

c) Le nombre total des employés civils américains auxquels seront assignées ces fonctions, selon cette proposition, ne devra pas excéder deux cents. Aux termes de cette proposition, ces tâches ne seront confiées qu'à du personnel civil ;

3) Aucune arme ne devra être maintenue dans ces stations et dans les autres lieux d'activité couverts par cette proposition, à l'exception des armes de petit calibre nécessaires à la protection du personnel ;

4) Le personnel américain en service dans le système de détection avancée devra pouvoir se déplacer librement à l'intérieur de la région couverte par le système ;

5) Les États-Unis et leur personnel seront autorisés à se munir du support logistique raisonnable dont ils ont besoin pour exercer leurs fonctions ;

6) Le personnel américain bénéficiera de l'immunité absolue des juridictions locales, criminelles, civiles, fiscales et douanières et pourra bénéficier d'autres privilèges spécifiques et exemptions prévus aux termes de l'accord sur la FONU du 18 février 1967 ;

7) Les États-Unis s'efforcent d'obtenir de remplir les fonctions décrites ci-dessus pour la durée de l'accord de base ;

8) Nonobstant toute autre disposition de cette proposition, les États-Unis ne pourront retirer leur personnel que s'ils estiment que sa sécurité est en danger ou que la poursuite de la tâche est plus nécessaire. Dans ce dernier cas, les parties à l'accord de base seront informées à l'avance pour leur permettre de prévoir d'autres arrangements si les deux parties à l'accord de base demandent aux États-Unis de mettre fin à leur tâche en vertu de cette proposition. Les États-Unis considéreront cette requête comme probante ;

9) Les problèmes techniques, y compris la position des stations d'observation, seront réglés par consultation avec les États-Unis. Dans les quatre jours qui suivront la signature de l'accord israélo-égyptien, les représentants des deux parties se rencontreront à Genève, au sein d'un groupe de travail militaire de la conférence pour la paix au Proche-Orient, pour y entreprendre la préparation d'un protocole détaillé pour la mise en œuvre de l'accord. Le groupe de travail devra soumettre à la fin de la semaine de deux semaines, conformément aux directives qui lui seront données par les deux parties, un rapport sur les problèmes techniques et des installations commentées par l'introduction des techniciens militaires égyptiens. Le processus sera terminé huit semaines au plus après son commencement. Israël s'engage à laisser intactes toutes les installations et infrastructures actuellement existantes.

10) Les États-Unis s'efforcent de faire passer le transfert à l'Égypte des gisements de pétrole et des installations commentées par l'introduction des techniciens militaires égyptiens. Le processus sera terminé huit semaines au plus après son commencement. Israël s'engage à laisser intactes toutes les installations et infrastructures actuellement existantes.

11) Les États-Unis s'efforcent de faire passer le transfert à l'Égypte des gisements de pétrole et des installations commentées par l'introduction des techniciens militaires égyptiens. Le processus sera terminé huit semaines au plus après son commencement. Israël s'engage à laisser intactes toutes les installations et infrastructures actuellement existantes.

12) Les États-Unis s'efforcent de faire passer le transfert à l'Égypte des gisements de pétrole et des installations commentées par l'introduction des techniciens militaires égyptiens. Le processus sera terminé huit semaines au plus après son commencement. Israël s'engage à laisser intactes toutes les installations et infrastructures actuellement existantes.

13) Les États-Unis s'efforcent de faire passer le transfert à l'Égypte des gisements de pétrole et des installations commentées par l'introduction des techniciens militaires égyptiens. Le processus sera terminé huit semaines au plus après son commencement. Israël s'engage à laisser intactes toutes les installations et infrastructures actuellement existantes.

14) Les États-Unis s'efforcent de faire passer le transfert à l'Égypte des gisements de pétrole et des installations commentées par l'introduction des techniciens militaires égyptiens. Le processus sera terminé huit semaines au plus après son commencement. Israël s'engage à laisser intactes toutes les installations et infrastructures actuellement existantes.

15) Les États-Unis s'efforcent de faire passer le transfert à l'Égypte des gisements de pétrole et des installations commentées par l'introduction des techniciens militaires égyptiens. Le processus sera terminé huit semaines au plus après son commencement. Israël s'engage à laisser intactes toutes les installations et infrastructures actuellement existantes.

16) Les États-Unis s'efforcent de faire passer le transfert à l'Égypte des gisements de pétrole et des installations commentées par l'introduction des techniciens militaires égyptiens. Le processus sera terminé huit semaines au plus après son commencement. Israël s'engage à laisser intactes toutes les installations et infrastructures actuellement existantes.

17) Les États-Unis s'efforcent de faire passer le transfert à l'Égypte des gisements de pétrole et des installations commentées par l'introduction des techniciens militaires égyptiens. Le processus sera terminé huit semaines au plus après son commencement. Israël s'engage à laisser intactes toutes les installations et infrastructures actuellement existantes.

18) Les États-Unis s'efforcent de faire passer le transfert à l'Égypte des gisements de pétrole et des installations commentées par l'introduction des techniciens militaires égyptiens. Le processus sera terminé huit semaines au plus après son commencement. Israël s'engage à laisser intactes toutes les installations et infrastructures actuellement existantes.

19) Les États-Unis s'efforcent de faire passer le transfert à l'Égypte des gisements de pétrole et des installations commentées par l'introduction des techniciens militaires égyptiens. Le processus sera terminé huit semaines au plus après son commencement. Israël s'engage à laisser intactes toutes les installations et infrastructures actuellement existantes.

20) Les États-Unis s'efforcent de faire passer le transfert à l'Égypte des gisements de pétrole et des installations commentées par l'introduction des techniciens militaires égyptiens. Le processus sera terminé huit semaines au plus après son commencement. Israël s'engage à laisser intactes toutes les installations et infrastructures actuellement existantes.

21) Les États-Unis s'efforcent de faire passer le transfert à l'Égypte des gisements de pétrole et des installations commentées par l'introduction des techniciens militaires égyptiens. Le processus sera terminé huit semaines au plus après son commencement. Israël s'engage à laisser intactes toutes les installations et infrastructures actuellement existantes.

22) Les États-Unis s'efforcent de faire passer le transfert à l'Égypte des gisements de pétrole et des installations commentées par l'introduction des techniciens militaires égyptiens. Le processus sera terminé huit semaines au plus après son commencement. Israël s'engage à laisser intactes toutes les installations et infrastructures actuellement existantes.

23) Les États-Unis s'efforcent de faire passer le transfert à l'Égypte des gisements de pétrole et des installations commentées par l'introduction des techniciens militaires égyptiens. Le processus sera terminé huit semaines au plus après son commencement. Israël s'engage à laisser intactes toutes les installations et infrastructures actuellement existantes.

24) Les États-Unis s'efforcent de faire passer le transfert à l'Égypte des gisements de pétrole et des installations commentées par l'introduction des techniciens militaires égyptiens. Le processus sera terminé huit semaines au plus après son commencement. Israël s'engage à laisser intactes toutes les installations et infrastructures actuellement existantes.

25) Les États-Unis s'efforcent de faire passer le transfert à l'Égypte des gisements de pétrole et des installations commentées par l'introduction des techniciens militaires égyptiens. Le processus sera terminé huit semaines au plus après son commencement. Israël s'engage à laisser intactes toutes les installations et infrastructures actuellement existantes.

26) Les États-Unis s'efforcent de faire passer le transfert à l'Égypte des gisements de pétrole et des installations commentées par l'introduction des techniciens militaires égyptiens. Le processus sera terminé huit semaines au plus après son commencement. Israël s'engage à laisser intactes toutes les installations et infrastructures actuellement existantes.

27) Les États-Unis s'efforcent de faire passer le transfert à l'Égypte des gisements de pétrole et des installations commentées par l'introduction des techniciens militaires égyptiens. Le processus sera terminé huit semaines au plus après son commencement. Israël s'engage à laisser intactes toutes les installations et infrastructures actuellement existantes.

28) Les États-Unis s'efforcent de faire passer le transfert à l'Égypte des gisements de pétrole et des installations commentées par l'introduction des techniciens militaires égyptiens. Le processus sera terminé huit semaines au plus après son commencement. Israël s'engage à laisser intactes toutes les installations et infrastructures actuellement existantes.

29) Les États-Unis s'efforcent de faire passer le transfert à l'Égypte des gisements de pétrole et des installations commentées par l'introduction des techniciens militaires égyptiens. Le processus sera terminé huit semaines au plus après son commencement. Israël s'engage à laisser intactes toutes les installations et infrastructures actuellement existantes.

30) Les États-Unis s'efforcent de faire passer le transfert à l'Égypte des gisements de pétrole et des installations commentées par l'introduction des techniciens militaires égyptiens. Le processus sera terminé huit semaines au plus après son commencement. Israël s'engage à laisser intactes toutes les installations et infrastructures actuellement existantes.



ALEXANDRIE : un grand « show » américain

De notre envoyé spécial

Alexandrie. — Ce fut un grand spectacle dans un décor un peu nouveau, riche, lumineux, avec de brillants micros puissants, projecteurs, rien ne manquait à ce véritable « show » américain par lequel on a voulu marquer, comme l'a dit le président Sadate, « ce tournant capital dans l'histoire du conflit arabo-israélien ».

L'équipe de M. Kissinger, au grand complet cette fois, débarque le 22 heures le lundi 1^{er} septembre de quatre hélicoptères sur les pelouses illuminées de la villa présidentielle à Maamoura. Le Raïs accueille le médiateur américain avec la même chaleur, le même « Welcome Henry ! » qu'à l'accoutumée.

Après une brève réunion dans un coin retiré du parc, les membres des deux délégations se dirigent vers une table ovale, où prennent place le premier ministre égyptien, M. Mamedouh Salem, et M. Kissinger. Sous les feux des flashs, face à des centaines de caméras, les deux hommes signent l'accord égypto-américain relatif à la présence et au statut des experts américains chargés de l'installation et du fonctionnement des stations électroniques à proximité des passes de Midia et de Gidi.

Puis c'est au tour de signataires de l'accord égypto-israélien, « les représentants de l'État hébreu ont déjà apposé leurs paraphe ». Le chef d'état-major égyptien, le général Mohamed el Fahmy, et l'ambassadeur d'Égypte auprès des Nations unies à Genève, M. Ahmed Osman, sont visiblement émus d'accomplir un acte qui aurait pu être considéré, à tort, comme un acte de faiblesse, comme un crime de lèse-Israëlisme et signent d'abord l'accord proprement dit puis l'annexe consacrée aux questions militaires, enfin dix-sept cartes et documents topographiques. M. Kissinger signe lui aussi les mêmes documents en tant que médiateur, témoin impartial, on ne sait plus. En tout deux cent soixante-quatre paraphe sont apposés.

Tout le monde se retrouve autour du président Sadate, pour le rendre en procession, à une trentaine de mètres de là, sur une autre pelouse où plusieurs rangées de chaises occupées par les dignitaires du régime et les journalistes font face à une table rectangulaire. Parmi les questions de ceux-ci, l'une brule le plus : « Quel est le crime de lèse-Israëlisme que vous déclarez vos engagements ? » L'accusé répond et proteste de sa bonne foi : « J'ai bien l'impression de rouvrir le dialogue avec Israël. » Suit un dialogue avec les représentants de la presse, auquel M. Kissinger est invité à participer.

La limitation des armements

a) A l'intérieur de la région où les forces et les armements seront limités, les limitations principales seront les suivantes : 1) huit bataillons d'infanterie normale ; 2) soixante-cinq chars ; 3) soixante-cinq pièces d'artillerie, y compris les mortiers lourds (c'est-à-dire d'un calibre de plus de 120 mm), dont la portée n'excèdera pas 12 kilomètres ; 4) le nombre total d'hommes n'excèdera pas huit mille ; 5) les deux parties sont convenues de ne pas stationner ou disposer dans la région d'armes susceptibles d'atteindre les lignes opposées ; 6) les deux parties sont convenues que, dans ces régions, elles ne construiront aucune fortification ou installation destinées à des forces susceptibles de recevoir aux dispositions ci-dessus ;

b) Hors de la région où les forces et les armements seront limités, les principales limitations seront les suivantes : 1) aucune des deux parties ne stationnera ou ne disposera d'armes dans les zones où elle pourrait atteindre les lignes opposées ; 2) les parties ne placeront pas de missiles antiaériens à l'intérieur d'un secteur de 10 kilomètres à l'est et à l'ouest de la zone d'armement limitée ;

c) La force des Nations unies procédera à des inspections afin de s'assurer du respect de ces limitations conjointement acceptées à l'intérieur de ces régions.

La carotte et le bâton

Pour les milieux officiels égyptiens, les résultats de ce nouvel accord sur la séparation des forces dans le Sinaï sont bien au-delà de ce qu'il était raisonnablement permis d'espérer : Israël affirme qu'on dans l'entourage du président Sadate, a accepté de faire toutes les concessions auxquelles il se refusait au mois de mars dernier. Si la médiation américaine est partie aux Américains, ceux-ci n'ont pu agir que grâce aux initiatives « constructives » et « nullement controversées » du président Sadate. La diplomatie égyptienne du Raïs, ajoutent les hauts fonctionnaires du département des Affaires étrangères, a forcé les Américains à cesser d'être portés au conflit arabo-israélien pour devenir arbitre.

L'image « de la carotte et du bâton », déjà évoquée par la presse israélienne, est reprise mardi matin par un journal du Caire : « Les dirigeants de Jérusalem étaient habitués à disposer à leur guise de la carotte, et à en consommer autant qu'ils en avaient besoin sans jamais payer le prix. Voilà que leur protecteur brandit le bâton pour leur indiquer la voie à suivre s'ils veulent continuer à avoir de quoi se nourrir ».

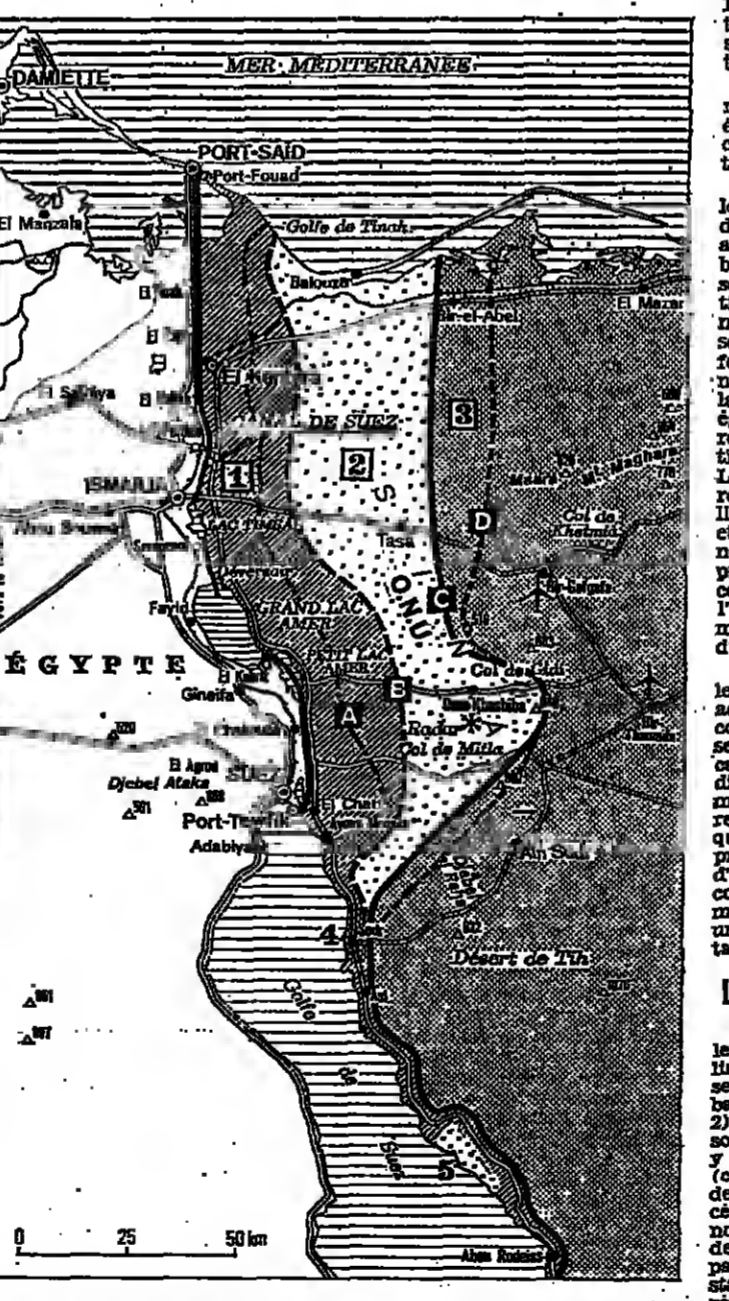
A cet égard s'interrogent sur les raisons qui ont empêché l'Égypte « de reprendre par la force ce qui lui a été pris par la carotte », selon la célèbre formule de M. Sadate, reprise aujourd'hui par les Arabes du Front de libération des Palestiniens et du président Sadate répondent que, à défaut d'un armement adéquat, que les superpuissances refusaient de fournir à l'Égypte, il serait absurde de s'aventurer dans une guerre à l'issue incertaine, « comme ce fut le cas en 1967 ». Si les Égyptiens avancent de 10 kilomètres en moyenne et si les Israéliens reculent de 45 kilomètres, le temps que contrôler la force d'urgence des Nations unies, et qui s'étendra à tous les secteurs stratégiques de la presqu'île du Sinaï, à l'exception de Charaï, El-Chelki, ne relèvera pas moins de la souveraineté territoriale et administrative de l'Égypte.

En ce qui concerne les stations d'observation électroniques et la présence de deux cents techniciens américains dans la zone tampon, c'est le président Sadate qui en a lui-même avancé l'idée lors de sa rencontre avec le président Ford, à Salzbourg. Le Raïs a tenu à manifester ainsi sa volonté de se prêter à toute démarche qui serait entreprise par Washington dans le sens de l'établissement d'une paix juste et durable.

Encore faut-il que la paix soit couronnée par les Égyptiens soit par la victoire, soit par la lettre des résolutions de l'ONU et du Conseil de sécurité dont il est d'ailleurs fait mention dans le texte de l'accord. Si l'État hébreu refuse en procession, à une trentaine de mètres de là, sur une autre pelouse où plusieurs rangées de chaises occupées par les dignitaires du régime et les journalistes font face à une table rectangulaire. Parmi les questions de ceux-ci, l'une brule le plus : « Quel est le crime de lèse-Israëlisme que vous déclarez vos engagements ? » L'accusé répond et proteste de sa bonne foi : « J'ai bien l'impression de rouvrir le dialogue avec Israël. » Suit un dialogue avec les représentants de la presse, auquel M. Kissinger est invité à participer.

Si l'on s'en tient aux réactions recueillies dans les milieux populaires les plus divers, et à l'exception d'une opposition minoritaire et silencieuse, l'Égypte est doré et déjà psychologiquement démothérisée et ne rêve plus qu'à la paix, à une paix arabe, qui pourrait lui assurer ce minimum vital de bien-être économique dont elle a été si longtemps privée. Dans l'esprit des Égyptiens, les Américains et les Israéliens ont subi depuis plus de vingt-cinq ans sans succès à la Palestine. Ils estiment maintenant qu'ils ont suffisamment fait pour elle, et qu'il serait temps de penser à eux-mêmes.

EDOUARD SAAB.



Selon la carte ci-dessus, élaborée à partir d'informations concordantes, la nouvelle répartition des forces militaires égyptiennes et israéliennes, à l'est du canal de Suez se présente ainsi :

a) Toutes les forces israéliennes se retirent à l'est de la ligne C, qui va de la cité méditerranéenne au sud d'Abou-Rodeis. La zone (3) délimitée par les lignes C et D représente le secteur de limitation des forces et des armements israéliens ;

b) Les forces égyptiennes, qui, depuis le premier accord de désengagement des forces, se trouvent sur la ligne A, avancent jusqu'à la ligne B. La zone d'armements et de forces limitées égyptienne serait donc comprise entre les lignes A et B ;

c) Au sud, une administration civile égyptienne s'installera sur la bande côtière, entre Soud et Abou-Rodeis. Le trafic civil égyptien y sera autorisé sous la supervision de l'ONU. Les Israéliens utiliseront une route plus à l'est, parallèle à celle existante, pour leur trafic civil et militaire, sans en deux points et les conditions topographiques ne permettant pas la construction d'une nouvelle voie. Les deux parties partageront donc la même axe, sans le contrôle de l'ONU, qui aura une section au nord d'Abou-Rodeis (3 sur la carte) ;

d) La nouvelle zone tampon de l'ONU (3 sur la carte) est comprise entre les lignes B et C. Elle s'arrête au point A, dans les environs de Soud. Les centres de détection israéliens (Guz-Khahla) et égyptiens (en un lieu non précisé) se trouveront dans cette zone.

1500 ١٥٠٠

ACCORDS RAËLO-ÉGYPTIEN

l'élevée, qu'il ne s'agissait que d'une « partie de temps ». En fait, il dit : « L'Égypte concède l'essentiel de ce que lui demandent les résolutions du Conseil de sécurité, tandis que les Israéliens abandonnent qu'une faible partie des territoires occupés ».

A Beyrouth, le chef de la résistance palestinienne, M. Yasser Arafat, a réaffirmé sa « certitude dans la victoire finale ». « Les socialistes et l'impérialisme américain n'ont-ils pas été bercés d'illusions de l'imagination que l'armée égyptienne demeurera passive en cas d'agression contre la résistance palestinienne. » M. Arafat demande « un » sommet « arabe soit convoqué sans délai » pour examiner la situation actuelle.

Egalement à Beyrouth, des manifestations ont eu lieu lundi devant l'ambassade d'Égypte. Plusieurs journaux libanais dénoncent dans ces manœuvres l'accord égypto-israélien. Al Chark (pro-égyptien) dit qu'il « consacre la présence américaine et l'existence d'Israël » tandis que « Beyrouth » (pro-irakien) parle de « nouvelle capitulation ».

JERUSALEM : une atmosphère détendue

C'est dans une atmosphère très détendue que l'accord intérimaire entre Israël et l'Égypte a été signé, lundi soir 1^{er} septembre, à la présidence du conseil à Jérusalem.

Le premier ministre israélien, M. Rabin, M. Kissinger, le directeur général du ministère des Affaires étrangères, M. Avraham Abir, et le chef d'état-major, le général Moudokhal, ont été présents. M. Kissinger a prononcé un discours après lequel, appuyé sur un fauteuil, il a lu les termes de l'accord, ainsi que sur les cartes d'annexes qui en font partie. M. Rabin a prononcé la phrase de la cérémonie, M. Kissinger et Abir ont exprimé tous deux leur espoir que l'accord ouvrirait un nouveau chapitre dans les relations entre l'Égypte et Israël, et « l'Israélien » a remercié le gouvernement américain, et plus particulièrement M. Kissinger, pour le rôle qu'il a joué dans ces négociations, et a exprimé l'espoir que, « dans l'avenir, les négociations directes ».

UN TOURNANT POLITIQUE

(Suite de la première page.)

Le canal de Suez est désormais ouvert aux cargos israéliens « non militaires ». Cette mesure de libéralisation est sans précédent depuis le début du conflit, il y a vingt-huit ans. Les chefs des forces armées égyptiennes ont toujours soutenu que toute denrée destinée à l'ennemi constituait un produit « stratégique », puisqu'elle contribuait au bien-être du camp adverse. Le président Sadate parait avoir convaincu ses généraux de la nécessité de consentir à Israël cette concession, qui était encore jugée inacceptable il n'y a pas longtemps.

La souveraineté égyptienne ne sera exercée pas à l'égard des experts américains installés dans le Sinaï. Ces derniers ne quitteront pas leurs postes sur une requête unilatérale du G.A. Ils ne pourraient être retirés que sur une décision prise par Washington ou sur la demande conjointe d'Israël et de l'Égypte. Cette disposition constitue une garantie supplémentaire offerte par le président Sadate de sa détermination de ne pas mettre un terme à l'état de non-belligérance.

Une forme de coopération est établie entre Israël et l'Égypte. La commission mixte constituée à la première étape d'une vingtaine d'années est chargée, en principe, de tâches techniques relevant de l'application de l'accord intérimaire. Dans la pratique, cependant, les représentants égyptiens et israéliens seraient en mesure de dialoguer directement sur tous les problèmes qui se poseraient, qu'il s'agisse d'ordre militaire ou politique (les deux aspects ne pouvant d'ailleurs pas être séparés) et prendre les mesures propres à assurer une collaboration harmonieuse dans le Sinaï.

La plupart des observateurs font remarquer que le texte de l'accord rendu public — même si l'on considère un nouveau retrait israélien — n'est que le « sommet de l'iceberg », une partie infime de l'échafaudage politico-militaire édifié par les soins de M. Kissinger. Les engagements pris par les deux parties vis-à-vis de l'arbitre américain, et ceux contractés pas ce dernier à l'égard d'Israël et de l'Égypte — engagements de caractère bilatéral et qui sont restés secrets — vont bien au-delà des stipulations de l'accord intérimaire.

Au Liban LES AFFRONTEMENTS DE ZAHLE ONT FAIT VINGT-SIX MORTS

Beyrouth (U.P.L.). — De nouveaux incidents se sont produits à Zahle, dans la nuit de dimanche 21 août à lundi 1^{er} septembre, et la troupe est intervenue pour briser la ville et empêcher les affrontements de s'étendre. Neuf personnes au moins ont été tuées et dix blessées. Le bilan total des trépassés, qui avaient commencé le jeudi 23 août (le 10^{ème} mois) du 30 août, s'élève à vingt-six morts et une quarantaine de blessés.

ERIC ROULEAU.

M. Jean Lecanuet, ministre de la Justice et président du Centre démocrate, a déclaré lundi 1^{er} septembre au micro de France-Inter, à propos de l'accord signé par l'Égypte et Israël : « C'est un accord très grand, important, mais il ne résout pas tous les aspects du problème, mais enfin un espoir de paix réapparaît. C'est un succès. C'est pour la France la possibilité, je l'espère, de développer sa politique d'amitié parallèle pour les pays arabes et pour Israël. »

Journal de l'ISO

Dans le Sinaï

NOUVELLE TENTATIVE D'EXPULSER LES ARABES DU VILLAGE D'ABOU-CHANAR ?

Résumant l'article d'Amnon Kaptein (le Monde du 15 mai) concernant l'expulsion des habitants arabes du village d'Abou-Chanar, dans la bande de Gaza, le conseiller de presse de l'ambassade d'Israël à Paris, M. Primor, écrit (le Monde du 11 juin) que le village d'Abou-Chanar n'a jamais existé.

Nous relisons dans le quotidien gouvernemental Jerusalem Post du 27 août :

« Un millier de bédoïnes, résidents près de Yamit, sur la côte septentrionale du Sinaï, ont lancé un appel au soutien du Negev et du nord du Sinaï, les invitant à les aider à faire avorter le projet relatif à leur évacuation du village d'Abou-Chanar. Les bédoïnes, dont le village est situé dans une palmeraie bordant la Méditerranée, ont indiqué qu'ils avaient reçu un ordre d'expulsion, le problème au cours de cette année. Les deux premiers ordres, adressés en mars et en mai, avaient été suspendus provisoirement. »

Le conseiller de presse de l'ambassade d'Israël ignore-t-il tout de l'existence d'un village que son gouvernement a l'intention de vider de ses habitants arabes ?

Le conseil des intellectuels juifs pour Israël (I.C.J.), rue d'Assolant, estime que l'expulsion d'Israël au même l'Assemblée générale, c'est à dire le processus pratique de la désintégration de l'Organisation nationale des Nations unies. Il demande en outre que la France, après les États-Unis, après les pays scandinaves, après l'Allemagne, prenne « nettement et publiquement » position et mette tout en œuvre pour condamner ce criminel discours.

LYBIE

A l'occasion du sixième anniversaire de la révolution

Le colonel Kadhafi annonce une vaste épuration

De notre envoyé spécial

Tripoli. — Le discours prononcé lundi soir 1^{er} septembre par le colonel Kadhafi à l'occasion du sixième anniversaire de la révolution — la matière ayant été consacrée à un imposant défilé militaire — a été tout entier dirigé contre l'opposition intérieure et non pas, comme l'accord israélo-égyptien, qui était paré au même moment à Alexandrie, le chef de l'État libyen, qui s'est permis de s'adresser à la fin de son discours aux braves libyens : « à la lutte contre les juifs et les fils d'Israël, cette haine instinctive et insatiable », et une autre à l'unité arabe « également instinctive ».

Deux heures durant, le colonel Kadhafi, qui scandait souvent ses phrases en martelant son poignet avec son stick ou en brandissant un index vengeur, a stigmatisé les officiers « félons et fascistes » et tous ceux qui seraient tentés de vouloir introduire des changements par la force en Libye. C'était la première confirmation officielle de la gravité de la crise qui a éclaté récemment à l'intérieur du camp des officiers libyens, et qui a été révélée par la fuite d'un membre de ce groupe, le commandant Omar El Mehelchi, en Tunisie (le Monde du 19 août). Contrairement aux habitudes, le chef de l'État libyen a lu un texte préparé à l'avance et a commencé plusieurs de ses phrases en affirmant : « Je dis, au nom des officiers libyens ».

Dans la première partie de son discours, qui était une rétrospective historique, le colonel Kadhafi est revenu sur la révolution du 1^{er} septembre 1969. Il a longuement expliqué la nécessité. Les officiers libyens avaient recouru à la force, a-t-il déclaré en substance, à cause des circonstances exceptionnelles. Leur prise de pouvoir a ouvert une « phase transitoire » qui doit mener à la création de l'État nouveau et à l'établissement d'un régime démocratique et définitif de la démocratie en Libye, conformément à la philosophie de la « révolution sociale ». Cette phase transitoire prendra des formes « éphémères ».

Dans l'application de la démocratie, déclara le président Kadhafi, nous ne permettrons, à aucun moment, d'exercer son pouvoir sur le peuple pour l'empêcher dans une ouverture de dialogue. Il n'y a pas de place pour les gens superficiels qui n'ont aucune qualité pour diriger des assemblées ou des comités populaires. Tous les malades et tous les enfants n'ont pas leur place dans le commandement populaire, mais doivent être soignés dans les hôpitaux. Nous ne laisserons pas que les fascistes, les malades ou les despotiques. Il faut une épuration dans les assemblées. Il existe aussi des officiers traitres. Nous ne tolérons pas que ces officiers traitres ou fascistes règnent dans les unités. »

C'est donc une vaste épuration que le colonel Kadhafi a annoncée

L'ÉQUATEUR FACE AU BOOM PÉTROLIER

II. — Un pactole mal réparti

De notre envoyé spécial PHILIPPE LABREVEUX

Le pétrole a jailli dans la province équatoriale d'Oriente en 1967. La jeune militante, qui a pris le pouvoir en 1972, a profité de la manne écopée par l'or noir pour développer, en particulier, l'infrastructure du pays (« le Monde » du 2 septembre). Le boom économique, pourtant, ne profite pas également à tous les Équatoriens et une partie des forces armées, hostile à la politique pétrolière, s'est soulevée, mais finalement sans succès, contre le président Rodriguez Lara.

Quito. — A la Maison de l'ouvrier une vieille bâtisse délabrée où siège, au cœur de la vieille ville coloniale, la Confédération des travailleurs équatoriens (C.T.E.), pour le monde resté pas d'accord sur le caractère « nationaliste et révolutionnaire » du gouvernement des forces armées du général Guillermo Rodriguez Lara. « Ce n'est pas un gouvernement populaire », déclare M. Becker Sanchez, secrétaire général de la Confédération, « combiné par des communistes orthodoxes. Mais il est différent des gouvernements traditionnels, et son programme d'action ainsi que le plus quinquennal concident sur certains points avec notre plate-forme de revendications. »

Les socialistes et les péquistes de la Fédération des travailleurs de Pichincha (F.P.P.). — La province la plus peuplée du pays, qui comprend le capital, ainsi que les ouvriers de la CERO (Centrale des organisations classées) et même les syndicalistes « libres » de la C.E.O.S.I., d'inspiration nord-américaine, respectent le peu d'intérêt du gouvernement pour les ouvriers et le caractère « répressif » de sa politique des revenus. « Le ministère des Travaux est soutenu des intérêts du capital », dit M. Pedro Bertero, secrétaire de la F.P.P., « et le droit de grève a été pratiqué-

ment aboli. » Les responsables des comités centraux syndicaux ne sont pas d'accord sur un point : les prix montent plus vite que les salaires.

Le salaire minimum réel varie beaucoup aussi bien dans les campagnes d'une région à l'autre que dans l'industrie. Un prétre-paysan français établi dans la province de Chimborazo, l'une des plus déshéritées, gagne seulement 10 sucres (un peu plus de 2 F) par jour tandis que, dans les rizières de Guayaquil, le journalier reçoit parfois jusqu'à 120 sucres. A Quito, le minimum accordé par les fabricants de textiles que nous avons visités est de 20 à 35 sucres par jour.

La situation de l'emploi dans un pays où le quart de la population, et peut-être davantage, vit en marge de l'économie de marché est mal connue. Le gouvernement admet lui-même que le chômage et le sous-emploi augmentent. Bien que l'exploitation du pétrole ait favorisé un boom de la construction et une relance des investissements dans l'industrie, les emplois créés sont insuffisants pour une population en expansion rapide (3,5 % par an).

Accroissement des différences sociales

Dans ces conditions, les inégalités sociales grandissent. Ce n'est pas la société équatorienne qui se caractérisait déjà par une très forte concentration de la richesse. En 1970 dix-sept personnes, soit 1 % de la population active, disposaient d'un revenu moyen annuel de 326 000 sucres, soit 212 F, le pourcentage national, tandis que 3 000 000 personnes, soit 60,9 % de la population, avaient un revenu moyen annuel de 3 116 sucres, soit 12,2 % du revenu national.

Les classes sociales riches sont les principales bénéficiaires de la manne pétrolière, qui profite également un peu aux ouvriers spécialisés et aux exploitants agricoles moyens. Pour amadouer les uns, le gouvernement a créé une commission des revenus, au sein de laquelle les syndicats ont un représentant sur sept membres. Pour satisfaire les autres, il leur accorde de larges facilités de crédit pour l'achat de matériel agricole, et le gouvernement a aussi relevé les prix des principaux produits agricoles. Mais on est loin d'atteindre, dans le domaine social, les objectifs spectaculaires qui s'étaient fixés les forces armées dans un document intitulé *Philosophie et Plan de gouvernement*

à leur soulèvement, les rebelles avaient accusé l'acte chef de l'État de « faiblesse » et de « trahison » et de « démagogie ». Un « front civique », constitué la semaine précédente par six partis politiques, qui réclamaient des élections pour mettre fin au chaos » régnant en Equateur, avait aussitôt appuyé le soulèvement.

Le gouvernement du général Rodriguez Lara était, d'autre part, entré en conflit, ces dernières semaines, avec le Texaco Gulf, qui exploite les richesses pétrolières de la province de l'Oriente. La compagnie faisait pression pour que l'Equateur quitte l'OPEP. — (A.F.P., Reuter.)

Le soulevement militaire contre le président Rodriguez Lara a échoué

(Suite de la première page.)

Les combats ont fait une vingtaine de morts et cent cinquante blessés. La population civile est demeurée totalement étrangère aux événements. Aucun trouble n'a été enregistré en province.

Les causes de la rébellion sont encore mal connues. Le général Gonzalez Alvarez, un historien âgé de quarante-huit ans, avait été inciter à se soulever par des retours de l'oligarchie, partisans de l'ancien président José María Velasco Ibarra, rayé en 1972 par une junte militaire qui avait placé précisément le général Guillermo Rodriguez à la tête de l'État.

Le banane en baisse

En tout cas, l'optimisme continue de régner sur les bords du Guayas. On met la dernière main aux plans d'aménagement de l'arrière-pays, un bassin couvrant 34 000 kilomètres carrés, sillonnés de cours d'eau.

Nous obtiendrons du gouvernement les ressources nécessaires. Dans les bureaux de développement du Guayas (CEDEG) on documente sur le matériel, plants d'exportateurs de bananes) qui ont imposé une taxe et relevé leurs prix à l'exportation. Cette mesure visait de grandes compagnies américaines comme la United Fruit ou la Standard Fruit, propriétaires des plantations. La situation est différente en Equateur où celles-ci appartiennent généralement à des nationaux, exploitants eux-mêmes.

Si les recettes pétrolières tendent à favoriser, cette idée du gouvernement central, Guayaquil, sa rivalité traditionnelle, centre commercial et financier, ne devrait pas être laissée pour compte dans la répartition du pactole.

L'évêque « rouge »

Deux jours à peine après la promulgation de la loi de réformes agraires, Mgr Proaño a distribué les terres de deux haciendas appartenant au diocèse. L'exemple n'a pas été suivi. De surcroît, la bonne société de Guayaquil n'a pas hésité à recourir à l'intimidation, puis à la force. — L'évêque est parvenu à installer quatre-vingt-six familles paysannes comme propriétaires sur une hacienda située à Chunchi. Le bilan de l'affrontement — un mort et plusieurs blessés parmi les paysans — est lourd. « Les propriétaires sont chaque jour plus résolu », dit Mgr Proaño, qui a confiance, en dépit de son isolement au sein d'une Eglise et d'une société conservatrice. Si les paysans parviennent à

« rouge »

organiser, ils auront plus de poids pour faire appliquer la loi. La réforme agraire proprement dite n'est pas entrée en vigueur. De 1964 à octobre 1974, l'Institut équatorien de réforme agraire a accordé des titres de propriété pour 220 000 hectares de terre. La multiplication des petites exploitations, constatée dans la province de Chimborazo, se répète dans tout le pays, provoquant une stagnation de la production et même, au cours de ces dernières années, une baisse sensible. A la suite de la démission, au mois de mars 1974, de M. Guillermo Mal donado, ministre de l'Agriculture, déclaré persona non grata par les propriétaires terriens, le gouvernement du général Rodriguez Lara lui-même propriétaire dans sa province natale de Cotacachi — avait repoussé la réforme aux calendes grecques. La réglementation décrétée ne fixe pas de limite à la propriété des terres « cultivées de manière productive ». Toute la politique gouvernementale tend purement et simplement à encourager la production des grands et moyens exploitants, surtout ceux de la côte.

« rouge »

Si les recettes pétrolières tendent à favoriser, cette idée du gouvernement central, Guayaquil, sa rivalité traditionnelle, centre commercial et financier, ne devrait pas être laissée pour compte dans la répartition du pactole.

Le soulevement militaire

(Suite de la première page.)

Les combats ont fait une vingtaine de morts et cent cinquante blessés. La population civile est demeurée totalement étrangère aux événements. Aucun trouble n'a été enregistré en province.

Les causes de la rébellion sont encore mal connues. Le général Gonzalez Alvarez, un historien âgé de quarante-huit ans, avait été inciter à se soulever par des retours de l'oligarchie, partisans de l'ancien président José María Velasco Ibarra, rayé en 1972 par une junte militaire qui avait placé précisément le général Guillermo Rodriguez à la tête de l'État.

Dans une déclaration préalable

ROLAND DELCOUR.

AMÉRIQUES

La révolution péruvienne à l'épreuve

III. - Des civils bien encombrants

Après avoir examiné les causes probables du coup d'Etat qui a renversé, le 29 août, le président Velasco Alvarado et placé le général Morales Bermúdez à la tête de l'Etat, notre envoyé spécial a fait le bilan de sept années de gouvernement par les forces armées péruvienne (« Le Monde » des 31 août-1^{er} septembre) et 2 septembre. Il analyse aujourd'hui la force respective de ces organisations politiques et le rôle des civils.

Lima. — Dans une salle immense qui tient du hangar de ferme, du hall de foire et de l'atelier de réparation d'avions, trois cents personnes assises sur des bancs, écoutent, avec une attention passionnée, un homme à la tête de femme vieillie qui parle depuis plus de deux heures sans cesser le moindre signe de fatigue.

D'une voix un peu monocorde, il brosse une sorte de vaste fresque historique de l'Amérique, évoquant Pérou, Colombie et les Roosevelt; les présidents péruviens Leguia et Sanchez Cerro; sautant de l'Uruguay au Mexique et du Venezuela à Cuba, citant à tout propos Spengler, Kautsky et Trotsky. Les nouveaux arrivants vont s'asseoir en silence; ceux qui restent debout, font sur la pointe des pieds. La plupart sont des jeunes et des gens de condition visiblement modeste.

Cette scène se tient fréquemment à la maison du peuple, le siège de l'Alliance populaire pour la révolution américaine (APRA), à Lima. L'orateur, c'est Victor Raúl Haya de la Torre, son fondateur et leader incontesté depuis plus de cinquante ans. Cet homme s'agite sur la scène politique de son pays, occupant tantôt les grands rôles et tantôt le trou du soufflet. Il est âgé aujourd'hui de quatre-vingts ans. Alors que depuis près de sept ans le haut du pavé est tenu par les militaires, Victor Raúl continue de peser de tout son poids dans la vie politique du Pérou. Car l'APRA est aujourd'hui le seul parti péruvien discipliné, organisé, capable de susciter le dévouement de nombreux militants et susceptible, en cas d'élections, de recueillir un grand nombre de suffrages. L'alpha et l'oméga de l'APRA c'est aujourd'hui « Des élections ou rien. L'APRA n'est pas un phénomène néé à comprendre pour l'étranger qui n'est pas sensible au charme des grands hommes, et à celui de M. Haya de la Torre en particulier. Victor Raúl — alors jeune leader étudiant exilé — a fondé l'APRA en 1924, à Mexico, comme un mouvement destiné à libérer le continent américain de l'impérialisme yankee. En 1931, l'APRA est devenu en quelque sorte la section péruvienne de l'Alliance. Pour l'époque, son programme peut être considéré comme avancé. Le clientèle de l'APRA? Le prolétariat agricole des plantations schiéristes du Nord, les ouvriers des champs pétrolifères de Talara ou des industries santes de Callao, les employés des administrations de la capitale, les étudiants issus de la moyenne bourgeoisie qui s'opposent violemment à l'oligarchie.

En même temps l'APRA détenait une idéologie qui, et fût-ce qu'elle paraisse, se veut adaptée à l'Amérique latine — ou plutôt « latino-américaine » — comme la dénomme Victor Raúl dans ses volontés de rebourner aux sources. Proclamant une internationalisme révolutionnaire, l'APRA s'oppose ainsi à cet autre internationalisme venu d'Europe qui, à la même époque, tente de prendre dans l'hémisphère : le communisme.

Il y a bien longtemps aujourd'hui que l'APRA a hérité de son programme l'anticapitalisme et l'hostilité à l'impérialisme américain — l'un et l'autre considérés comme des maux nécessaires.

Mais ce parti continue de capitaliser, auprès des militants modestes, le fait qu'il a longtemps représenté l'opposition à des gouvernements manifestement autocratiques. Une fraction non négligeable de sa clientèle lui vient, aussi, des classes moyennes séduites par son anticommunisme.

Un renouveau ministériel a eu lieu le 1^{er} septembre. Neuf portefeuilles ont changé de titulaire, en particulier celui des Affaires étrangères. Le général Fernández Falduto, qui occupait, devient chef d'état-major de l'armée. Un civil a été nommé au gouvernement pour la première fois depuis 1968. Il s'agit de M. Luis Harva Castañeda, nouveau ministre de l'économie et des finances. Le général Miguel Ángel de la Cruz conserve le portefeuille des affaires étrangères. — (A.F.P.)

ERRATUM. — Dans certains éditions du Monde daté du 2 septembre (page 5), l'article intitulé « La révolution péruvienne à l'épreuve » comportait une erreur. En effet, la coopérative Sollaoca a une superficie de 30 000 hectares et non de 300 000 comme il était écrit.

De notre envoyé spécial JEAN-PIERRE CLERC

Lors des dernières élections présidentielles de 1969, le parti avait obtenu 34 % des voix. Depuis, c'est-à-dire, aux termes de la constitution, des seuls Péruviens sachant lire et écrire, l'APRA avait été battu par le candidat du parti d'Action populaire, M. Fernando Belaúnde Terry. Mais tout le monde était convaincu que l'Alliance aurait gagné les élections de 1968 si elles avaient eu lieu.

L'un des traits de l'APRA, depuis sa fondation, a été l'anti-militarisme. Hostile à l'oligarchie, l'Alliance ne pouvait que s'opposer aux militaires qui, en réaction, ne s'étaient pas sans réserve. En 1962, le massacre à Trujillo, par des militaires apristes, de militaires qui, entraînés de sanglantes répression de la part des militaires et d'une véritable guerre civile. Le rôle de l'Alliance est de défendre la République, le général Morales

Créer une organisation politique de la révolution?

De cette situation, certains militaires — et tout d'abord l'ancien président Velasco — ont conclu qu'il importait de créer une organisation politique de la révolution péruvienne. D'autres, demeurant sceptiques sur la possibilité de créer un parti dynamique sur des bases idéologiques aussi floues et composées d'élites du régime. Certains se demandent alors s'il ne serait pas opportun de reconnaître l'existence de l'APRA, ce qui consistait à « coller » au gouvernement le sceau de l'APRA, au point qu'il avait approuvé les bases de prix d'octobre 1967 du 30 juin dernier. Quel est le poids réel du parti communiste péruvien depuis qu'il a été déclaré, ces derniers mois, une véritable campagne de type marxiste? Avant 1968, le P.C.P. était considéré comme un résultat électoral dérisoire. Mais il est certain que la centrale syndicale qui contrôle la Confédération générale des travailleurs péruviens, ont récemment progressé, ces dernières années, dépassant en importance la Confédération des travailleurs péruviens, d'obédience apriste. En 1968, le P.C.P. a obtenu l'adhésion apportée par le P.C.P. au régime militaire lui a sans aucun doute permis de conquérir des positions dans les organismes de l'Etat et les organes d'information.

Une alternative

Le gouvernement Velasco était enchanté de pouvoir disposer de l'appui tactique de militants efficaces et érudits, aptes à préparer face au grand silence de la population, Mais il ne pouvait évidemment pas se permettre d'échouer le fait. Dès ces attaques, Mais cela ne déstabilise pas les groupes communistes, ce qui permettrait d'acquiescer, les gauchistes et de laisser en paix le P.C.P.

Bien que certains gauchistes, et même certains anciens gaudilleros, comme M. Hector Belar, se soient ralliés au régime, les groupes d'extrême gauche — une douzaine au total — demeurent hostiles au gouvernement des forces armées. Or ces groupes progressent, notamment dans le domaine syndical, dans la puissante Confédération paysanne du Pérou (C.O.P.), qui compte près de deux cent mille adhérents ; le Syndicat des travailleurs de l'éducation (S.T.E.), qui a obtenu 90 % des voix aux dernières élections professionnelles ; les travailleurs de Centralina, l'ex-Cerro de Pasco ; les ouvriers de la métallurgie ; les étudiants ; autant de bannières du gauchisme.

Ancune des autres formations politiques — démocrate chrétienne, Alliance populaire socialiste — ne pèse bien lourd, sinon par la qualité de certains de leurs dirigeants. Quant à l'Alliance populaire, elle a été interdite en 1974, pour avoir fondé des syndicats. Elle était d'ailleurs largement discréditée par l'échec de son fondateur, l'ancien président Belaúnde.

Ainsi, le régime ne dispose-t-il que d'une seule alternative : créer son propre parti — ce qui a été décidé, mais les chances de succès de l'entreprise paraissent minces ; ou s'appuyer sur l'une des deux formations politiques existantes : le P.C.P. ou l'APRA. Après l'heure du P.C., est-ce celle de l'APRA ? C'est le secret du nouveau président de la République, le général Morales Bermúdez. On assure, à Lima, qu'il a pris ses distances par rapport aux conservateurs. Mais il est originaire de la région de Callao, gouvernementaux de la présidence sans doute à une alliance avec les communistes.

Le plus probable dans ce pays est que le gouvernement des militaires succède, sans aucun doute, à un gouvernement civil, nous serons prochainement un haut fonctionnaire. S'agissant d'une société aussi peu intégrée que celle du Pérou — où toute une population indienne vit en marge du pays — peut-être est-ce, d'ailleurs, souhaitable. Les gouvernements

Bermúdez, y avait perdu la vie. Depuis lors les forces armées péruvienne se sont toujours opposées à l'APRA.

L'Alliance est-elle donc condamnée au Pérou à rester éperdue et inerte ? Plusieurs événements ont poussé des hommes politiques et des militaires à penser que non. Tout d'abord, si l'Alliance a changé depuis 1968 les forces armées ont changé aussi. Depuis 1968, elles ont cessé d'être le rempart de l'oligarchie.

D'autre part, beaucoup de militaires se sont inquiétés, en particulier lors des sanglants événements du 5 février, malgré sept années de présence et dans les rangs du parti d'Action populaire de défense de la révolution ne s'est manifesté, laissant la rue d'abord aux émeutiers puis aux tanks. En particulier le SIMAS — système national de mobilisation sociale — lourde machine bureaucratique créée en 1971 pour porter la bonne parole dans les campagnes et dans les quartiers, n'a même pas été capable de mobiliser ses fonctionnaires pour défendre ses locaux de Lima contre les émeutiers.

Créer une organisation politique de la révolution?

De cette situation, certains militaires — et tout d'abord l'ancien président Velasco — ont conclu qu'il importait de créer une organisation politique de la révolution péruvienne. D'autres, demeurant sceptiques sur la possibilité de créer un parti dynamique sur des bases idéologiques aussi floues et composées d'élites du régime. Certains se demandent alors s'il ne serait pas opportun de reconnaître l'existence de l'APRA, ce qui consistait à « coller » au gouvernement le sceau de l'APRA, au point qu'il avait approuvé les bases de prix d'octobre 1967 du 30 juin dernier. Quel est le poids réel du parti communiste péruvien depuis qu'il a été déclaré, ces derniers mois, une véritable campagne de type marxiste? Avant 1968, le P.C.P. était considéré comme un résultat électoral dérisoire. Mais il est certain que la centrale syndicale qui contrôle la Confédération générale des travailleurs péruviens, ont récemment progressé, ces dernières années, dépassant en importance la Confédération des travailleurs péruviens, d'obédience apriste. En 1968, le P.C.P. a obtenu l'adhésion apportée par le P.C.P. au régime militaire lui a sans aucun doute permis de conquérir des positions dans les organismes de l'Etat et les organes d'information.

Allemagne fédérale

PREMIER < GRAND TÉMOIN > AU PROCÈS DE DUSSELDORF

Le ministre de la défense dit pourquoi l'espion Guillaume lui inspirait toute confiance

Bonn. — Le procès intenté à Günther Guillaume, l'espion du G.D.R. qui a livré à l'Allemagne fédérale les secrets de la défense, s'est ouvert le 24 avril 1975. L'acte d'accusation de M. Willy Brandt, repris le lundi 1^{er} septembre devant la quatrième chambre de la cour d'appel de Düsseldorf, par l'audition de M. George Leber, ministre de la défense, le premier des « grands témoins ». Le cours de la procédure s'est poursuivi, au cours des prochains semaines, M. Ehmske, ancien ministre à la chancellerie, M. Genscher, ministre de l'Énergie, M. Leber, et M. Willy Brandt lui-même. Avant d'entrer au service étonnant de la chancellerie, puis

de devenir conseiller de M. Brandt, Guillaume avait été le collaborateur de M. Leber dans sa conception électorale de Francofort. C'était à la fin des années 60, la gauche du S.P.D. commençant à s'agiter. M. Leber avait été nommé à la tête de la grande coalition par le centre des discussions. M. Leber ne l'a pas dit d'éloges sur son ancien collaborateur. « C'était un social-démocrate de droite; moi aussi, déclare-t-il. Il était pour les lois d'exception, moi aussi. Quand M. Leber s'est avancé à la barre, Günther Guillaume a caché son visage derrière ses papiers. Pendant toute la durée du procès, il a évité de croquer le regard de son ancien patron.

Guillaume se tait. Après avoir répondu par quelques « oui » ou « non », il n'a rien dit de plus.

Tchécoslovaquie

M. SVESTKA REPREND LA DIRECTION DU « RUDE PRAVO »

Prague (A.F.P.). — M. Miroslav Muc a été déchargé de sa demande de ses fonctions de rédacteur en chef du Rude Pravo, le quotidien du parti communiste tchécoslovaque. Il est remplacé par M. Oldrich Svestka qui avait déjà dirigé le journal de 1968 à 1969.

M. Svestka, qui appartient à la tendance la plus dure du parti, avait démissionné en août 1969, immédiatement avant l'invasion, la direction du « Rude Pravo », à la demande des journalistes. Après l'échec des troupes du pacte de Varsovie, il fut accusé de collaboration avec les Soviétiques, mais il fut réhabilité par le comité central en avril 1969. Il prit à cette époque la direction de l'hebdomadaire « Tribuna », qui se signala, dès septembre 1970, par ses attaques contre M. Dubček.

André correspondant de « Rude Pravo » à Bonn, peut résumer en chef adjoint de ce journal, M. Muc avait été nommé rédacteur en chef de ce journal en 1969, lorsque M. Husák était devenu secrétaire général du parti.

Prochain article : QUATRE PAYS ET QUELQUES PROBLÈMES

Venezuela

Le président de la République, M. Carlos Andrés Pérez, vient de signer le décret-loi instituant le jour de l'indépendance pétrolière (le 30 août). Dans un discours prononcé à cette occasion, le président a demandé à « tous les pays voisins du totalitarisme néo-gauchiste » de suivre l'exemple du Venezuela. Le Venezuela ne permettra en aucune circonstance l'utilisation du pétrole comme instrument de subordination ou de moyen d'agression ou de perturbation internationale. « Le pétrole est un instrument aux mains de pays du tiers-monde pour améliorer les nations industrialisées ou chinoises et à la condamnation qui rend possible la création d'un nouvel ordre économique mondial », a-t-il ajouté.

EUROPE

APRÈS LE VERDICT DE BURGOS

A Paris

INCIDENTS AU COURS D'UNE MANIFESTATION DE PROTESTATION

Des incidents ont marqué, le 2^{er} septembre, la fin de la manifestation organisée de la place de Terres à la place de Cléry par plusieurs organisations de gauche et d'extrême gauche pour protester contre le récent verdict de Burgos, qui a condamné à mort de deux Basques espagnols, José Antonio Garma et Angel Otaegui, par le tribunal de Burgos. Un gardien de la paix a été blessé par deux véritables endocardies et un acri d'autobus détruit. Deux personnes ont été interpellées et l'une d'elles a été présentée à la police judiciaire.

Le défilé — qui rassemblait deux mille personnes selon la police — a débuté à 14 heures, l'arrivée de militants du FRAP, dans le calme à 19 heures, place des Terres. Répondant à l'appel du « collectif de soutien à Burgos » et à ceux des prisonniers politiques espagnols, les participants — parmi lesquels se trouvaient notamment des membres du parti communiste d'Espagne (marxiste-léniniste), dont la direction, en mars dernier, avait donné l'ordre à ses militants de surveiller les officiers et les membres des forces de l'ordre, ainsi que les magistrats, en vue d'actes de terrorisme. Toujours d'après la note, les commandos du FRAP ont recrutés parmi les militants des jeunes communistes marxistes-léninistes, les membres de l'opposition syndicale ouvrier (OSO) et les étudiants de la Fédération universitaire démocratique d'Espagne (FUDE). De bonne source, on affirme qu'une vingtaine de militants du FRAP auraient été arrêtés au cours de la semaine dernière.

D'autre part, les quelques trois cents prisonniers politiques qui observent la grève de la faim dans diverses prisons d'Espagne pour protester contre les salaires de dispersion de la manifestation, ont été relâchés. Des éléments inconnus arrachant les grilles de protection des artères et lançant des cocktails Molotov, sur les forces de l'ordre. Après quelques affrontements, le calme revenait aux alentours de 21 heures.

À Clermont-Ferrand, une autre manifestation contre le verdict de Burgos s'est déroulée le 2^{er} septembre. Elle a eu lieu devant la préfecture du Puy-de-Dôme; deux cents personnes environ y participaient.

Arrestation de militants du FRAP et de membres du parti socialiste ouvrier

De nombreuses arrestations ont été signalées en Espagne, en application du décret-loi antiterroriste. Trois militants du FRAP ont été appréhendés à Madrid. D'autre part, huit militants du parti socialiste ouvrier espagnol (P.S.O.E.) ont été détenus dans diverses localités. À Saint-Sébastien, le gouverneur a lancé un décret-loi le 2^{er} septembre à la population, affirmant qu'il n'hésiterait pas à faire un usage énergique de son autorité pour réprimer les grèves et les manifestations.

(De notre correspondant.)

Madrid. — Une note de la direction générale de la sûreté a annoncé, lundi 1^{er} septembre, l'arrestation de trois membres du Front révolutionnaire anti-fasciste et patriote (FRAP), qui assassinèrent, le 16 août, le lieutenant Antonio Rodríguez Fosse, garda civile. Selon la même note, le FRAP est lié au parti communiste d'Espagne (marxiste-léniniste), dont la direction, en mars dernier, avait donné l'ordre à ses militants de surveiller les officiers et les membres des forces de l'ordre, ainsi que les magistrats, en vue d'actes de terrorisme. Toujours d'après la note, les commandos du FRAP ont recrutés parmi les militants des jeunes communistes marxistes-léninistes, les membres de l'opposition syndicale ouvrier (OSO) et les étudiants de la Fédération universitaire démocratique d'Espagne (FUDE). De bonne source, on affirme qu'une vingtaine de militants du FRAP auraient été arrêtés au cours de la semaine dernière.

D'autre part, les quelques trois cents prisonniers politiques qui observent la grève de la faim dans diverses prisons d'Espagne pour protester contre les salaires de dispersion de la manifestation, ont été relâchés. Des éléments inconnus arrachant les grilles de protection des artères et lançant des cocktails Molotov, sur les forces de l'ordre. Après quelques affrontements, le calme revenait aux alentours de 21 heures.

À Clermont-Ferrand, une autre manifestation contre le verdict de Burgos s'est déroulée le 2^{er} septembre. Elle a eu lieu devant la préfecture du Puy-de-Dôme; deux cents personnes environ y participaient.

Le représentant, à Paris, du parti socialiste ouvrier espagnol (P.S.O.E.), fait état, lundi 1^{er} septembre, de l'arrestation de huit personnes accusées d'appartenance au P.S.O.E. et les salaires de dispersion de travailleurs (U.G.T.) en application du décret-loi antiterroriste. Il s'agit, selon le P.S.O.E., de Jaime San Sebastián, arrêté à Vizcaya; Indigo Echevarria et Angel Maria Migue, arrêtés à Victoria; Alberto Marina, Manolo Guardia, Ramon Ramirez et Fay-de-Herre à Seville, ainsi que Maria Emma Alonso Sanchez, à Madrid.

J.-A. N.

Allemagne fédérale

PREMIER < GRAND TÉMOIN > AU PROCÈS DE DUSSELDORF

Le ministre de la défense dit pourquoi l'espion Guillaume lui inspirait toute confiance

Bonn. — Le procès intenté à Günther Guillaume, l'espion du G.D.R. qui a livré à l'Allemagne fédérale les secrets de la défense, s'est ouvert le 24 avril 1975. L'acte d'accusation de M. Willy Brandt, repris le lundi 1^{er} septembre devant la quatrième chambre de la cour d'appel de Düsseldorf, par l'audition de M. George Leber, ministre de la défense, le premier des « grands témoins ». Le cours de la procédure s'est poursuivi, au cours des prochains semaines, M. Ehmske, ancien ministre à la chancellerie, M. Genscher, ministre de l'Énergie, M. Leber, et M. Willy Brandt lui-même. Avant d'entrer au service étonnant de la chancellerie, puis

de devenir conseiller de M. Brandt, Guillaume avait été le collaborateur de M. Leber dans sa conception électorale de Francofort. C'était à la fin des années 60, la gauche du S.P.D. commençant à s'agiter. M. Leber avait été nommé à la tête de la grande coalition par le centre des discussions. M. Leber ne l'a pas dit d'éloges sur son ancien collaborateur. « C'était un social-démocrate de droite; moi aussi, déclare-t-il. Il était pour les lois d'exception, moi aussi. Quand M. Leber s'est avancé à la barre, Günther Guillaume a caché son visage derrière ses papiers. Pendant toute la durée du procès, il a évité de croquer le regard de son ancien patron.

Guillaume se tait. Après avoir répondu par quelques « oui » ou « non », il n'a rien dit de plus.

Tchécoslovaquie

M. SVESTKA REPREND LA DIRECTION DU « RUDE PRAVO »

Prague (A.F.P.). — M. Miroslav Muc a été déchargé de sa demande de ses fonctions de rédacteur en chef du Rude Pravo, le quotidien du parti communiste tchécoslovaque. Il est remplacé par M. Oldrich Svestka qui avait déjà dirigé le journal de 1968 à 1969.

M. Svestka, qui appartient à la tendance la plus dure du parti, avait démissionné en août 1969, immédiatement avant l'invasion, la direction du « Rude Pravo », à la demande des journalistes. Après l'échec des troupes du pacte de Varsovie, il fut accusé de collaboration avec les Soviétiques, mais il fut réhabilité par le comité central en avril 1969. Il prit à cette époque la direction de l'hebdomadaire « Tribuna », qui se signala, dès septembre 1970, par ses attaques contre M. Dubček.

André correspondant de « Rude Pravo » à Bonn, peut résumer en chef adjoint de ce journal, M. Muc avait été nommé rédacteur en chef de ce journal en 1969, lorsque M. Husák était devenu secrétaire général du parti.

Prochain article : QUATRE PAYS ET QUELQUES PROBLÈMES

Venezuela

Le président de la République, M. Carlos Andrés Pérez, vient de signer le décret-loi instituant le jour de l'indépendance pétrolière (le 30 août). Dans un discours prononcé à cette occasion, le président a demandé à « tous les pays voisins du totalitarisme néo-gauchiste » de suivre l'exemple du Venezuela. Le Venezuela ne permettra en aucune circonstance l'utilisation du pétrole comme instrument de subordination ou de moyen d'agression ou de perturbation internationale. « Le pétrole est un instrument aux mains de pays du tiers-monde pour améliorer les nations industrialisées ou chinoises et à la condamnation qui rend possible la création d'un nouvel ordre économique mondial », a-t-il ajouté.

Argentine

SEPT GUERRILLEROS ONT ÉTÉ TUES lors d'affrontements entre membres de l'Armée révolutionnaire du peuple (ERP) et forces de sécurité argentine dans la province de Tucumán. Les opérations menées dans cette zone depuis le 6 février dernier ont fait une quarantaine de morts du côté des guérilleros. — (A.F.P.)

Indonésie

M. FRANÇOIS-XAVIER OBYTEL, PRÉSIDENT DE LA COMMISSION DE LA C.E.E. qui vient de séjourner pendant cinq jours à Singapour, est arrivé le mardi 2 septembre à Djakarta. Il va rechercher les moyens d'accroître les échanges entre l'Indonésie et les pays de la C.E.E. — (Reuter.)

A travers le monde

Quelques documents l'espion allemand a-t-il livrés à la R.D.A. ? Avant la cour d'appel de Düsseldorf, cette question est jusqu'à maintenant restée sans réponse. Aucune preuve formelle n'a encore été apportée que Guillaume ait transmis tel ou tel secret de la République fédérale ou de

Daniel Vernet.

L'organisation atlantique, mais il a pratiquement été établi par le tribunal que Guillaume était bien un agent au service de l'Allemagne de l'Est. On a retrouvé dans lui un émulateur à codes courts qui devait lui permettre d'entrer en contact avec ses chefs de l'autre côté de la frontière, et un matériel photographique, vraisemblablement destiné à saisir sur microfilm les documents qu'il se procurait.

Le moment de son arrestation, Guillaume a reconnu qu'il était un agent de la R.D.A., mais depuis, il s'est réfugié dans le silence. Il laisse à son avocat le soin de se battre pour lui. Son espoir réside dans la détermination éventuelle des juges de Düsseldorf que dans un échange — à plus ou moins longue échéance — de secrets allemands de l'Ouest détenus en R.D.A.

DANIEL VERNET.

Contre leur envie

certains... manifeste... leur envie

form

contre de ges

contre de ges

سوكا من الامل

EUROPE

L'évolution de la situation au Portugal

L'amiral Pinheiro de Azevedo tente de former un gouvernement de large coalition

De nos envoyés spéciaux

Lisbonne. — Signes d'ouverture et paroles d'apaisement : l'amiral Pinheiro de Azevedo, nouveau premier ministre, semble engager le Portugal sur la voie des compromis. Une nouvelle coalition gouvernementale, regroupant centristes, socialistes et communistes, se profile déjà tandis que les militaires entrent ce mardi 2 septembre dans une phase de « conclusion », qui se terminera vendredi avec l'assemblée du M.F.A.

Chacun admet en effet que la solution de la crise d'autorité au sein du M.F.A. est le préalable à toute stabilisation politique. Or le mouvement de protestation contre la « promotion » du général Vasco Gonçalves s'est encore amplifié lundi avec la prise de position du général Morais e Silva, chef d'état-major de l'armée de l'air. Ce dernier s'est déclaré « inquiet », mais dans une prudente réserve, interprétée comme un soutien timidité à l'ancien premier ministre. Mais dans un rang communiqué, le général Morais annonce qu'il partage les analyses du major Melo Antunes, son désaccord portant seulement sur le fait que les mesures politiques mises en circulation et votées dans les casernes.

Le chef des forces aériennes confirme qu'il a, dans un premier temps, accepté la nomination du général Vasco Gonçalves comme chef d'état-major des forces armées. Mais « après un meilleur examen de la situation politico-militaire et des conséquences d'un tel choix », il manifeste son opposition. « Ce choix, assure-t-il, va accroître les tensions au niveau militaire et ne contribuera d'aucune façon à l'union des forces armées. Une résolution faite par 80 % des Portugais ne peut être transformée en dictature de 20 % des Portugais sur les 80 % restants », ajoute le général.

Tous ceux qui font de l'éloignement du général Vasco Gonçalves une condition sine qua non de leur participation seront peut-être rassurés par les dernières déclarations de l'amiral de Azevedo, interrogé lundi soir. Le chef d'état-major des armées a déclaré qu'il ne se compromettrait pas à remettre les choses en place. Pour lui, polémiques et controverses viennent simplement du fait que tel ou tel commandant n'est pas représenté en réalité la charge confiée au général Vasco Gonçalves. « Le nom est pompeux, je le reconnais », dit-il, avant de demander qu'on ne s'occupe pas de l'importance réelle de l'action du chef d'état-major général » et qu'on attende « ce qui va se passer sur le plan de l'unité et de la cohésion nationale ». La formule, encore très laconique, laisse-t-elle présager d'importants changements ? Une partie de la presse et certains milieux militaires se sont inquiétés des pouvoirs étendus confiés à l'ancien premier ministre. M. Mario Soares a même pu affirmer que sa promotion « revient à donner le contrôle des armées au parti communiste ». Mais quelques « fuites » ont depuis ramené les choses à de plus justes proportions.

Il est vrai que le passage du général Vasco Gonçalves à la présidence de la République n'a pas été confirmé, on croit savoir, en revanche, que le général Costa Gomes s'est engagé à ne pas démissionner, et à ce qu'aucune mutation, nomination ou destination, n'ait lieu pour le moment.

Mais d'autres indices, plus sûrs, montrent que nombre d'éléments importants de la situation pourraient être, à brève échéance, remis en cause. La cérémonie officielle de prise de fonction du général Vasco Gonçalves, qui devait avoir lieu ce mardi, est même temps que celle du premier ministre, a été ajournée. Certains estiment que l'on attend, pour franchir ce cap décisif, l'assemblée du M.F.A., qui se réunira vendredi.

C'est précisément cette assemblée qui fait désormais l'objet de maintes spéculations.

L'état-major de l'armée de l'air aurait ainsi totalement révisé la représentation de ses « bases ». Dans l'armée de terre, certaines « figures » du premier plan seraient écartées. Ce serait le cas, notamment, du colonel Varela Gomes, ancien « carreau » de la cinquième division et considéré comme très proche du parti communiste, et du capitaine Clemente, porte-parole de l'assemblée. Des mesures identiques toucheraient des députés de la région du nord. Ce dernier fait est d'autant plus important que l'assemblée de l'armée de terre, réunie ce mardi, à Tanque (à soixante kilomètres de Lisbonne), étudiera le conflit qui oppose, depuis plusieurs semaines, le général Eurico Corvo à certains de ses commandants d'unité. Le chef de la région nord a d'ailleurs de nouveau été rapatrié à Lisbonne par le général Pablos, son supérieur hiérarchique.

D'une assemblée du M.F.A. ainsi modifiée, on peut évidemment attendre des mesures politiques différentes. La réunion de vendredi doit étudier une « restructuration du conseil de la révolution ». Si les fidèles du général Vasco Gonçalves y sont en minorité, il est évident que la voie sera ouverte à un retour des neuf « modérés » sur le devant de la scène.

L'hypothèse concorderait en tout cas avec la volonté clairement exprimée par l'amiral Pinheiro de Azevedo de former un gouvernement d'unité nationale, dont « la première priorité sera de donner la parole à la tranquillité au pays, particulièrement au nord ».

Ces intentions devraient répondre aux vœux des socialistes et des centristes, d'autant que le premier ministre a annoncé que son équipe serait surtout formée de civils. Il a, en outre, assuré que le commandant Corvo, Joâo, ministre de la communication sociale (information) — fortement contesté pour avoir voulu rétablir un contrôle sur la presse — serait écarté. On s'orienterait donc bien vers la mise en place d'une nouvelle coalition. C'est dans ce but que l'amiral Pinheiro de Azevedo, constaté, depuis dimanche, les leaders de trois principaux partis : parti

socialiste, P.P.D., parti communiste, auxquels il propose la discussion et l'accord sur un programme de gouvernement.

Bien que M. Mario Soares ait, il y a quelques jours, contesté la « légitimité » du pouvoir du premier ministre, les socialistes semblent prêts, mais ils posent des conditions, transmises au président de la République. Pour eux, le succès de l'entreprise exige la « normalisation » des conflits de République et de Radio-Renascença, des garanties quant au fonctionnement normal de l'Assemblée constituante, la réalisation d'élections législatives au début de 1976, l'adoption d'un programme économique et réaliste. Mais les socialistes entendent aussi que soit résolu le cas du général Vasco Gonçalves et que soient redéfinis précisément les rapports des pouvoirs politiques et militaires.

Les centristes du P.P.D. émettent à peu près les mêmes exigences et paraissent décidés à pousser tout à limiter l'influence du P.C. Certains responsables socialistes même que l'on profitait de l'occasion pour évincer les communistes. Il est peu probable qu'ils y parviennent, mais tout indique que le P.P.D. voudra pousser le P.C. sur la voie du repli. Les centristes estiment que M. Alvaro Cunhal a déjà reculé en proposant une réunion commune aux différentes « tendances » du M.F.A. et aux socialistes. Ils veulent maintenant le pousser plus loin.

La situation des communistes est en effet difficile. Devront-ils payer leur politique hésitante ? Leur « ouverture » à droite leur a valu d'être exclus du Front unitaire révolutionnaire dont ils étaient la principale composante. En effet, les organisations d'extrême gauche auxquelles ils étaient alliés reprochent au parti communiste d'ouvrir la porte à la conclusion avec les forces civiles et militaires qui agissent comme fer de lance du capitalisme et de l'impérialisme. Le secrétaire provisoire constitué le 25 août a, en conséquence, décidé d'écartier le représentant du parti communiste. Curieusement, le Mouvement démocratique portugais, allié fidèle du P.C., a décidé de se maintenir dans le Front, sans toutefois approuver « l'ostracisme » à l'égard des communistes.

DOMINIQUE POUCHIN et JOSÉ REBELO.

L'EX-GÉNÉRAL SPINOLA N'EXCLUT PAS LA GUERRE CIVILE

Londres (Reuter). — L'ex-général Spínola envisage de revenir en Europe et de faire un retour sur la scène politique. L'ancien président du Portugal a déclaré dans une interview télévisée retransmise lundi 1^{er} septembre par la B.B.C. que la situation au Portugal était « vraiment chaotique ». Il a ajouté : « J'ai les mêmes intentions que tout autre citoyen portugais qui souhaite vraiment voir l'établissement d'un régime démocratique au Portugal. Je ne peux donc éviter d'appartenir au Mouvement démocratique pour la libération du Portugal, faire partie de ce mouvement et combattre jusqu'à la fin pour la libération de mon pays ».

Il a précisé qu'il maintiendrait des contacts avec des organisations politiques portugaises sans préférer lesquelles. « Si les dirigeants légitimes actuels refusent obstinément de remettre le pouvoir aux forces qui représentent la volonté du peuple, la guerre civile pourrait éclater ». Selon lui, la majorité du peuple portugais « combat héroïquement pour la survie de la liberté, mais un groupe d'officiers nazis veulent établir par la force une dictature communiste dans le pays ».

TIME

HOMOSEXUALS IN AMERICA

THIRD WORLD COUNTRIES: WHAT DO THEY WANT?

PORTUGAL: GONCALVES GOES BUT CRISIS REMAINS

ON SALE NOW

La transition vers la démocratie

(Suite de la première page.)

Un régime transitoire doit combiner une autorité qui permette les réformes nécessaires, une stabilité qui garantisse contre les sautes d'humeur d'un corps électoral encore inventarié et un pluralisme qui aboutisse progressivement au jeu démocratique.

On pourrait montrer que le bonapartisme a rempli plus ou moins une fonction de cet ordre dans la France du dix-neuvième siècle. On n'en tirerait aucun exemple pour le Portugal d'aujourd'hui, qui se trouve dans un contexte très différent. L'exemple de l'Italie, à la libération, est plus intéressant à cet égard. Elle eussait sortit d'une longue dictature de droite, sans jamais avoir vraiment pratiqué la démocratie. Bien que plus avancée dans l'ensemble, elle eussait comporté de vastes régions sous-développées et arriérées. Elle eussait été alors dominée par un clergé conservateur, à quelques exceptions près. La démocratie pluraliste a pu néanmoins s'installer à Rome grâce à trois éléments fondamentaux :

l'accord des grande partis pour gouverner ensemble, le sagesse des communistes qui ont joué le carte démocratique, le sagesse équivalente des démocrates-chrétiens qui se sont nettement démarqués du fascisme et de ses partisans. Quand la guerre froide a mis fin à ce système, l'engagement politique était devenu suffisamment fort pour que le pluralisme puisse se maintenir.

Au début de sa révolution, le Portugal a plus ou moins respecté, consciemment ou non, l'exemple de l'Italie libérée. Les communistes ne sont montrés moins raisonnables. La démocratie chrétienne et la droite ont souffert de complètes épiphanies et d'une insuffisante épuration. Les élections ont été trop précipitées, qui ont grisé les socialistes, leur faisant croire qu'ils pourraient dominer le jeu politique. Surtout, le Mouvement des forces armées s'est trop méfié des partis et les a trop réduits à la portion congrue, oubliant qu'ils sont le fondement nécessaire de toute démocratie pluraliste. Malgré cela, le régime transitoire a bien rempli son rôle tant qu'il restait basé sur un élément essentiel du modèle italien : l'association au pouvoir de tous les partis politiques. Certes ils n'exercent pas à Lisbonne une influence aussi grande qu'à Rome après la libération, car ils restent sous le tutelle du M.F.A. Mais cette tutelle trop étroite correspondait, en partie, au sous-développement plus grand du Portugal, lequel entraînait

une plus grande difficulté d'acquiescer le pluralisme. L'ensemble constituait un régime mi-autoritaire, mi-démocratique, finalement assez bien adapté aux exigences de la transition.

La révolution est en crise depuis que cette union sacrée a volé en éclats, dans le gouvernement et dans le M.F.A.

Les possibilités d'établir la démocratie au Portugal dépendent largement de sa reconnaissance et de son maintien pendant un temps assez long, indépendamment des résultats électoraux : ce dernier élément permettant seul d'éviter les surenchères qui briseraient le pluralisme avant qu'il naisse et qu'il ait une force suffisante. Les parties associées devraient aussi prendre, par un compromis unanime, toutes les décisions fondamentales, notamment sur la réorganisation de l'économie, sur la Constitution, etc. Il faut que l'ensemble des joueurs arrivent à s'entendre sur les règles du jeu, avant de pouvoir réellement engager la partie.

Nul ne peut dire si le Portugal parviendra à rentrer dans la voie dont il s'est malheureusement écarté. S'il ne le fait pas, le développement de la démocratie pluraliste y sera très menacé. On ne doit pas oublier, d'autre part, que son développement est rendu beaucoup plus difficile que dans les autres pays de même niveau, parce qu'un grand ombre des nouveaux dirigeants de Lisbonne veulent instaurer le socialisme en même temps que la démocratie. On peut se demander s'ils ne commencent pas ainsi une erreur de stratégie qui les conduira à l'échec. Les mirages gauchistes risquent d'aggraver dans le désert ceux qui les suivent. Certains pays ont réussi à construire le démocratie pluraliste. D'autres ont réussi à construire le socialisme. Mais aucun n'a réussi jusqu'ici à construire à la fois l'un et l'autre, ni même osé se lancer dans une telle entreprise. Pour franchir un tel vaste océan, il ne possède, pour le moment, ni boussole ni voile. Là encore, le modèle italien paraît plus efficace, dont le succès a tenu largement à la décision des communistes de ne pas passer à la construction du socialisme qu'après l'étape de la démocratie bourgeoise.

Les révolutions tolèrent mal qu'on poursuive deux livres à la fois, surtout quand ces livres ont suivi jusqu'ici des directions divergentes, même si l'on peut espérer qu'elles se rejoindront un jour.

MAURICE DUVERGER.

Plusieurs centaines de militaires ont manifesté à Lisbonne contre leur envoi à Luanda

Plusieurs centaines de policiers militaires (P.M.) ont manifesté, lundi 1^{er} septembre, à Lisbonne, contre leur envoi, prévu pour le soir même, en Angola. Retournés de près de deux mille militaires du M.R.F.P. (maoïste), ils ont conspué le général Vasco Gonçalves, chef d'état-major de l'armée portugaise, à son entrée au palais présidentiel de Belem, et scandé : « Les soldats ne sont pas de la chair à canon ! », « Les soldats sont fils du peuple ! », « Guerre du peuple à la guerre coloniale ! », « Nous lutturons nos armes contre la bourgeoisie ! ». L'avion qui devait les transporter est parti pour Luanda presque vide. Quelques jours auparavant, près de cinq cents membres de la police militaire avaient adopté une motion déclarant que, pour aider le peuple angolais, il fallait d'abord faire la révolution au Portugal.

Plusieurs centaines de réfugiés

angolais ont, d'autre part, manifesté devant le siège de la Banque d'Angola à Lisbonne, pour réclamer une aide gouvernementale. Des milliers de soldats angolais, devenus inutilisables parce que ne pouvant plus être changés, avaient été collés sur les murs de la banque.

● A LUANDA, l'armée portugaise a confirmé, lundi, une information selon laquelle deux colonnes de « soldats blancs », venus du Sud-Ouest africain, ont récemment pénétré en territoire angolais. Selon l'armée de l'air, il ne s'agit cependant pas de militaires sud-africains.

● A BRAZZAVILLE, le président Marien N'Gouabi s'est inquiété, lundi, de l'« internationalisation » du problème angolais. Il a déclaré que, « par le passé, l'internationalisation a surtout été l'occasion pour certains puissances de tirer les marrons du feu ». — (A.F.P., A.P., Reuter.)

LE P.C.F. : M. Mario Soares nous calomnie.

Le bureau politique du P.C.F. s'est ému, lundi 1^{er} septembre, d'une interview accordée par M. Mario Soares au quotidien italien *Il Tempo* (le Monde du 2 septembre), dans laquelle le secrétaire général du parti socialiste angolais déclarait notamment :

« Cette calomnie de Mario Soares appelle deux réponses. En premier lieu, Mario Soares est mal placé pour accuser les communistes que nous sommes de « renoncer à la démocratie pour construire une société socialiste », alors que non seulement la social-démocratie européenne n'a jamais mis fin dans aucun pays à la domination du capitalisme. [...]

En second lieu, le P.C.F. s'étonne que M. Soares ne réponde pas positivement à la proposition de réunion des forces démocratiques portugaises faite par le P.C.F.

NOUVEAU PARIS MATCH

POURQUOI LA CORSE TUE DES GENDARMES

Toutes les photos tragiques que la TV n'a pu vous montrer

le refuge formation

3 Octobre - 5 jours de stage de contrôle de gestion

Autres stages : Management et Rationalisation des choix (5 jours) 12 Nov. Planification et décision (5 jours) 24 Nov. Fonction publique au sein de l'entreprise (2 jours) 25 Nov. Comptabilité Générale (14) 12 Nov. Informatique (4 jours) 5 Nov.

Création et utilisation des procédures de contrôle interne, 7 Oct. Compléments doctrinaux et jurisprudentiels de fiscalité pratique (5 jours) 2 Oct. Méthodes Analytiques (5 jours) 7 Oct. Comptabilité Analytique (5 jours) 7 Oct.

Campuses Vicentes (Allemand-Anglais-Arabe-Espagnol-Hibreu-Italien). Secrétariat. Dans ces départements de nombreuses sessions sont organisées dès Octobre prochain. Notre Calendrier vous sera adressé sur demande.

socialiste

pourquoi

le monde

indépendant

ASIE

UN VOYAGE EN CHINE

II. — A TAKING : OUVRIERS, PAYSANS, SOLDATS

par PIERRE VIANSSON-PONTÉ

Après avoir, dans un premier article (« Le Monde » du 2 septembre), rapporté quelques-unes des impressions d'ensemble et des images recueillies au cours d'un voyage en Chine, Pierre Viansson-Ponté relate ici la visite du champ pétrolier de Taking, dans le nord-est du pays.

Taking (que l'on prononce Tak-tchin), il y a quelques années encore, personne ne savait exactement où le situer sur la carte. Son nom ne figure pas dans le brochure géographique de la Chine, éditée en 1973, et aucun dictionnaire, aucun atlas, aucun ouvrage traitant des ressources naturelles n'en faisait alors mention. La mission que dirigeait M. Alain Peyrefitte en juillet 1973 et d'où il a tiré son best-seller n'en avait même pas entendu parler. C'était,

petroli, ce qui n'était tout de même pas mal pour une région où, sur la foi des experts, on avait cru jusqu'à la fin des années 60 que le sous-sol ne recelait pas une seule goutte du précieux liquide. Mais, surtout dans le champ pétrolier de Taking, se déroulait, depuis la révolution culturelle, une expérience unique, qui avait été décrite à toute la Chine par Mao lui-même. Elle consistait non à juxtaposer ou mêler aussi étroitement que possible les trois classes — ouvriers, paysans, soldats — des « maîtres du pays », mais bien à les fusionner entièrement en chaque individu, homme ou femme, simultanément employé dans l'industrie, travaillant aux champs et entraîné militairement.

Taking évoque d'abord ce que dense à qui vient d'autres provinces, même par rapport à Pékin ou Shanghai. On y trouve des grandes villes industrielles du Nord, sont arrivés ici en 1960. Aujourd'hui, le champ pétrolier héberge, nous dit-on, plus de quatre cent mille personnes, réparties en trois villes qui sont en fait de gros bourgs, quarante et une bourgades, cent quarante-huit agglomérations plus petites. Une population, très jeune, composée pour moitié environ d'enfants dont la scolarisation est assurée localement.

Le premier gisement de pétrole a coulé le 26 septembre 1959 au puits n° 3, que l'on visite comme un lieu historique. Comme on était à la veille du dixième anniversaire de la révolution de 1949, le champ a été ouvert et reçu le nom de Taking, qui veut dire « Grande Célébration ». Le 10 avril 1960, première décision du comité central du parti : concentrer de grandes forces pour mener à une grande bataille. Elle commença le 1^{er} mai 1960, donc peu avant le retrait soudain des experts soviétiques, rupture qui allait priver la Chine de tout approvisionnement en pétrole.

comité du champ pétrolier, je compte cinquante-quatre femmes diplômées et dix-huit hommes, soixante-quatre qui usent d'instruments divers (serrés, perceuses, etc.) et les dix-sept autres prennent la viande. Ainsi notre moyenne s'établit-elle à 1/4 enfant par famille.

heurt présent, tant il est vrai que le bonheur est relatif et s'apprend par comparaison. On change peu à peu, on joue des scènes de sept à huit pièces à thème révolutionnaire qui composent tout le bagage théâtral, chorégraphique et vocal de la Chine de 1975. Et puis, pour tous, il y a enfin l'impensable, l'insolite, la séduisante préparation à la guerre « par repousser l'agresseur » dont on est sûr qu'il ataquera un jour et qu'on ne nomme pas : il est à portée, derrière le fleuve, que ce n'est même pas la peine de préciser. Tout homme ou femme de quinze à trente-cinq ans fait obligatoirement partie de la milice active qui se portera au-devant de l'ennemi. Au-delà de cet âge, tous les autres, enfants, adultes, vieillards des deux sexes, adultes enrôlés dans la milice territoriale qui s'accrochera au sol.



Mais la Chine subit trois maux : le manque de pétrole, le manque de machines et le manque de capitaux. La situation politique tendue et confuse. Taking ne démarra vraiment qu'en 1963. À la fin de cette année-là, M. Chou En-lai peut déclarer que « la période pendant laquelle la Chine utilisait le pétrole étranger est révolue une fois pour toutes ». Ces paroles furent reprises en 1974, au moment où le début de la production, après avoir progressé lentement jusqu'en 1968, déclina à nouveau et augmenta à peine en 1974 au quart environ de la consommation française, avancé par nous, ne sera pas discuté ni démenti.

On précise même que la raffinerie dont la construction a commencé en 1965 et qui traitait au début 1965 1 million de tonnes de brut à un coût de 2,5 millions de dollars, est aujourd'hui capable de produire 2 millions de tonnes de brut par an, atteignant en 1974 cinq fois le niveau de 1964. Si on évalue ce niveau à un peu plus de 5 millions de dollars, on voit qu'il sera dans moins de dix ans de 20 millions de tonnes et peut-être davantage qui seraient extraites en 1975. Ce chiffre, qui équivaut à peu près à la consommation française, avancé par nous, ne sera pas discuté ni démenti.

Une précision, au vol : « Sur les cent trente-cinq foyers de mon équipe, dit cette femme énergique et décidée qui, nous compta-t-on, est vice-présidente du

« Trois ans rutil, à la mitrailleuse, à la mitrailleuse, patrouilles et commandos, exercices réels de D.C.A., personnes n'échappent aux manœuvres hebdomadaires à la rue formation de soldat, à l'ivresse du combat, pour l'instant simulé. « Plus de cent millions de Chinois, quatre cent millions de soldats, même si les réalistes jetaient sur nous les trois millions d'hommes de l'Armée rouge, que pour valent-ils faire, ils seraient vite repoussés », nous dit, confiante et déterminée, la femme au beau visage qui préside le comité révolutionnaire de Satellite rouge.

crovait-on alors, dans une région de minorités notamment mongoles, une steppe désolée, à quelque 180 kilomètres au nord-ouest de Harbin et à la même distance ou un peu plus du fleuve Amour, qui constitue la frontière avec la Sibirie soviétique. On nous indiqua, avec le goût de la précision qui caractérise les Chinois dès lors que l'information est officiellement diffusée, que nous sommes ici à 128° de longitude et 47° de latitude nord.

Or il y a deux ans, à Taking, on extrayait déjà annuellement au moins 30 millions de tonnes de pétrole, ce qui n'était tout de même pas mal pour une région où, sur la foi des experts, on avait cru jusqu'à la fin des années 60 que le sous-sol ne recelait pas une seule goutte du précieux liquide. Mais, surtout dans le champ pétrolier de Taking, se déroulait, depuis la révolution culturelle, une expérience unique, qui avait été décrite à toute la Chine par Mao lui-même. Elle consistait non à juxtaposer ou mêler aussi étroitement que possible les trois classes — ouvriers, paysans, soldats — des « maîtres du pays », mais bien à les fusionner entièrement en chaque individu, homme ou femme, simultanément employé dans l'industrie, travaillant aux champs et entraîné militairement.

AFRIQUE

Zaïre SEPT OFFICIERS SONT CONDAMNÉS À MORT

Kinshasa (A.F.P., A.P., U.P.I.). — Sept officiers de l'armée zaïroise ont été reconnus, lundi 1^{er} septembre, responsables d'avoir fomenté un complot contre le président Mobutu Sese Seko au mois de juin dernier. Ils ont été condamnés à mort par un tribunal militaire spécial.

LE SOUS-SECRETIRE D'ÉTAT AMÉRICAIN AUX AFFAIRES AFRICAINES DONNE SA DÉMISSION

Washington (A.F.P., A.P.). — M. Nathaniel Davis, sous-secrétaire d'Etat aux affaires africaines, a donné sa démission, à 4 heures, lundi 1^{er} septembre, après avoir été nommé ambassadeur dans un pays d'Europe.

Le général Mbatia avait annoncé, le 1^{er} juin, la découverte d'un complot « inspiré par l'étranger », dont le but aurait été de l'assassiner. Le procès a duré deux jours et deux nuits, on ignore tout des moyens de défense des « comploteurs ».

La nomination, en janvier dernier, de M. Nathaniel Davis au poste de sous-secrétaire d'Etat avait suscité de vives critiques de la part de plusieurs pays africains. Il lui était notamment reproché d'avoir joué un rôle dans le renversement du régime Allende au Chili, pays où il exerçait, au moment du procès, les fonctions d'ambassadeur.

ODOUL Garde-meubles 20810-30

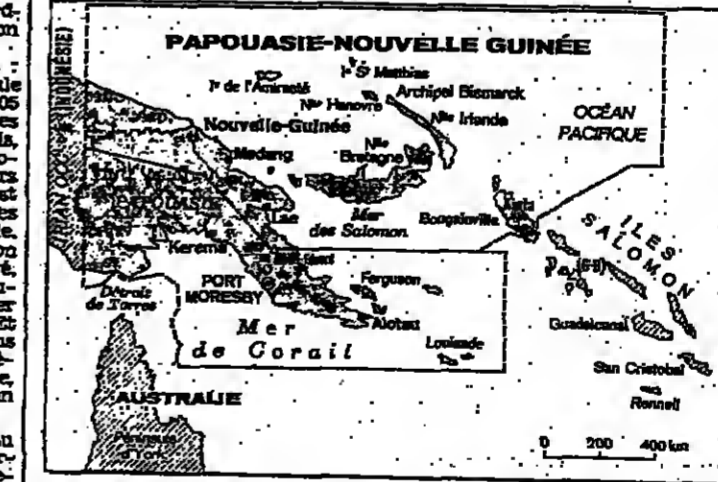
Papouasie - Nouvelle-Guinée S'AJOUTANT A UNE SÉRIEUSE CRISE FINANCIÈRE

La sécession de Bougainville compromet l'avenir de l'archipel mélanésien

Les dirigeants de l'île de Bougainville ont confirmé, lundi 1^{er} septembre, leur intention de faire sécession de la Papouasie-Nouvelle-Guinée. M. Alexis Saroi, président du mouvement indépendantiste, a déclaré que le gouvernement central de Port-Moresby, à son côté, qualifie d'« illégale » la déclaration d'indépendance de l'île qui s'est faite sans incidents en présence de cinq mille personnes.

Le gisement est exploité par une société australienne, la Comoro Rio-Tinto — filiale de la Rio-Tinto-Zinc britannique. — dit le gouvernement papouasien-néoguinéen délégué 20 % des actions. Si Bougainville est réellement indépendante, à qui la société étrangère fera-t-elle allégeance ? (1) Et quel est son rôle exact dans les événements en cours ? Bien que le contrat préliminaire signé ait été révisé pour un futur accord, la situation pour un futur accord préliminaire est encore rapportée très grossièrement par les médias étrangers, en 1974 et 1975. Elle a aussi permis au pays de se constituer un bon matériel de devises et a contribué de façon déterminante à donner au budget national un niveau décent.

financières du début août, entre MM. Whitlam et Somare, se sont mal passées : l'Australie versera, certes, pendant trois ans, une assistance de 500 millions de dollars, mais elle refuse tout engagement à plus long terme, et l'inflation érode la valeur de cette aide. En fait, dès cette année, la Papouasie-Nouvelle-Guinée recevra beaucoup moins que l'an passé de Canberra.



En attendant d'avoir à affronter des problèmes dont l'ampleur les dépasse manifestement, les dirigeants ne peuvent qu'être inquiets des tendances de l'archipel à l'indépendance et à l'appauvrissement. Ce n'est pas en changeant le nom du pays qu'ils modifieront en quoi que ce soit la situation. Pour M. Somare, cependant, le nom actuel laisse penser aux étrangers qu'il existe une Papouasie et une Nouvelle-Guinée, ce qui n'est pas le cas. Le Paradis : ce peut être un espoir pour une nation en proie...

très pauvre population, traverse une période délicate sur le plan financier. Les deux problèmes ne sont d'ailleurs pas sans liens. Le gouvernement central de M. Michael Somare continue de minimiser (en public) les dangers d'indépendance de l'archipel. Le bulletin officiel Papua New Guinea Newsletter a rendu compte, au mois de février, d'un peu dramatique que possible, de la tenue et de l'échec des négociations entre les représentants de la capitale, dirigés par Sir Maori Kiwi, et les représentants de la tête desquels figure, outre un ancien prêtre, M. Sarai, l'ancien chef de la tribu de Bougainville, qui se sentent sans doute plus proches à tous points de vue de leurs frères (encore colonisés par les Britanniques) des îles Salomon du Sud, ont refusé d'adhérer au plan quinquennal offert de crédits supplémentaires de 4,2 millions de kina (1 kina = 1 dollar australien = 5,50 F).

« Mais on se montre assuré de l'avenir », dit-il, « car le cours mondial de ce métal n'a cessé de monter, pas fixé par M. Somare. Le gisement est exploité par une

« Un raid dans le Saloum des Toucouleurs, une armée de mystérieuse dans le forest de Fontarabie, la découverte de fabuleux et inconnus de l'Islande, les archéologues de Saint-Germain, les pays, vous les voyez, que j'ai écrit en septembre le Nouveau Guide Gault-Millau.

bonnen de la ren... sept. a... crédit gr... sur 9 m... nous les... Printer

سورنا من الامل

سكنا في الوطن

JEUNESSE

RELIGION

ÉDUCATION

Des adolescents en canoë sur la Dordogne DE LA PAGAILLE A L'AUTONOMIE

Sarlat (Dordogne). — Un camp d'adolescents effectuait la descente de la Dordogne en canoë...

quantités de vivres à acheter chaque jour et être prêt à parer aux imprévus du voyage...

Ils sont dix — neuf garçons et une fille — âgés de seize et dix-sept ans...

De notre envoyée spéciale fibres de répartir les différentes étapes de leur itinéraire...

Le surmontent, cèdent alors la place aux conflits nés de la vie en commun...

Comprenant enfin que personne ne prendra soin d'eux, un petit groupe commence à s'attaquer aux problèmes matériels...

« Acteurs et consommateurs » Le conflit latent survient par un dimanche matin ensoleillé succédant à une journée pluvieuse...

« La pagaille » L'autonomie, c'est justement l'objectif pédagogique d'Huguette...

Théologien mystique LE PÈRE MAURICE ZUNDEL EST MORT

Le Père Maurice Zundel est mort le 10 août à Ouchy (Suisse)...

Ce théologien mystique, modeste et effacé, dont le corps gracile transcendait le costume...

< L'ENFANT ET L'IMAGE > : un congrès de l'audio-visuel

VOIR BEAUCOUP ET PARLER PEU De notre envoyée spéciale

Grasse. — Ni forum, encore moins session de formation permanente, ni même « foire aux trucs »...

dans leurs mains des caméras et des appareils photos pour filmer leurs fantômes ?

Les Rentrées de Juillet. Un bon point: la besace d'écolier à 29F



Le sac éduquant en toile kaki à bandoulière. Printemps Hausmann/Nation Party 2/Vézizy 2/Créteil Soleil

Les Rentrées de Juillet. Un bon point: le cartable d'écolier à 19F



Le sac goûter "Je vais à l'école". Printemps Hausmann/Nation Party 2/Vézizy 2/Créteil Soleil

Il tient à conserver cet esprit tenu aux réunions de l'association: « Notre originalité est de partir peu et de voir le plus réalisable possible »...

● L'Union nationale des étudiants de France (UNEF, ex-Renouveau) propose notamment, dans une lettre adressée vendredi 29 août à M. Jacques Chirac...

Advertisement for 'cours baronnat' with 'bts' logo and contact information.

Advertisement for 'MEDECINE PHARMACIE' with dates and contact info.

Advertisement for 'SC.PO' with contact information.

Large advertisement for 'Printemps' featuring 'La bonne nouvelle de la rentrée' and 'crédit gratuit sur 9 mois'.

Advertisement for 'CENTRE NATIONAL DE DOCUMENTATION SUR L'ENSEIGNEMENT PRIVE'.

APRÈS LA JOURNÉE

La Corse a vécu le lundi 1^{er} septembre une journée de l'énergie complète. Dans toute l'île, la seule animation fut le meeting qui a réuni, à Ghisonaccia, environ trois mille participants.

Dans la soirée, vers 23 heures, des charges de plastique ont fait explosion, à Corte, devant la poste et les services de l'équipement, et, un peu plus tard, quelques coups de feu furent tirés par les occupants d'une automobile contre les murs de la caserne de la légion étrangère.

À Ajaccio, des rafales de mitraillette ont été tirées vers 21 h. 30, par des inconnus, sur les

bâtiments de la direction régionale de l'É.D.F. dans le centre d'Ajaccio. Cet événement a été revendiqué peu après, par une commission non idéologique anonyme adressée à la rédaction d'un quotidien régional au nom de l'ex-F.P.C.L. (Front paysan corse de libération). Le correspondant a indiqué : « Ceci pour remercier le personnel de l'É.D.F. de la solidarité dont il a fait preuve envers les patriotes corses ».

Signalons, en outre, qu'en rejoignant Bastia, un groupe de personnes ayant participé au rassemblement de Ghisonaccia, s'est arrêté près de

la cave vinicole de la Rivincori, à Aléria, en bordure de la RN 199, où il a été vu aux ruines de la villa de M. Depalle.

La vie avait repris son cours normal mardi dans l'île où le nouveau préfet, M. Jean Biolacci, soulignait que la journée de lundi avait rencontré un large écho du côté des commerçants, mais qu'elle avait été suivie de manière très inégale dans les administrations du fait des positions divergentes des différents syndicats et en particulier l'abstention de la C.G.T.

An micro d'Europe de L. M. Biolacci déclarait

d'autre part qu'il existait actuellement une situation de comité de soutien en faveur des insulaires d'Aléria : « Je vous assure qu'en tant qu'insulaire, je comprends en partie ce genre d'initiative, et s'il est possible, on ne refuse pas dans un village corse, une signature pour quelqu'un qui est en prison ».

Rappelons qu'un rassemblement « contre la répression et pour la libération d'Edmond Simoni » et de ses camarades « doit avoir lieu mardi, à 18 h. 30, sur la place de la Gare, à Ajaccio, à l'appel du « comité anti-répression ».

A Ghisonaccia

Une foule à la fois joviale et sérieuse

Ghisonaccia. — Tout au long du jour, Ajaccio, Bastia et les autres villes ou villages paraissent déserts. Un silence boudeur, sous un ciel souvent chargé de nuages, telle était l'ambiance générale de l'île.

Certes, ni l'eau ni le gaz ne furent coupés et la poste fonctionna normalement. Mais toutes les banques, à l'exception de la Banque de France, tirent leurs guichets clos, comme la plupart des organismes semi-publics. Au grand dam des touristes, les restaurants et les cafés observèrent les consignes de fermeture, et une introduction était nécessaire, lundi à Ajaccio, pour obtenir un repas dans les hôtels où seuls les résidents pouvaient officiellement être servis. Les bureaux de tabac et les stations-service avaient suivi le mouvement et ne vendirent ni paquet de cigarettes ni faire le plein d'essence. Ce fut aussi difficile que de rencontrer un C.R.E. ou un gendarme. Récemment, en effet, le nouveau préfet de région, M. Jean Biolacci, avait maintenu les forces de police dans leurs cantonnements, désireux de ne pas faire intervenir qu'en cas de troubles sérieux.

Les organisateurs du meeting de Ghisonaccia, un gros tour de la plaine orientale d'où partirent les premières revendications certaines vites et les « pleins-nots », avaient eu aussi le souci d'éviter tout incident. Le service d'ordre, composé de jeunes agriculteurs locaux, canalisés et arrivés dirigés vers les automobiles vers les parcs de stationnement et veillait à ce que des éléments étrangers aux préoccupations corses ne viennent pas gêner la perturbation. Un noble vieillard descendu de sa montagne, qui, à tout hasard, avait apporté son fusil, comme un soir d'insurrection, fut invité à s'en débarrasser et quelques jeunes gens qui n'avaient sans doute jamais saisi une arme, se virent invités à ne pas sortir du rôle de spectateurs.

On comptait environ trois mille personnes, sur la place de la mairie, quand de la loggia municipale, les arctura commencent à chanter à la fois. De l'autre côté de la place et des jardins, la gendarmerie avait fermé ses volets, comme la guinguette de la chanson. Les gendarmes locaux à Cortes pour la plupart, s'étaient brusquement découverts des occupations extra-muros.

Des banderoles, brandies au-dessus des têtes, réclamaient « la libération des patriotes », l'annulation de l'île, exigèrent que « la terre corse revienne aux Corses », traitèrent les élus de « collabos » et M. Pomiatowski de SS. Des

Une lettre de menaces

L'ex-ARC a fait parvenir à la rédaction de RTL une lettre datée du 28 août, qui a été diffusée ce mardi 2 septembre, à 10 h. 15, affirmant que les militants du mouvement n'hésiteraient pas à exécuter des représailles, si le Dr Edmond Simoni était condamné à mort par la Cour de sûreté de l'État.

« Si, en cours de procès de M. Edmond Simoni, celui-ci devait être jugé à la peine capitale, l'organisation de l'ARC se verra dans l'obligation d'exécuter soit un ministre, soit un député, soit un fonctionnaire, selon les circonstances. Nous n'aurions aucune gêne à exécuter à la vie du président de la République ».

« Nous avons de moins en moins l'impression d'être Français, c'est pourquoi nous n'admettrons pas ce jugement », écrivent les rédacteurs du texte.

M. Jean Lecanuet : certains comportements apparemment difficiles à comprendre

M. Jean Lecanuet, garde des sceaux, ministre de la Justice et président du Centre démocratique, était lundi soir le 1^{er} septembre l'invité de l'émission « Dix questions, dix réponses » diffusée par France-Inter. À propos des événements survenus en Corse, il a déclaré : « Y a-t-il eu des erreurs des forces de l'ordre ? C'est une question grave, importante. Certains comportements ont été en effet — même à un homme informé comme je peux l'être — difficiles à comprendre. Mais il est plus facile de juger de loin que d'être sur place. Les forces de police ont eu à faire face à une situation insupportable (...). L'État a l'obligation de réprimer l'insurrection. Il ne peut laisser s'installer une sorte de droit à l'insurrection, à l'émancipation ou à la violence. Par conséquent, quel que soit mon degré d'adhésion sur certaines démarches concertées qui ont pu se produire en Corse, je ne ferai pas le procès de la police et de la gendarmerie, au contraire je salue leurs victimes. Je dis cela

De notre envoyé spécial

drapaux corses, tête de Maurice notre sur fond blanc, le plus souvent de fabrication locale, se défilant dans les moments d'exaltation, et quelques manifestations, embouchant des colombes, ces cortèges marquaient au son grave et profond entendaient les berges, lançant parfois de longs appels qui répercutaient les façades. La foule paraissait à la fois joviale et sérieuse, capable des vives troupes de violence, décidée en tout cas à se faire entendre.

Pour une commission d'enquête

Le premier, M. Armani, secrétaire général de l'Union des syndicats agricoles, prit la parole pour définir le sens de la manifestation, puis M. André Fauti, président de la caisse du Crédit agricole, fit l'historique des difficultés de la Corse, tant du point de vue économique que culturel. « Il faut, dit-il, que ce peuple, qui est en danger, puisse avoir ce qu'il entend, en restant à l'intérieur. Il ne faut pas aller contre l'unité nationale que de le demander ».

M. Musso, de la F.N.S.R.A., rappela les revendications de certains particuliers et de certaines banques pour en limiter les conséquences et le préjudice ainsi porté aux victimes locales.

« Nous ne voulons plus par nous d'écrouler qui jettent le discrédit sur nos vins et notre pays. Nous réclamons justice, ou les agriculteurs corses mourront de justice eux-mêmes », l'orateur rappela ensuite les événements d'Aléria, expliquant que l'ARC ne cherchait alors ni affronter les forces de l'ordre, ni à mettre en cause l'unité de la nation française, mais voulait occuper en armes la cave d'Aléria pour empêcher le départ de M. Pomiatowski, le ministre financier. Il réclama enfin la constitution d'une commission d'enquête sur le déroulement de cet épisode sanglant. Il réclama, en revanche, de celui, tout aussi sanglant, de Bastia, au cours duquel des C.R.S. furent abattus par des tireurs qui n'étaient, au sens strict, ni militaires, ni civils, mais des Corses.

M. Musso invita finalement la foule à reprendre l'engagement de ne pas relâcher sa vigilance jusqu'à ce que l'État ait répondu à ses revendications et de ses camarades, « qui ont droit à une justice sévère ». Puis il annonça que les dirigeants des syndicats retourneront demain à Bastia, pour les commissions et les instances officielles, tant que les forces de police, amenées en Corse, ne seront pas renvoyées et qu'ils attendent qu'il reviennent tous les agriculteurs à cesser leurs paiements et remboursements de prêts, sauf ceux intégrant les coopératives. « Si le gouvernement dit-il, dans un autre sens, entend, la Corse retrouvera son sourire. Sinon, nos enfants se souviendront avec douleur de ces moments que nous venons de vivre ».

Après que M. Filippi, représentant de la C.F.D.I., ait adressé un message de soutien aux agriculteurs, M. Ange Pelli, du Centre national des jeunes agriculteurs, qui fut invité au meeting par une bande dont l'origine est mal connue, alors qu'il s'apprêtait, avec l'autorisation du sous-préfet de Bastia, de la cave d'Aléria pour tenter de rallier les membres du commando de l'ARC, vint annoncer qu'il avait déposé plainte contre « X... ».

pour tentative d'homicide et que le Centre des jeunes agriculteurs se portait partie civile. L'ordre d'arrêt fut en effet donné à Aléria au moment où M. Paoli se trouvait dans le bâtiment des gendarmes mobiles et le bâtiment assiégré.

Tous ces discours, ponctués d'applaudissements ou de huées chaque fois que le ministre de l'Intérieur était cité, eurent toutefois la même conclusion : ne pas céder aux provocations d'où qu'elles viennent, maintenir les revendications sur le terrain de la justice sociale et des ambitions socio-professionnelles, avec pour seul objectif, les libertés corses, hors de toute préoccupation idéologique. Il sembla bien que, dans la foule, certains furent un peu déçus par ce genre de restrictions, comme ils l'avaient été par une phrase de M. Armani, proclamant que « seule la vérité est républicainisme ».

Les agriculteurs ont en tout cas, pour le moment, décidé de ne pas aller au-delà de ce qui est leur droit, mais de continuer à se battre pour leur pays. Ils approuvent tout d'abord les représentants responsables avec lesquels le dialogue est possible. Leur attitude est celle de la manifestation, qu'ils ont organisée, méritée, dit l'amour-propre de M. Pomiatowski en souriant, qu'on leur répondait par-delà ce que M. Armani a appelé les morts innocents, victimes du devoir ».

MAURICE DENZIÈRE.

« La Fédération corse du P.C.F. a envoyé une délégation à Ghisonaccia, où se tenait le rassemblement prévu par les organisateurs de l'opération d'Aléria. Les responsables du P.C.F. ont participé à l'événement, mais ils n'ont pas été dans le cadre de la manifestation. L'union a été rompue par le comité fédéral du P.C.F. ». Il est à noter que le P.C.F. a une section à SMIC supérieur et SMIC national.

TÉMOIGNAGE

« Francesi fora »

par PIERRE PASQUINI (*)

« Français dehors », tel est le slogan, inscrit à des milliers d'exemplaires, qu'on lisait en Corse sur tous les murs, y compris ceux des gendarmes, depuis près de quatre ans.

Trois de ces Français ont déjà quitté l'île, les pieds devant, dans un corseil.

Deux gendarmes ont trouvé le mort à Aléria, ce qui a permis l'ignominieuse inscription sur un mur de Bastia :

« Corse - France : 0 ». Un trophée, un C.R.S., à été tué dans un qui sera le siège de la nouvelle préfecture.

Et cela dit, dans une lie inquiète, au climat lourd, sous un déluge de communiqués et de prises de position que les journaux locaux reproduisent pratiquement in extenso, si longs soient-ils de crainte d'être plantés, le gouvernement se doit de trouver une solution, qu'elle soit d'autorité ou de compromis.

« Les deux morts ont été insulaires que le lâche assassinait, plus tard, et par là-même les sacrifices des trois victimes des forces de l'ordre s'ajoutent à une portée plus nationale, si elle se peut ».

L'événement dramatique d'Aléria trouve sa source dans une très vieille situation.

C'est un fait constant que depuis des décennies l'île se dépeuplait. Pauvre, non mise en valeur, manquant de moyens de transport, sans aucune possibilité de pavillon de la compagnie Fininvest, puis de la Transat, aujourd'hui de la Transat, elle était, elle est encore, victime des « frais d'approche ».

Tout, ou presque tout, doit être importé du continent aux prix qui y sont pratiqués, frais de transport en sus ; et l'on a été à l'encontre de la situation de la Corse, à l'heure de la manifestation d'une célèbre manufacture de Saint-Etienne à tous les jours, dans le cadre de la manifestation de la Corse. A l'heure actuelle, il n'y a pas « encore » une « collectivité ».

« Le tourisme s'est de la panacée qu'un aspect éphémère : plus d'un million de touristes se rendent chato-

admettra que pour une seule famille, cela représente pas mal de choses. C'est fort de cette « construction », que, depuis 1971, j'ai alerté tous ceux que je pouvais connaître sur la gravité de la situation insulaire : le cabinet de M. Marcelin, le ministre de l'Intérieur lui-même, M. Alain Peyrefitte, le premier ministre, M. Messmer, M. Michel Debré, le président de la République Georges Pompidou, M. Pomiatowski, M. Chirac, de 1971 à 1975, ont reçu, soit mes visites, soit mes notes, soit mes lettres, et moi en ont accusé réception.

« Ma première visite au ministre de l'Intérieur, pour y appeler l'attention sur le gravité de la situation, remonte à 1971 ».

En 1973, M. Debré m'écrivait :

« Vous avez raison, il faut traiter le problème des ses problèmes, sans attendre ses aggravations. Je le dirai à la plus haute instance de l'Etat, mais sera-t-il entendu ? »

Le premier ministre, M. P. Messmer, m'indiquait qu'il faisait étudier mes notes et prendre les dispositions que requerrait la situation.

Je lui écrivais, en 1973 :

« Je me fais un devoir de revenir à la charge pour vous dire que la situation est en train d'évoluer avec une rapidité que vous ne soupçonniez pas ».

« Depuis les cris d'alarme que j'ai lancés au ministère de l'Intérieur, il y a deux ans déjà, rien n'a été fait. J'ai écrit à M. Pomiatowski : « Je me demande si vous êtes suffisamment informés de la situation en Corse ».

« Je puis dire que, face à cette situation qui va évoluer beaucoup plus vite qu'on ne croit, dans le mauvais sens, pour le moment, strictement rien n'est fait ».

« Je devais apprendre par la suite, que cette lettre réceptionnée par M. Pomiatowski, M. Xavier Marchetti, et que le président ne l'avait pas lu. Le 27 novembre 1973, j'écrivais au ministre de l'Intérieur, M. Marcelin :

« Si les choses continuent du train où elles vont, le gouvernement peut être accusé d'avoir, bien que depuis longtemps averti, laissé se développer en Corse un climat insurrectionnel contre toute personne — ce peut être jusqu'à lui ».

« En tout état de cause, je vous réitère que ce mouvement ira en s'amplifiant et amènera des conséquences graves si des mesures ne sont pas prises ».

En juillet 1974, j'écrivais à M. Pomiatowski :

« La situation empirée, elle continuera de le faire et en ne s'en préoccupe pas de façon extrêmement formelle ».

« En octobre 1974, je précisais enfin à M. Chirac :

« Si le gouvernement ne prend pas des mesures qui l'imposent avant le printemps prochain, la Corse pourra être en état insurrectionnel dans l'année qui vient ».

« Il suffirait qu'un manifestant corse soit tué par les forces de l'ordre ».

« A la base de la solution du problème, il y a peut-être une question de concertation et de dialogue grand comité de l'Etat, peut aider à résoudre ».

Le 29 mai 1975, enfin, j'allais, une fois de plus, à Paris prévenir de la gravité de la situation, et j'écrivais au ministre chargé des relations avec le Parlement :

« Permettez-moi que la Corse va à l'insurrection. J'ai alerté depuis des années des gens puissants depuis quatre ans inlassablement. L'insurrection que l'on a pourtant du problème me stupéfie ».

« Si le gouvernement s'est précipité, une faute a donc été commise ».

« Elle ne peut se renouveler sans emporter de très graves conséquences, tant il est vrai que la nation française est constituée autour de la force d'un Etat, et que d'autres provinces, d'autres régions pourraient, — qui en doute, — s'inspirer au nom du régionalisme de ce qui se passe en Corse ».

Né à Saït, en Algérie, d'une mère « pied-noir », j'ai connu un premier drame qu'il m'est arrivé d'évoquer quelquefois à l'Assemblée nationale, avec suffisamment de foi pour trouver l'assentiment de l'hémicycle, de l'extrême droite à l'extrême gauche, ce qui, à l'époque, fut exceptionnel, mais ne m'en laisse pas moins le sentiment d'avoir été entendu sans avoir été compris.

Fils d'un père corse, magistrat colonial, je connais un second drame ; et si je ne permets d'ajouter en soulignant que me propre sœur, ex-prénome authentiquement Mayotte sur les registres de l'état civil, on

A Paris : l'île au bout du zinc

D'Ajaccio, de Sartène, de Corte, de Calvi, il se sentait nombreux à se retrouver au fin de journée dans ce bistrot de la rue de Rochilly, dans le douzième arrondissement, à Paris. « La Méditerranée », c'est le nom du café ; sur les murs est peinte l'effigie de M. Pomiatowski, et une grande carte de l'île. L'accueil roide de petits en petits. Paris est de l'autre côté de la vitre. Ici, c'est le territoire des Matteo Falcone qui, un jour, ont pris le bateau pour vivre sur le continent et se sont retrouvés dans le capite.

« Ce qui s'est passé à Bastia, ça se passe dans le Var, où il y a eu des morts », dit M. Simoni, un Breton qui a vécu à Bastia, originaire de Sartène. Les rapatriés ont eu toutes les facilités et les agriculteurs corses, depuis des années, n'en ont pas. « Si l'île, il n'y a aucun développement. Le « petit », celui qui ne possède pas d'argent, est obligé de s'expatrier. Or, les jeunes aujourd'hui veulent rester. Ils ne veulent pas vivre ce qu'ils voient leurs parents. Peut-être en Corse : c'est ce problème ».

Né à Porto-Vecchio, Jean a trente ans. A Paris, il est comptable. « On est Corse avant tout comment-tu. Pour nous comprendre, il faut être Corse. Gérard et Mitterrand, comme d'habitude, font des promesses. Les gouvernements successifs n'ont jamais rien fait. Les parisiens nous ont toujours considérés comme des étrangers. Une obéissance, à laquelle, après avoir dit « oui », quelques millions, s'effondrent et on ne peut garder notre caractère insulaire. L'autonomie pour quoi faire, pour retomber sous le coupe d'autres notables ? »

Lancé à la cantonade, des petites maisons du port de Bastia, sur le mur, le nom du ministre de l'Intérieur. « Paris n'aime pas les Corses », soulignent Antoine. Il continue : « Là-bas, il y a trop de police, trop de C.R.S. On nous envoie la brigade anti-gang. On n'est pas des

gangsters. On veut nous tirer comme des lapins, déjà qu'ils se tuent entre eux ».

Mais le représentant du gouvernement, en Corse, aujourd'hui, c'est M. Jean Biolacci. Son nom cultive comme un dé sur la table. « C'est une bonne chose d'avoir nommé un préfet corse », déclare la majorité des communistes. « Biolacci ne descend rien », rétorque Angelo. « Allons, reprend Antoine, il te juche la cour quand même. Il parle la même langue que nous ». Aléria, c'est la dénonciation. Une manière dramatique de poser « le problème corse ».

« Vous savez, il existe peu d'autonomistes. L'ARC insistent on s'en moque. Mais Simoni, lui, c'est un pur. Il faut le libérer ».

Au « Laiterie », rue des Entrepreneurs, dans le quatorzième arrondissement, ce n'est pas le petit bistrot, mais déjà un grand café avec comptoir.

C'est le rendez-vous des supporters du club de football de Bastia, présent dans le championnat de France de première division. Les événements ? « C'est pas bon quand il y a mort d'hommes », déclare Pierre, trente-cinq ans, natif d'Ajaccio. Mais il faut connaître toutes les raisons. On se sent abandonné là-bas. « O explique » : Les élus ne nous représentent qu'à moitié. Ils se font mener par le gouvernement. Ils n'ont pas de leur propre, ce qu'ils pensent. « Ici aussi, la nomination de Jean Biolacci est bien accueillie ». Apparemment, c'est une « bonne chose », continue Pierre, il va chercher à comprendre ce que les autres prétextes ne font pas. Il faut entendre, à l'intérieur de la communauté nationale, un processus de régionalisme très primé.

La radio communique la tournée de grève, le rassemblement de Ghisonaccia. « Ça va se calmer, il faut que ça se calme. Mais ça reprendra si on ne libère pas Simoni. Il n'est resté plus beaucoup comme lui, il sait prendre ses responsabilités et se battre pour un idéal ». Et Pierre d'ajouter : « Si la communauté, ce sera encore plus dur ».

JEAN PERRIN.

Des idéalistes et des docteurs d'une parfaite bonne-foi, des étudiants convaincus de la justice de leur cause, des romantiques voulant vivre leur rêve, auxquels il y a lieu d'ajouter des gens d'une foi beaucoup moins implacable, sinon suspecte, pouvaient, au cours de l'été qui ramène chacun vers le terre ancestral, créer l'événement dramatique d'autant plus facilement qu'ils étaient tous brassés par le climat d'une île où le sentiment e souvent plus d'importance que le logique, où la raison cède souvent le pas à la passion, et où, surtout, la solidarité de l'éthnie l'emporte sur toute autre considération sociale.

Il y a quelques semaines, on ne trouvait pas en Corse, tant d'un fait, une majorité de Corses pour épouser et suivre les idées de l'ARC.

Il y aura désormais une majorité de Corses pour faire leurs actes sont désapprovés.

C'est ce que s'a pas pressenti le gouvernement, dont on ne peut pas dire qu'il n'a pas été informé, et auquel on peut reprocher avec force de ne pas avoir pris en considération la gravité du problème.

Certes, il est vrai que jamais autant n'a été fait par un gouvernement que ce qui est fait depuis quelques mois par la mission inter-ministérielle ; mais l'histoire, de toutes parts, enseigne que les armes les plus puissantes n'ont jamais arrêté les idées, et que l'injection de capitaines destinés au mieux-être, et les impôts solennels, règle plus difficilement les problèmes lorsqu'ils sont connotés en fonction d'une situation psychologique devenue incertaine.

N'étant plus des députés, et par là-même privés des forces de la tribune, j'ai, à ma modeste échelle d'insulaire, mis en œuvre tout ce que j'avais de conviction pour alerter les pouvoirs publics sur une situation dont je crois bien connaître le processus.

Né à Saït, en Algérie, d'une mère « pied-noir », j'ai connu un premier drame qu'il m'est arrivé d'évoquer quelquefois à l'Assemblée nationale, avec suffisamment de foi pour trouver l'assentiment de l'hémicycle, de l'extrême droite à l'extrême gauche, ce qui, à l'époque, fut exceptionnel, mais ne m'en laisse pas moins le sentiment d'avoir été entendu sans avoir été compris.

Fils d'un père corse, magistrat colonial, je connais un second drame ; et si je ne permets d'ajouter en soulignant que me propre sœur, ex-prénome authentiquement Mayotte sur les registres de l'état civil, on

M. Joseph Franceschi, député socialiste du Val-de-Marne, maire d'Alcortville : « Certes, toute violence doit être condamnée et de quelle côté que ce soit. Il n'est resté pas moins vrai qu'un processus républicain, guidant la force dans l'histoire et la géographie et son dynamisme dans des idées nouvelles, arrivera bientôt à maturité. Refuser le droit à l'indépendance à un territoire se trouvant à 130 kilomètres au-delà de la mer rouge de l'Algérie, il est grand temps que des mesures politiques et économiques soient prises, afin que la Corse retrouve sa plénitude ».

سكنا من الامل

Journal de l'ISD

JOURNAL D'ACTION EN CORSE

DANS LA PRESSE HEBDOMADAIRE

« La Corse ? L'Irlande du Nord de la France ? C'est avec cette comparaison que de nombreux commentateurs ont planté le décor des violences qui ont eu lieu à Ajaccio et à Bastia, quitta à l'instar de quelques autres la situation politique de l'île. En tous cas — et les hebdomadaires, qui ont presque tous « fait leur miel » sur la Corse, en apportent la preuve — au-delà de l'explosion de colère, c'est l'unité nationale qui a été remise en question au cours de ces heures dramatiques.

« Pourquoi la Corse, tu des vendarmes ? », s'interroge FERRIS-MATCHE. Tamals que Roger Châteaumeunier, dans cet hebdomadaire, de savoir si, out on non, les plecs-noms ont « spoliés les Corcés », François Cavignoli

estime qu'« il serait désirable d'expliquer entièrement cette explosion par le retard économique et les injustices sociales dont la Corse a souffert depuis son assimilation à la France ». Si la jeunesse bastiaise a pris les armes, affirme-t-il, c'est parce que « privée du débouché de l'empire, privée de destin, elle n'a pas résisté aux séductions du mot « indépendance » — transparent sous le slogan hypocrite de l'autonomie — et aux promesses d'avenir, même risquées, qui s'y rattachent ».

Claude Jacquemont repère dans V.A.L.E.U.R.S.I. d'ACTUELLES que « l'effort consenti par l'Etat en faveur de la Corse n'est pas constant », même s'il est « terrible ». En revanche, pour Vincent Duriani, dans L'HUMANITE-DIMANCHE, c'est le gouvernement qui, « pour avoir pas voulu prendre les mesures jugées (...) indispensables (...), porte l'entière responsabilité du vent de révolte et de violence qui souffle actuellement sur l'île ». Vincent Duriani souligne aussi que « les méthodes employées (par les autonomistes), loin de faire l'unité de toutes les victimes du pouvoir giscardien, ne servent en fait qu'à diviser les luttes de la population corse et constituent,

par là même, une aide directe au pouvoir ».

Pour Olivier Chevillon, dans LE POINT, « il faut enrayer l'épandage de toute urgence par un petit nombre de sanctions exemplaires. Après les débuts d'Aléria, après les bourdes de Bastia, l'attitude de l'Etat résisterait mal à de nouveaux cafouillages... Une réaction super-« jacobine », en revanche, serait un contresens majeur. Rappelons ici une singularité du terrorisme. Son succès dépend exclusivement des maladroitures du pouvoir auquel il s'attaque ».

« (...) Si l'épouvantail du séparatisme arrêtait le développement déjà beaucoup trop lent de la démocratie locale et régionale, il est certain que le docteur Simoni et ses semblables auraient la partie belle. La centralisation répond dans toutes les provinces un sentiment d'impuissance et d'amertume. Elle n'est plus un ciment d'unité, mais un ferment de désintégration ».

Jean-François Revel se réitérant à Toqueville, note dans L'EXPRESSION qu'« accuser de « menées antinationales » les partisans de la décentralisation administrative provient de ce que l'on pense par erreur qu'ils veulent la décentralisation gouvernamentale, c'est-à-dire une mise en pièces de l'unité du pays. Or, c'est justement, ajoute-t-il, l'abus de la centralisation administrative qui met en danger l'unité nationale, car c'est le poids de la bureaucratie centralisée qui suscite à la longue le régionalisme, chez des hommes las de rester étrangers à la détermination de leur destin ».

Les événements de Corse fournissent à Jean Daniel l'occasion d'une constatation : « Les Français doutent de la France ». Le directeur du NOUVEL OBSERVATEUR note que M. Pompidou, dans cette affaire, « a émis la solidarité avec les autonomistes : d'une population indignée par la répression ».

« Quant au président de la République, poursuit-il, il a réagi par sa bonne volonté même l'ignorance totale où il est encore des aspirations profondes de la Corse de la jeune génération. Il ne s'est donc trouvé personne auprès de lui pour lui éviter la pire des erreurs psychologiques : Répéter « les mêmes services rendus par la France à l'administration » française, alors que c'est précisément cela qui irrite le plus les jeunes révoltes de l'île ! Ils ne veulent plus donner à qui que ce soit des « administrateurs » exotés et renégats (...). Ils prétendent

réintégrer sur le sol natal la « diaspora » d'une ethnie à leurs yeux colonisée. Ils ont dû recevoir comme une giflette les compliments de Valéry Giscard d'Estaing. Pour un peu, ce dernier les eût baptisés, comme on le faisait jadis pour les Nord-Africains assimilés, de « grands amis de la France ». On peut leur donner tort ou raison, mais ignorer ce qu'ils pensent n'est pas le fait d'un chef d'Etat ».

Marie-Claire Venturini, dans REFORME, résume ce que veulent les Corcés par cette formule : « Pouvoir rester corse ». Mais elle indique que si, tout agit vite, avant que tout un type de civilisation ne soit détruit et ne relève plus que de l'archéologie.

« Après cela, avant que les modérés — l'ARC en faisait partie — ne se lassent d'errer dans les labyrinthes de la concertation... Agir vite avant que l'impunité devant les promesses données mais jamais tenues ne se transforme en rage ».

« Après cela, avant que les attentats, les affrontements sanglants comme ceux d'Aléria, réprouvés pour l'instant par la majorité, ne deviennent la seule issue envisagée ».

De son côté, l'envoyé spécial à Bastia de POLITIQUE HEBDO, Martin Touan, met en garde con-

tre « le conservatisme » qui guette le mouvement autonomiste. Aussi souhaite-t-il que « les autonomistes (exposent rapidement et) clairement leurs positions et (designent) par là même sans coup férir les responsables de la colonisation de l'île ». Et il conclut : « Aujourd'hui, une majorité de Corcés ne raisonnent plus en termes économiques mais en termes politiques. Une conviction inébranlable anime une frange de plus en plus importante du peuple corse : « L'autonomie est inéluctable ».

POURQUOI L'AUTONOMISME ? ETHNISME

par François FONTAN
Secrétaire général
du Parti Nationaliste Occitan
avec une carte des Ethnies d'Europe
et un tableau des Ethnies du monde.
Ed. Librairie Occitane,
place Mallet, 30200 Bagnols
C.C.P. Librairie Occitane
1297 82 U Montpellier
Francs 17,20 F.

TROIS SYNDICATS DE LA TELEVISION PROTESTENT CONTRE LA SAISIE DE PELLICULES DE REPORTAGES.

La saisie « par le ministère de l'Intérieur des pellicules de reportages des chaînes FR 3 et TF 1 » sur les événements d'Aléria et l'identification, grâce à ces films, de certains manifestants (le Monde du 29 août), a suscité une protestation commune de plusieurs syndicats de la télévision (syndicat national C.G.T., syndicat unifié C.F.D.T. et S.N.J.).

Ces syndicats précisent que « sous le couvert des responsabilités d'I.T.I., des agents du ministère ont visionné, dans les locaux de leur société, des éléments d'exécution des événements d'Aléria ». Ils s'élèvent « contre de tels agissements : et dénonçant l'utilisation des installations, de la pellicule et des reportages à des fins répressives ». « Le renouvellement de tels procédés, concluent-ils, ne manquerait pas d'entraîner une réaction de personnels ».

Après ce communiqué, la direction générale de TF 1 a tenu à préciser que « la saisie d'images a été opérée sur réquisition du parquet de la Cour de cassation de l'Etat et qu'elle s'est appliquée à l'ensemble des sociétés nationales de télévision ».

ECOLE DE CADRES DE LAUSANNE

1.

Vous voulez réussir votre entrée dans la vie active.

Vous avez besoin d'une formation en administration d'entreprise.

Cours général de formation de futurs cadres polyvalents (méthodologie, conduite des hommes, finances, production, techniques d'ordre de marché et de commercialisation). Conditions d'admission : en principe 21 ans, niveau secondaire (baccalauréat ou diplôme équivalent), et possible stage pratique en entreprise.

2.

Vous êtes déjà un cadre expérimenté. Mais vous visez plus loin. Vous avez besoin d'une préparation à la direction des entreprises.

Cours supérieur de perfectionnement de cadres déjà en fonction (méthodologie, relations humaines, gestion financière, organisation de la production, marketing). Conditions d'admission : à côté 29 ans, 5 ans au moins d'activités professionnelles à un poste de responsable.

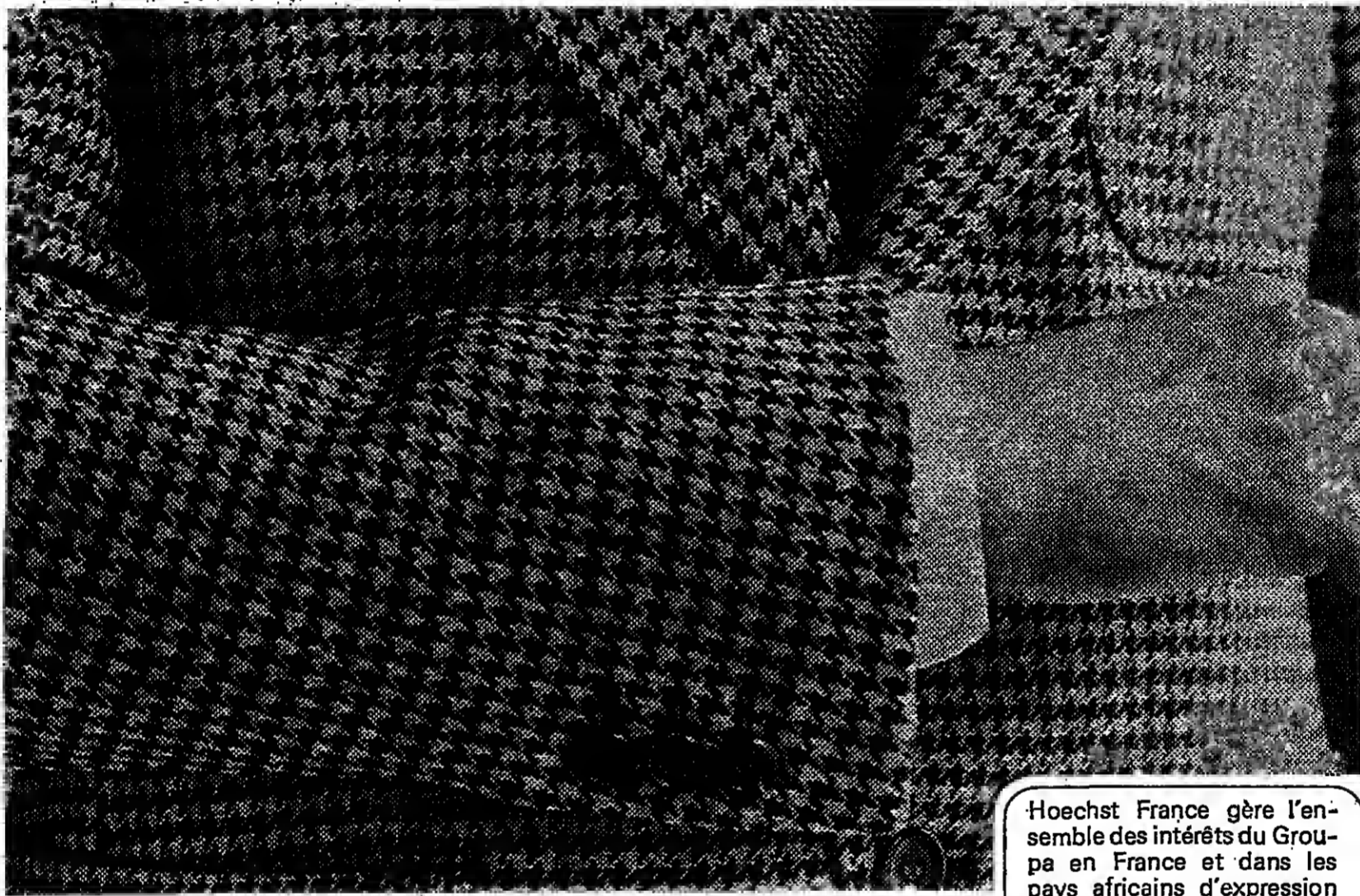
3.

Vous préférez des études courtes, mais intensives et un enseignement dispensé exclusivement par des praticiens. Vous demandez une documentation ECL.

Ecrivez ou téléphonez au Secrétariat de l'Ecole de Cadres de Lausanne, chemin de Bémont 38, CH-1003 Lausanne (Suisse), tél. (021) 29 29 92, en précisant la référence : MO 18

Formation en Administration d'Entreprises et Préparation à la Direction des Entreprises sont deux cours de l'Ecole de Cadres de Lausanne — Institut International Indépendant spécialisé depuis 1963 dans la formation et le perfectionnement des cadres d'entreprises.

Dans ces deux cours : 1 session par an (octobre à juin), durée 9 mois — études à plein temps pendant 1 an ou à temps partiel pendant 2 ans — Enseignement exclusivement dispensé en français — Eudes de cas et visites — Certificats et diplômes ECL.



Le bel ordonnancement du costume masculin vu par Bidermann dans un tissu en polyester ©Trevira mélangé Laine.

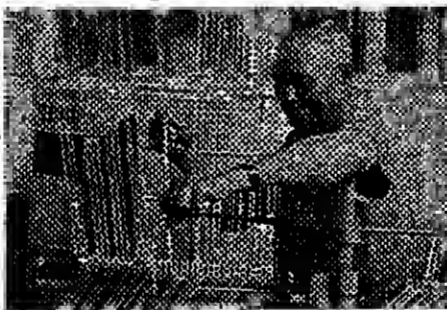
Le droit au vêtement pour tous...

Qu'elle soit d'origine animale ou végétale, la production de fibres naturelles est limitée, 13 millions de tonnes par an, alors que les experts évaluent les besoins à 30 millions de tonnes en 1980. Sans l'immense capacité de production de fibres synthétiques, le monde souffrirait d'une grave pénurie en matière d'habillement.

Trevira : un nouvel univers textile

Pour parer aux besoins futurs et répondre en même temps aux nouvelles exigences de l'habillement moderne, Hoechst a créé ©Trevira, une fibre polyester qui favorise la naissance de nouveaux styles. Mélangé aux fibres naturelles, Trevira apporte ses qualités spécifiques et permet ainsi la fabrication de tissus à la fois robustes et légers, souples et d'une tenue impeccable.

Plus loin ensemble, avec nos partenaires



La découverte et la mise au point de la fibre Trevira sont le fruit des connaissances théoriques et pratiques des experts de Hoechst, qui travaillent en collaboration avec les leaders de l'industrie textile et de la confection. Ils « programment » la fibre en fonction des besoins du marché, et, avec Bidermann par exemple, tiennent compte des impératifs du costume masculin, dans toutes ses variantes.

Hoechst France gère l'ensemble des intérêts du Groupe en France et dans les pays africains d'expression française. Les fibres, les colorants et les produits auxiliaires textiles constituent un important domaine d'activité. Hoechst France met à la disposition de sa clientèle toutes les ressources offertes par le Groupe, en particulier dans l'industrie de la confection où Trevira, grâce aux qualités de ses fibres et de ses fils et à l'expérience de ses techniciens, s'est assuré une place privilégiée. Pour Bidermann, la qualité du tissu étant primordiale, il a fallu créer avec les principaux tisseurs des collections de tissus qui répondent aux exigences d'une confection parfaite. Hoechst contribue ainsi au plaisir de l'homme, d'être bien habillé.

Hoechst
Hoechst France / Division Fibres
Tour Roussel/Nobel, CoDEX 3, 92008 Paris La Defense, Tél. 772.22.32

Hoechst pense plus loin

Les régions

Lyon-la Part-Dieu

PARI SUR LA CROISSANCE

Deux nouvelles « usines à vendre »

« Dans un investissement commercial lancé, on est obligé de prendre en compte des aléas imprévisibles, climatiques aussi bien que conjoncturels. Il y a cinq ans, quand nous avons signé pour la construction du centre commercial régional de la Part-Dieu, à Lyon, on ne pouvait prévoir la crise, mais on pouvait imaginer que de tous membres, on connaîtrait un plan de stabilisation de M. Giscard d'Estaing, ou un autre plan ou un autre projet... C'est ainsi que M. Jean-Louis Solal, président-directeur général de la Société des centres commerciaux, qui ouvre au public le 9 septembre, en pleine ville de Lyon, un centre commercial de 110 000 mètres carrés, fait, contre mauvaise fortune bon cœur, dans une conjoncture particulièrement incertaine pour une telle opération, puisque le commerce, traditionnellement le dernier secteur touché en période difficile, voit actuellement stagner son chiffre d'affaires.

Il est vrai aussi que M. Pradel, maire de Lyon, a fort sagement orchestré la transformation en zone piétonne de la grande artère commerciale du cœur de sa vieille ville, dans le but évident de montrer sa sollicitude au petit commerce traditionnel : il inaugurerait la voie piétonne le 5 septembre, quatre jours avant l'ouverture du centre commercial. Il est vrai enfin qu'il est peut-être plus opportun d'ouvrir le centre au moment où le gouvernement annonce des mesures de soutien à l'économie que six mois plus tôt, au départ de la crise, comme il avait été prévu initialement, mais comme on n'a pu le faire à cause des difficultés de la Compagnie française d'entreprises et de la société Stridick, chargées du gros œuvre.

grand magasin en France. Il a réalisé en 1974 un chiffre d'affaires de 879 millions de francs suisses (soit environ 1,5 milliard de francs français), en augmentant de 17 % par rapport à 1973 (2 % en valeur réelle).

de Darty (1 200 m²), on trouve en effet les Britanniques Marks and Spencer (6 000 m²), le second magasin en France) et le Hollandais O & A (4 000 m²). Six cinémas, douze points de restauration (dont cinq du groupe Jacques Borel), un parking de quatre mille trois cents places sur huit niveaux et cent quatre-vingt-neuf boutiques complètent l'ensemble, dallé de marbre et de terre cuite, soumis à l'air conditionné, à une lumière naturelle assistée et orné d'une chaîne d'eau sur cinq niveaux.

fares. A partir du moment où il atteint cette somme, le loyer devient variable, puisqu'il est alors de 6 % du chiffre d'affaires. Il faut ajouter à ces frais l'adhésion à l'association des commerçants du centre, constituée en groupement d'intérêt économique, et présidée par M. Robert Garnier (un commerçant lyonnais qui vend de la vaisselle et de l'orfèvrerie dans trois magasins et exploite 240 mètres carrés dans le centre) : le droit d'entrée est de 500 F et il faut participer au budget voté chaque année par l'ensemble des adhérents pour financer la promotion du centre, la publicité, l'animation. Ce budget est de 27 000 F.

PROMOTEUR A SUCCÈS...

Le centre commercial de la Part-Dieu a été financé par ce que l'on appelle « le miracle du groupe Balzano ». L'habitude de leur de table » qui lance habituellement les centres commerciaux de ce type reprend la banque La Réunion (du groupe Suez) et MM. de Balzano et Solal. Un quatrième partenaire, local celui-là — même s'il a une dimension nationale — les rejoint dans le cas de la Part-Dieu, il s'agit du Crédit Lyonnais. Ces quatre promoteurs, qui diffèrent également, à côté du centre commercial, le site du Crédit Lyonnais (quarante étages, dont un hôtel Frontal de deux cent cinquante chambres et 45 000 mètres carrés de bureaux), ont confié à la Société des centres commerciaux, qui agit comme prestataire de services, la conception la réalisation et la gestion du centre commercial. La Part-Dieu est le neuvième centre commercial réalisé depuis 1965 par le groupe Balzano.

Ce n'est pas le seul paradoxe de la Part-Dieu. Opinion libérale avant l'adoption de la loi d'orientation du commerce qui soumet à autorisation les plus modestes supermarchés, le centre commercial le plus vaste d'Europe s'ouvre dans le Nord du CID-UNAIT, cette région Rhône-Alpes d'où Gérard Nicoud, naguère, a fomenté la révolte du petit commerce. Il est vrai que certaines boutiques du centre ont été louées par des membres ou, à tout le moins, des sympathisants de l'organisation des commerçants contestataires.

La situation n'est pas moins paradoxale pour le maire de Lyon. Membre en œuvre, tout au long de quinze années de patiente abstention, une très ambitieuse et hardie rénovation urbaine et la voir arriver à son terme en période de vaches maigres semble le comble de la malchance. Que deviendront les 90 000 mètres carrés de bureaux qui restent à commercialiser (1). Dont à peine la moitié sont d'ores et déjà loués ? Devra-t-on, s'ils ne trouvent pas preneur, les transformer à prix d'or en E.L.M. locatives, puisque la lutte contre l'habitat défectueux devient à la mode, et que les petits appartements de la Part-Dieu, en location et en accession à la propriété, sont tous de « moyen standing » ?

350 millions à rentabiliser

L'ensemble a coûté à ses promoteurs (pour ci-contre) la bagatelle de 350 millions de francs. Avec une clientèle potentielle de près d'un million et demi de personnes, le chiffre d'affaires escompté est de 440 millions de francs en 1975 et de 590 millions de francs dix ans plus tard, dans la mesure où, dit la plaquette publicitaire destinée aux candidats locataires, « le revenu moyen dans la zone d'opération du centre est en 1972 supérieur de 12,5 % au revenu médian moyen ».

Quant aux petits commerçants indépendants qui tentent l'aventure, ils ont vu à la fois leur problème ou leur magasin. Il se confirme ainsi que les centres commerciaux ne constituent pas un remède aux difficultés des petits-commerçants victimes de l'expansion économique : « canards boiteux s'abîment » paraît être la règle d'or de ces villes dans la ville.

Avant l'ouverture, la grande affaire du GIE concerne le prix des places du parking — pour partie propriété de la ville et pour partie propriété du centre commercial — qui sera globalement une société d'économie mixte : Lyon Part Auto. Celle-ci souhaite un prix assez élevé, dissuadant les riverains de transformer leurs véhicules en voitures personnelles qui encombreraient le parking sans le rentabiliser. Les commerçants, eux, souhaitent des tarifs beaucoup plus bas, au moins pour les deux premières heures, de façon à inciter la clientèle éventuelle à hanter le centre commercial.

Une nouveauté américaine en Europe

Pour en revenir au centre commercial, qui occupe 4 des 37 hectares du nouveau quartier de la Part-Dieu, il représente en Europe une nouveauté par rapport à ses devanciers (Parly-2, Vélizy-2, Belle-Epine, etc.), tous installés dans des villes nouvelles, à quelque distance de métropoles importantes. L'exemple, une fois encore en matière commerciale, vient des Etats-Unis, où, selon M. Solal (qui continue à se nourrir avec délectation du lait américain de l'innovation commerciale), « ont déjà été réalisés dans des opérations de rénovation de centres villes, sept sont en cours de construction et quatre au stade des études préliminaires.

L'activité commerciale s'exercera sur trois niveaux, au lieu des deux étages habituels des centres régionaux. Deux grands magasins (les Galeries Lafayette et Jelmoli) serviront de « locomotives » attractives sur deux niveaux, le troisième étage sera réservé à des boutiques de « moyen standing », avec des magasins de bijoux et de vêtements.

L'installation est d'ailleurs coûteuse. On l'estime de 1 800 à 2 200 F par mètre carré, tandis que le loyer, indexé sur les prix de détail, varie de 240 F à 360 F le mètre carré par an, tant qu'il n'atteint pas 6 % du chiffre d'affaires.

L'installation est d'ailleurs coûteuse. On l'estime de 1 800 à 2 200 F par mètre carré, tandis que le loyer, indexé sur les prix de détail, varie de 240 F à 360 F le mètre carré par an, tant qu'il n'atteint pas 6 % du chiffre d'affaires.

A temps ou trop tard ?

« Ce qui est, symbole d'une société de consommation qui n'a pas dit son dernier mot, le centre régional de la Part-Dieu est une nouveauté commerciale de ce type qui n'a pas de précédent en France. Depuis quinze ans de nombreux hypermarchés et magasins de grande surface se sont installés à la périphérie de l'agglomération lyonnaise. L'attraction exercée par ces centres plus proches du cœur de la ville, l'insuffisance de la zone commerciale existante, la concurrence avec les centres administratifs (cité administrative d'Etat, Université, Grand stade, Centre de la Région) et culturels (musée, bibliothèque de 2 millions

de volumes) a pour objectif de revitaliser le centre de la ville. Il faudra attendre quelques années pour savoir si le pari valait d'être tenté ; faute de quoi le quartier de la Part-Dieu resterait le témoin trop orgueilleux et venu trop tard d'une époque révolue de croissance sans frein.

JOSÉE DOYÈRE.

(1) En tout, le quartier de la Part-Dieu comprend 40 000 mètres carrés de bureaux, dont la moitié seront réservés aux services publics. Sur les restes, deux immeubles sont déjà occupés.

Grenoble

N'ACHETEZ PAS IDIOT

Grenoble, au cœur de la nouvelle ville de La Ville-neuve-Echirrolles, un centre commercial « accueilli le 22 août ces derniers jours. « Clientèle », le temps convient à peine assez mal à l'équipement commercial. Car, Grand-Place (c'est le nom donné à ce « centre de commerce et de vie ») est avant tout un temple de la consommation : 40 000 mètres carrés de la surface totale des bâtiments sont réservés au commerce, grandes ou moyennes surfaces, boutiques traditionnelles. De plus, le nouveau bâtiment a été construit dans le prolongement de deux supermarchés, Carrefour et Conforama, qui existent depuis quelques temps déjà.

longtemps condamnés — entend aussi avoir une « fonction publique ». Non pas seulement celle qui réside en parallèle de la présence de « cinémas » (un complexe de cinq salles ouvrira fin octobre), d'un « théâtre » (ouvert à la fin de l'année) et de restaurants, grill-rooms et autres pizzas. Dans le domaine de la vie publique du centre, les concepteurs du projet — l'équipe pluridisciplinaire de la SADI (Société d'aménagement du département de l'Isère), — animé notamment par l'urbaniste Jean-François Parent, ont voulu aller plus loin. Ils ont dégagé des espaces publics — rues et places, couvertes ou non — d'une superficie (10 000 mètres carrés) supérieure à celle que l'on a l'habitude de connaître dans de semblables établissements. Une grande partie de ces surfaces communes restera donc d'un accès libre à toute heure du jour et de la nuit.

ment — pour une exposition, et à la demande d'une association, pourront ensuite être conservés par celle-ci. Des thèmes ont déjà été retenus autour dequels s'organiserait l'animation : la rentrée scolaire, l'emploi, le développement économique et urbain, etc. Il est évident que vont s'affronter dans ce nouvel espace des points de vue qui seront souvent totalement opposés : ceux des commerçants, des consommateurs et des occupants.

« Mais Grand-Place — dont l'architecture sera agréablement comparée aux hangars et autres « sites à vendre » exécutés l'urbanisme commercial nous a permis l'expression de tous ration ou dans les communes des services, organisation de forums sous la responsabilité des associations qui en feront la demande (etc.) et d'autre part, un rôle d'expression — possibilité par exemple pour un syndicat de donner son point de vue sur un conflit social en cours, pour un parti politique d'exprimer à une manifestation, etc. »

Des spots d'information réalisés à partir de séries de quatre ou cinq diapositives pourront être projetés sur les écrans de télévision, à intervalles réguliers. De plus, Grand-Place, disposant d'une règle socio-visuelle, toutes les activités — un débat organisé à l'auditorium, un spectacle se déroulant sur la place centrale, par exemple — pourront être retransmises non seulement sur le circuit vidéo, mais également sur le réseau de télé-distribution de la ville.

Si Grand-Place peut poursuivre de tels objectifs, c'est parce que les deux communes, Grenoble et Echirrolles, ont accepté de jouer, au « jeu » de la vie, le rôle du promoteur Balzano à Parly 2. Ce sont elles qui conservent depuis le début la maîtrise totale de l'opération. Et c'est sans doute là la plus grande originalité de Grand-Place. Propriétaires de l'ensemble des bâtiments (2), elles ont accordé à une société d'économie mixte, la SADI, les surfaces commerciales qui ont été louées — du moins en ce qui concerne Grenoble — aux commerçants avec des baux de quarante ans. C'est donc à la collectivité que devraient revenir les plus-values que ne manqueraient pas de créer, à terme, la fréquentation (attendue) de dix millions de visiteurs-clients par an. Les commerçants, difficiles à convaincre au début, ont fini par se rallier à cette formule qui ne leur coûte en investissements que le prix de l'aménagement de leurs magasins. A l'ouverture, 64 % déjà des surfaces commerciales étaient vendus à 5 % d'acompte en option. Conséquence de prononcer, en cette occasion une certaine forme de société de consommation, la municipalité socialiste de Grenoble a aussi accepté qu'elle soit contrôlée d'en haut. Les troupes de Mitterrand, qui œuvrent le front du centre commercial sur plus de 2 000 mètres carrés, souffriront-elles à lever l'ambiguïté ?

BERNARD ELIE.

« Il faut que les gens qui ont quelque chose à dire puissent le faire ici à tout moment », explique Jean-François Parent. La ville de Grenoble participera, elle aussi, à cette fonction d'information et d'animation publique en mettant son stade et ses moyens techniques à la disposition des usagers. Les panneaux réalisés — gratuits

CHATEAUX, CONCOURS D'ARCHITECTES-PROMOTEURS POUR LA RENOVATION D'ILOTS DU CENTRE VILLE.

« O Châteauroux, Ville la plus laide de France » (Jean Giraudoux)

Depuis cette boutade Châteauroux a bien changé, mais le centre-ville se dépeuple au profit des quartiers périphériques.

Pour stopper cette hémorragie et donner aux châteaurouxins un cadre de vie agréable, Châteauroux a décidé de remodeler le centre de sa ville.


Une telle réalisation doit également assurer le renouveau de Châteauroux à l'extérieur.

Châteauroux organise donc un concours portant sur 1 hectare 1/2 de logements, commerces et bureaux à réaliser en centre ville.

Si vous êtes une équipe de promoteurs immobiliers-architectes-urbanistes ayant le goût du beau, du fonctionnel et le sens des réalités économiques, Châteauroux attend votre participation à ce concours.

Les demandes d'agrément sont à adresser avant le 12 Septembre 1975, à la

Société d'Équipement de L'Indre
14, place Saint-Cyr
36000 CHATEAUX
Tél. 16.54/34.26.31



20120
la press
enthous

150

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

La grande ENCYCLOPÆDIA UNIVERSALIS

Son 20^e et dernier tome est paru!

Toute la presse française est enthousiasmée!

"(L'Universalis) stimule l'intérêt, force l'admiration, prête à la discussion."
J. Piatier **Le Monde**

"La plus grande Encyclopédie française depuis Diderot."
J.J. Brochier **magazine littéraire**

"L'entreprise encyclopédique la plus ambitieuse que la France ait connue."
LA VIE FRANÇAISE

"Incontestablement, l'Universalis est une des plus nobles réalisations... de l'édition française."
P. Kyria **COMBAT**

"La devise de l'Encyclopaedia Universalis, ce n'est pas tout savoir mais tout comprendre. C'est d'abord un instrument de culture."
J. Brice **LE FIGARO**

"C'est un superbe monument : le seul digne de l'Encyclopédie de Diderot au XVIII^e siècle."
G. Lapouge **Huano-Soir**

"L'Encyclopaedia Universalis a comblé un vide vieux de plus d'un siècle, en mettant à la disposition du spécialiste comme de l'homme moderne un outil de connaissance à la fois efficace et de haut niveau, qui répond aux besoins de notre nouvelle culture."
P. Desgraupes

"Une encyclopédie qui n'assène pas le savoir, mais qui donne envie de réfléchir."
Les Echos

"Le premier volume invite déjà au voyage."
LE MATCH

Nous vous offrons, chez vous, un examen **GRATUIT** du premier volume

L'Encyclopaedia Universalis a reçu dans toute la presse un accueil unanimement favorable : vous avez pu en juger d'après les extraits de presse, représentatifs de toutes les tendances de l'opinion, que nous avons réunis ci-contre.

Mais, c'est vous, au fond, qui serez le meilleur juge. Nous tenons à ce que vous décidiez, en toute connaissance de cause, de souscrire à l'Encyclopaedia Universalis : c'est pourquoi nous vous offrons d'examiner gratuitement, chez vous, pendant 10 jours, le premier volume : 1.099 pages - 285 articles - 263 signatures illustres - 1.200 illustrations, photos, schémas, tableaux.

L'art abstrait, l'évolution de l'affiche, l'analyse mathématique ou l'ancien régime, l'alchimie ou les théories d'Adler, l'aérotrain, les transports aériens ou l'industrie aérospatiale : tous ces sujets et bien d'autres sont traités dans ce premier volume.

Ainsi, vous vous arrêterez sur le sujet qui vous attire plus particulièrement et vous partirez à sa découverte. Vous constaterez que chacune de vos questions trouve une réponse et que cette réponse provoque une nouvelle question, tenant constamment votre curiosité en éveil.

C'est alors que vous déciderez en toute connaissance de cause de souscrire ou non à l'ensemble de la collection. Vous aurez la possibilité de recevoir en une seule fois l'ensemble des 20 volumes, tout en bénéficiant des conditions réservées aux amis du Club Français du Livre.

Bon d'examen gratuit du tome 1

de l'Encyclopaedia Universalis

à retourner au Club Français du Livre
7, rue Armand Moisant - 75754 Paris - Cedex 15

Veillez m'envoyer pour un examen de dix jours, gratuitement et sans engagement de ma part, le tome 1 de l'Encyclopaedia Universalis. Si je n'en suis pas satisfait, je vous le retourne avant 10 jours dans son emballage d'origine et je ne vous devrai absolument rien. Si je désire le conserver, je bénéficierai des conditions de souscription exceptionnelles pour la totalité des 20 volumes de l'Encyclopaedia Universalis. Ces conditions me seront indiquées dans le bulletin accompagnant le tome 1.

Nom.....

Prénom.....

N° et rue.....

Code postal L L L L L Ville.....

Date..... Signature.....

Offre valable uniquement pour la France métropolitaine 5482

L'UNIVERSALIS... 20 volumes (20 x 30 cm).
60 kg. 25 000 pages... 15 000 dessins, cartes, tableaux, schémas et photographies en noir et en couleur.
30 000 000 de mots. 8 000 articles principaux et 13 500 articles de complément rédigés par 3 000 des plus grands spécialistes de France et du monde entier.

L'UNIVERSALIS... Une élégante et très solide reliure ivoire gravée à l'or. Une mise en page heureuse et d'une extrême clarté. Des textes limpides et précis. Une orientation de pensée ultra-moderne.

Journal de L'ESD

Le Monde DE LA MÉDECINE

LE CONGRÈS INTERNATIONAL DE CHIRURGIE PLASTIQUE ET RECONSTRUCTIVE

Une révolution technique : l'avènement du microscope chirurgical

Cent ans après la découverte de la greffe de la peau, qui ouvrit la voie à toute la chirurgie reconstructive, une révolution d'une portée beaucoup plus vaste encore domine le VI^e Congrès international de chirurgie plastique et reconstructive, qui a réuni toute une semaine, et pour la première fois en France, des spécialistes venus de quarante-deux pays.

L'avènement de la « chirurgie au microscope » ouvre la possibilité de transférer sur l'importe quel point du corps non seulement les lambeaux cutanés de fissure, mais encore les muscles, avec leur vascularisation et leur innervation, des fragments d'os, des nerfs qui viennent rendre sensibilité et motricité à des zones lésées et inertes, et même des orbites entières, venues remplacer des doigts amputés.

Les mêmes techniques permettent la re-plantation de doigts, de mains ou de pieds accidentellement amputés. Et les résultats remarquables présentés au congrès par les Australiens qui par les Japonais ou les Français font encore figure d'exploits, on dirait qu'ils n'ont pas de limites. Il n'est pas douteux que la microchirurgie doit prendre un essor considérable et qu'elle ouvre aux effets entre-

pris depuis un siècle pour la restauration des formes et des fonctions des perspectives sans précédent.

par le docteur ESCOFFIER-LAMBIOTTE

voir un rejet systématique pour non-conformité à des normes collectives.

Une étroite collaboration entre psychologue et chirurgien s'avère éminemment utile dans de tels cas, surtout plus fréquents qu'on ne le pense, mesure exactement l'importance des interventions qu'il peut lui arriver de conseiller et qu'il devra lui-même en suite d'opération.

Hermaphrodisme et transsexualité

Cette revendication du docteur Horton (Etats-Unis) concernant notamment les transsexuels ou les pseudo-hermaphrodites dont l'état justifie — ou non — des interventions toujours importantes et toujours difficiles.

L'une des patientes opérées par le professeur Peillerin (Paris) a pu mener une grossesse à bien, de longues années après une reconstruction complète de ses organes génitaux externes.

Apparence et conformisme social

En toute hypothèse, de telles interventions ne sont indiquées que si le patient souffre réellement de son apparence, soit qu'elle lui déplaît, soit que la société ou l'environnement lui fasse perce-

Un enseignement inexistant

La spécialisation et les potentialités considérables des techniques nouvelles qui s'offrent aux chirurgiens plasticiens rendent plus impérative encore qu'auparavant l'existence d'une filière de formation rigoureuse.

En 1973, un million de patients ont été soignés, aux États-Unis, de ces investigations médicales utilisant les ultra-sons.

En 1973, un million de patients ont été soignés, aux États-Unis, de ces investigations médicales utilisant les ultra-sons. D'après un article paru en août 1974, dans une revue américaine, les statistiques de ces investigations médicales ont augmenté de 300 % en 1971, et au précoce qu'aux environs de 1980 elles dépasseront les ventes d'appareils utilisant les rayons X.

Point de vue

LES DESSOUS DE L'HUMANISATION DES HOPITAUX

par DIDIER MELLIERE (*)

LES grands hôpitaux publics offrent à la nation une technicité incomparable, mais la pénurie de personnel et le mode d'organisation engendrent trop souvent l'insécurité des malades et le déshumanisation des soins. L'état, ces problèmes s'aggravent du fait des congés. De nombreux médecins et infirmières travaillent jusqu'aux limites du possible ; leurs efforts resteront insuffisants tant que les administrations hospitalières et les ministères de la santé et des finances ne consacrent aussi à des efforts très importants. Sans nier ce qui est fait pour supprimer les salles communes, rendre les hôpitaux plus accueillants, multiplier les écoles d'infirmières, nombreux sont les médecins et les infirmières qui pensent qu'il n'y aura pas d'humanisation sans modification des structures.

Lasstitude dans l'anonymat

Humaniser c'est d'abord programmer du temps de médecin et d'infirmière à cet effet, donc augmenter les effectifs. Il est facile de recruter des médecins hospitaliers parmi les chefs de clinique, dont bon nombre n'entrant au secteur privé que par défaut de poste en secteur public. Pour les infirmières, la production des écoles reste insuffisante, une grande partie de leur temps et de leur fatigue pourrait être économisée par l'embauche d'un personnel moins qualifié (brancardiers, aides-soignantes, secrétaires) qui leur permettrait de consacrer aux malades plus efficacement et plus humainement.

Il ne suffit pas de dire, aux infirmières « souriez » ou encore « faites attention à l'asepsie ». Dans un hôpital, très moderne, il n'y a souvent qu'une infirmière et une aide-soignante pour trente-cinq malades ; la surveillance d'une douzaine de patients, la préparation des futurs opérés, le nettoyage des malades alités, le lever des vieillards ou des amputés, le passage des bassins, la prise des rendez-vous, l'installation des entrants, le rangement et le classement des dossiers, les recherches aux appels téléphoniques fréquents, les renseignements à donner aux familles inquiètes, le prise des ordres de médecins passant au coup de vent... telle est le vie de nos infirmières. Écartées entre des tâches trop diverses, inquiètes d'oublier un acte vital ou de commettre une erreur fatale, parfois épuisées, comment n'oublieraient-elles pas le sourire au même titre

de confiance agitée.

*) Chirurgien des hôpitaux, maître de conférences agrégé.

(Lire la suite page 14.)

(Lire la suite page 14.)

Lambeaux libres et greffes de cheveux

Modification d'ailleurs si radicale que nombre des chirurgiens présents à Paris semblaient se re-

L'exploration aux ultra-sons

DES PROCÉDÉS PROMIS A UNE FORTE DIFFUSION

L'UTILISATION des ultra-sons en médecine se fait principalement suivant deux techniques.

La première de ces techniques reprend le principe du sonar utilisé par les navires pour sonder les fonds sous-marins. Un cristal émet une onde à haute fréquence, comprise, suivant le degré de pénétration et de précision que l'on recherche, entre 1 et 4 Mhz. Ce même cristal, ou un autre, recueille les échos répercutés par les tissus explorés, d'où le nom de la technique : l'échographie. Dans le cas de l'échographie A, l'appareil alors sur l'écran cathodique une courbe où chaque des échos est représenté sous la forme d'un « pic ». La distance entre les organes ou les nerfs d'organes correspondants. On obtiendra, par exemple, en neurologie, la position relative de l'espace interhémisphérique du cerveau par rapport aux deux arêtes latérales de la boîte crânienne ; si l'écho central n'est pas à égale distance des deux autres, cela pourra révéler un déplacement de cet espace, dû, par exemple, à un hémistome ou à une lésion intra-crânienne.

D'un coût relativement faible (environ 30 000 francs), les échographes A ont été les divers appareils à ultra-sons largement employés, y compris dans les cabinets privés.

L'échographie B donne très directement de l'échographie A. L'appareillage électronique possède cette fois une mémoire ; la sonde porteuse du cristal est reliée à un bras articulé. Pour chaque position de celle-ci, les échos apparaissent maintenant comme un ensemble de points alignés. En reproduisant sur l'écran le mouvement de la sonde, on obtient ainsi une véritable « carte » des échos situés dans une même « coupe » du patient. Les indications de l'échographie B concernent essentiellement les organes mous, notamment ceux de l'abdomen ; le radiologue quelque peu entraîné reconnaît rapidement un foie, une rate ou un rein anormalement gros, et pourra, par exemple, étudier le comportement de la vésicule biliaire. L'obstétrique est aussi une discipline où l'échographie B est extrêmement riche d'application, permettant pratiquement de « voir » le fœtus ; on détecte ainsi facilement les grossesses géminaires ou extra-uté-

rine ; on détermine aussi la localisation du placenta et, pendant l'accouchement, on peut vérifier si la présentation de l'enfant se fait normalement ; nul doute que la surveillance de la grossesse est un domaine où les ultra-sons se révèlent particulièrement utiles, surtout qu'à l'opposé des rayons X ils ne présentent aucune nocivité pour le fœtus, même pendant les premiers mois.

L'échographie T.M. (temps-mouvement) fonctionne suivant un principe équivalent : comme pour l'échographie B, les échos reçus par la sonde sont reproduits par autant de points alignés, mais la droite qui les joint balaye l'écran à une vitesse régulière. L'image qui apparaît est relativement plus difficile à comprendre et à interpréter : son originalité est de permettre la surveillance des mouvements d'organes, les domaines-ris de l'échographie T.M. étant, bien sûr, le cœur et les principaux vaisseaux qui l'entourent. Combinant temps et mouvement, l'échographie T.M. donne ainsi des indications précises au cardiologue ou au chirurgien vasculaire ; on peut ainsi mesurer l'épaisseur, dans le temps, de

la paroi cardiaque, et, de là, mesurer sa contractilité ; évaluer les dimensions des diverses cavités et artères et en déduire d'éventuelles hypo ou hypertrophies ; détecter une sténose ou une insuffisance mitrale, une communication interventriculaire congénitale, ou encore surveiller le comportement des problèmes cardiaques.

Si l'échographie T.M. permet de décomposer littéralement le mouvement cardiaque : mouve-

ments relatifs, déplacements globaux et, par simple mesure d'angle, vitesses, une technique plus récente permet de voir véritablement le cœur bouger. Au lieu d'une unique sonde, on en emploie une soixantaine en une centaine qui travaillent ensemble : l'image du cœur apparaît ainsi en « temps réel », que les techniques cinématographiques n'ont pas de mal à transposer en un « ralenti » encore mieux utilisable.

L'effet Doppler

La deuxième technique ultrasonore employée est celle de l'effet Doppler, qui recourt au principe suivant : si l'on envoie un faisceau d'ondes sur un objet en mouvement, la fréquence des ondes réfléchies est modifiée par rapport à la fréquence initiale, et ce d'autant plus que la vitesse de l'objet est grande. La première application de l'effet Doppler concerne l'étude de la circulation sanguine dans les vaisseaux superficiels, par exemple les artères irriguant le cerveau et les membres. En plaçant la sonde le plus près possible du vaisseau et de façon

rielle analogue ». Avec lui, d'autres regret-

tent qu'il n'y ait pas en France de plan concerté de développement et de recherche. Une telle coordination apparaîtra certainement de plus en plus nécessaire à mesure que les appareils se multiplieront, ce qu'ils ne peuvent manquer de faire. Il est à ce sujet intéressant de noter que ce sont précisément les techniques ultra-sonores qui feront le thème central des Journées de radiologie de langue française, qui se tiendront à Paris en novembre prochain.

mistente, et l'image finale utilise les deux informations : distance de l'écho à la source et mise en évidence des mouvements, pour offrir ainsi une image dynamique des courants sanguins, donc des vaisseaux.

D'autres techniques sont à l'étude, et chaque trimestre voit apparaître de nouveaux perfectionnements à ces appareils déjà existants, utilisant, par exemple, les techniques de balayage automatique (scanning) et l'assistance de l'ordinateur. L'échographie B va ainsi prochainement s'enrichir de demi-tentes qui vont encore en faciliter la lecture.

Bien qu'il soit impossible de citer toutes les recherches en cours, ou les autres applications — ophtalmologiques, par exemple — force est ainsi de constater l'importance des avantages que présentent d'ores et déjà ces techniques. D'un maniement dénué de risques et relativement simple, elles réclament cependant un apprentissage dont tous les radiologues devraient pouvoir disposer, surtout pour ce qui concerne l'interprétation des résultats.

XAVIER WEEGER.

LE MONDE DE LA MÉDECINE

Les secours dans la région parisienne Pourquoi pas un « M. Urgence » ?

« L'URGENCE » à Paris et dans la région parisienne est assurée par une multitude de services publics (police, SAMU, pompiers, centres anti-poisons) ou privés (S.O.S. médecins, Europe Assistance, etc.). Dans son article « L'urgence dans la région parisienne », paru dans le Monde du 20 juillet, le professeur Huguenard évoquait les problèmes que pose aux personnes en détresse la multiplicité des services susceptibles de répondre à leurs appels, et conseillait en ce cas — aux habitants du Val-de-Marne — un seul numéro : le 17, qui permet d'atteindre Police-Secours.

Le 18, lui aussi, est souvent appelé par les personnes en détresse. Ce sont alors les sapeurs-pompiers qui, nuit et jour, sont prêts à intervenir.

Une mise au point de « S.O.S. Médecins »

Par ailleurs, à la suite du même article, S.O.S.-Médecins nous a fait parvenir la mise au point suivante : « S'estimant directement et indirectement incriminé par l'article du professeur Huguenard, nous pensons devoir y répondre point par point. 1) Les trente-six médecins de S.O.S.-Médecins ne sont pas des étudiants, comme l'écrit le professeur Huguenard, mais des docteurs en médecine, régulièrement inscrits à l'Ordre des médecins. Ces praticiens, dont la moyenne d'âge est de trente ans, ont une expérience certaine de la pathologie d'urgence courante. 2) Il est temps de rappeler que nous ne sommes pas « une firme privée plus ou moins lucrative », mais un cabinet de groupe où les médecins ne gagnent leur vie que par leur travail. 3) La propriété, la gestion et la direction médicale de S.O.S.-Médecins sont assurées, à parts égales par les trente-six médecins du groupe. 4) Enfin voici notre point de vue sur les problèmes de l'urgence dans la région parisienne :

peut-on affirmer que le cheminement d'un appel à travers trois intermédiaires (commissariat, officier de police, brigadier-chef de car), avant d'aboutir au médecin, soit la solution ? L'arrivée directe du médecin traitant ou du médecin de S.O.S. auprès du malade permet d'apprécier la gravité réelle de l'urgence. Sait-on que seulement 5 % des appels correspondent à une urgence justifiant une hospitalisation et seulement 4 % une hospitalisation en milieu de réanimation ? C'est dans ces cas que l'appel au SAMU, auquel nous prouvons l'efficacité et la crédibilité. Ce service a sa place dans l'organisation des urgences de Paris et cette place est complémentaire de celle du SAMU et non concurrentielle.

En conclusion, nous sommes un cabinet de groupe dont les quatre cent mille appels en neuf ans prouvent l'efficacité et la crédibilité. Ce service a sa place dans l'organisation des urgences de Paris et cette place est complémentaire de celle du SAMU et non concurrentielle.

En conclusion, nous sommes un cabinet de groupe dont les quatre cent mille appels en neuf ans prouvent l'efficacité et la crédibilité. Ce service a sa place dans l'organisation des urgences de Paris et cette place est complémentaire de celle du SAMU et non concurrentielle.

En conclusion, nous sommes un cabinet de groupe dont les quatre cent mille appels en neuf ans prouvent l'efficacité et la crédibilité. Ce service a sa place dans l'organisation des urgences de Paris et cette place est complémentaire de celle du SAMU et non concurrentielle.

En conclusion, nous sommes un cabinet de groupe dont les quatre cent mille appels en neuf ans prouvent l'efficacité et la crédibilité. Ce service a sa place dans l'organisation des urgences de Paris et cette place est complémentaire de celle du SAMU et non concurrentielle.

Les dessous de l'humanisation des hôpitaux

(Suite de la page 13.) L'humanisation des soins rejoint l'humanisation des conditions de vie des infirmiers. Si la division des services en petites unités nécessiterait une légère augmentation de personnel, le dévouement largement compensé par l'amélioration de son rendement. Quelles que soient les fonctions exercées, les motivations peuvent être stimulées par une augmentation des responsabilités et de la concertation au sein de petites équipes. Le rendement et la gentillesse de brancardiers inclus dans de petites équipes hospitalières sont nettement supérieurs à ceux de brancardiers issus d'un service central de brancardage. Les premiers, par osmose avec les médecins et les infirmières, ont conscience de participer aux soins des malades, tandis que les seconds brancardent les malades comme des caisses. A l'autre bout de l'échelle, les motivations des médecins augmentent avec leurs responsabilités : or, dans un grand service, seul le patron a l'autorité légale, qu'il peut déléguer ou non, de sorte qu'un grand nombre de médecins dépourvus de possibilités de décisions éprouvent progressivement une désaffection pour l'hôpital, les rapports avec le personnel et les contacts avec les malades, dont ils ne s'estiment pas directement responsables.

Un troisième facteur de désaffection est dû au sentiment d'exploitation de certains personnels devant l'inefficacité de leur salaire. Les malades qui se plaignent du comportement d'un brancardier ignorent qu'il est difficile d'être motivé pour un salaire de misère. Lorsqu'on connaît celui des infirmières et que ni les primes de fin d'année ni l'avancement ne dépendent du travail effectué, on s'étonne qu'elles soient aussi efficaces et aussi compatissantes. A l'autre bout de l'échelle, les médecins plein temps ont des salaires de cadres, mais sont pratiquement de couverture en cas de maladie ; les médecins attachés reçoivent des rémunérations minimes (un chirurgien ancien chef de clinique pouvant opérer quatre ou cinq heures par jour pour la somme de 115 F) ; les internes, indispensables à l'accueil et aux soins, s'échappent dès que possible des hôpitaux du fait de leurs insuffisantes rémunérations pour « faire des ménages » afin de nourrir leur famille. Enfin, les étudiants hospitaliers à qui sont confiées la tenue des dossiers, les aides opératoires, des charges importantes durant les gardes, sont utilisés dans de conditions scandaleuses : en cinquième année de médecine, ils reçoivent 300 F par mois ; en quatrième année, ils ne sont pas rémunérés ; en troisième, ils reçoivent 140 F par mois ; en deuxième, ils reçoivent 120 F par mois ; en première, ils reçoivent 100 F par mois. Pour obtenir le diplôme, on doit passer le « gobelet », une opération qui consiste à couvrir les yeux du candidat par un bandeau et à lui faire avaler une cuillère de terre dont les propriétés biologiques et physiques, fort différentes de celles du compost, permettent de reconnaître le développement de l'infestation fructifère.

Une révolution technique

(Suite de la page 13.) Une telle situation explique les réserves, voire les interdictions, que suscitent de tels procédés, en dépit de la détresse réelle de ceux qui les réclament et parce qu'ils vont à l'encontre des buts de la chirurgie plastique et reconstructive, qui sont de restaurer les formes et les fonctions lésées ou détruites par une anomalie de naissance, une maladie (les rhumatismes déformants de la main) ou un accident. Les pouvoirs nouveaux de ceux

qui la pratiquent, dus à l'amélioration remarquable des procédés utilisables et aux possibilités de la microchirurgie, le coût parfois exorbitant de ces procédés, qui nécessitent une infrastructure importante en personnel et en matériel, incitent à souligner que des efforts considérables sont déjà effectués tant pour la prévention des accidents que pour celle des anomalies de naissance. Les travaux présentés par les professeurs Converse et Rapaport (New-York) s'inscrivent dans cette ligne : ils semblent montrer que l'apparition des bœcs de crypte et d'autres anomalies du développement cranio-facial est liée à un défaut génétique, biologiquement réparable (par détermination HL-A), et donc évitable pour le conseil conjugal.

NOTRE Télex A VOTRE DISPOSITION POUR VOS COMMUNICATIONS

Il apparaît de plus en plus souhaitable que les programmes de grands congrès internationaux comportent, comme l'avait organisé à Paris le professeur Tubiana, des séances de réflexions, non seulement sur les recherches préventives, mais sur les incidences éthiques, psychologiques, économiques, voire juridiques, des possibilités thérapeutiques modernes.

ACTUALITÉ SCIENTIFIQUE

La guerre du champignon

La principale conserverie française et même européenne de champignons, la société Blanchaud, connaît de graves difficultés. Elle a déposé son bilan et son avenir dépend en grande partie du soutien de l'Etat par l'intermédiaire de l'Institut de développement industriel (I.D.I.). La concurrence des champignons d'Extrême-Orient, surtout sur les marchés d'exportation, s'est fortement accentuée ces derniers temps. Bénéficiant d'une main-d'œuvre bon marché, les producteurs de Corée du Sud,

de Chine populaire et de Taïwan sont en effet très avantagés par rapport aux producteurs européens. M. Jacques Delmas, directeur de la station de recherche sur les champignons de l'INRA (Institut national de la recherche agronomique) fait ici le point sur la culture des champignons dans le monde et montre qu'en Extrême-Orient on ne se limite pas à la production du champignon de couche que nous connaissons.

Des caves françaises au shii-take japonais

Mystérieux hôte de nos bois, participant de tous temps, sous diverses latitudes, aux cérémonies sataniques, symboles phalliques ou de développement industriel (I.D.I.). La concurrence des champignons d'Extrême-Orient, surtout sur les marchés d'exportation, s'est fortement accentuée ces derniers temps. Bénéficiant d'une main-d'œuvre bon marché, les producteurs de Corée du Sud, consommateur de lignine, tout à fait inconnu de France : le shii-take (*Tricholomopsis edodes*). Il fait l'objet de nombreux travaux de recherche et sa mise au point de sa culture a permis son développement explosif, bien qu'elle reste encore soumise à des impératifs climatiques et ne permette pas d'atteindre les hauts rendements obtenus avec *Agaricus bisporus* en Occident sur des substrats spécifiques. L'intérêt du shii-take est à la fois alimentaire et médical. Une intense et habile publicité — on l'évoque à sa part — assure l'augmentation constante de sa consommation intérieure et de son exportation dans diverses régions du monde. Bien d'autres champignons sont cultivés en France et dans les autres pays. Sans les citer tous, disons que les plus appréciés et appréciés sont : le pied velouté (*Boletus edulis*), la pholiotte (*Narcecia*) ; l'oreille de Judas et quelques autres *Auricularia* ; les tremelles. Souvent, le sens esthétique des Japonais contribue à l'appréciation de ces champignons dont couleur, forme et structure plaissent aux yeux comme leurs saveur, flaveur et texture peuvent plaire au palais. Les Japonais cultivent certains champignons (*Ganoderma lucidum*) pour agrémenter ces bouquets dans la confection desquels ils sont passés maîtres.

Des caves françaises au shii-take japonais. Les champignons sont cultivés en France et dans les autres pays. Sans les citer tous, disons que les plus appréciés et appréciés sont : le pied velouté (*Boletus edulis*), la pholiotte (*Narcecia*) ; l'oreille de Judas et quelques autres *Auricularia* ; les tremelles. Souvent, le sens esthétique des Japonais contribue à l'appréciation de ces champignons dont couleur, forme et structure plaissent aux yeux comme leurs saveur, flaveur et texture peuvent plaire au palais. Les Japonais cultivent certains champignons (*Ganoderma lucidum*) pour agrémenter ces bouquets dans la confection desquels ils sont passés maîtres.

Un épurateur de l'environnement

La culture du champignon de couche, la principale espèce cultivée en France, se fait à partir de diverses sources de matières organiques, enrichies, si nécessaire (azote organique), et transformées au cours d'un processus biologique complexe (culture en compostage), contrôlé de telle sorte que le produit fini constitue un substrat optimal et spécifique pour le développement des hyphes d'*Agaricus bisporus*.

De la truffe au pleurote

Si nous revenons en Europe, nous constatons que — en ce qui concerne la variété des espèces et des usages en la matière — nous faisons piètre figure. Cependant, certains cryptogames cœlés et appréciés par les connaisseurs ont pu récemment être domestiqués en Occident.

Un pion chez Kafka

La quatrième facteur est le comportement de l'administration hospitalière. Un effort est fait dans ce sens, puisque les services d'aide médicale d'urgence de police secours (P.S. SAMU) doivent être reliés dans les mois qui suivent à la brigade des pompiers. Mais le problème n'est pas résolu pour l'instant. On a créé un M. Prostitution, pourquoi pas un M. Urgence ?

Un million de tonnes par an

La production mondiale des champignons comestibles cultivés dépasse actuellement 1 million de tonnes par an dont 70 % pour le champignon de couche. La France se place, avec les Etats-Unis, au premier rang des pays producteurs de ce champignon, dont elle est le berceau. La production de ce champignon occupe autour de 450 millions de francs annuels dans le monde, soit environ 100 millions de francs par an. Trente à trente-cinq pour cent de cette production sont exportés, pleurote, sous ou support, le champignon au premier rang, très loin devant les autres légumes. Le champignon de couche représente à lui seul, en valeur, plus de tiers des conserves de légumes exportées (235 millions de francs sur 700 en 1974). Les Français consomment l'autre part de la production nationale à raison de 1,4 kg par an et par personne.

Les espèces d'Extrême-Orient

Le shii-take est largement cultivé en Extrême-Orient. Mais, d'autre part, dans toute l'Asie tropicale et subtropicale comme en Indonésie, est cultivé depuis des siècles un excellent cryptogame, le champignon de la palette de l'Inde (*Cantharellus cibarius*). Ce dernier, représenté une part non négligeable de la nourriture des populations asiatiques et pourrait constituer un atout important pour résoudre certains problèmes endémiques de malnutrition, aussi bien en Afrique qu'en Asie tropicale.

ÉVALUATION DE LA PRODUCTION DES CHAMPIGNONS CULTIVÉS DANS LE MONDE (1974)

Table with 2 columns: Country, Tonnes per year. Includes data for France, USA, Taiwan, etc.

ÉVOLUTION DE LA PRODUCTION DU CHAMPIGNON DE COUCHE (1963-1973) - Tonnes/an

Table with 3 columns: Year, France, Taiwan. Shows production trends from 1963 to 1973.

ÉVOLUTION DE LA PRODUCTION DU CHAMPIGNON DE COUCHE (1963-1973) - Tonnes/an

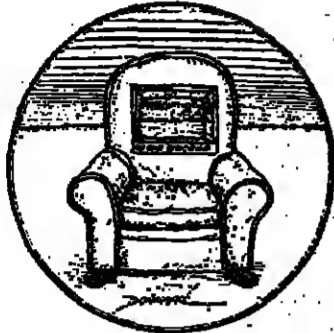
Table with 3 columns: Year, France, Taiwan. Shows production trends from 1963 to 1973.

Handwritten signature or mark at the bottom of the page.

ARTS ET SPECTACLES

Journal de 1950

Signon Variétés



La S.F.P. filmera les vedettes de l'Olympia

« Jean-Charles Edelme, les Américains peuvent s'ennuyer devant vous : en matière de cinéma, vous êtes un visionnaire », a dit Bruno Coquatrix. Bruno Coquatrix, quelle fièvre pour un jeune s'agisse comme la S.F.P. de s'associer à un nom comme le vôtre, a répondu Jean-Charles Edelme. Faut-il le parachever, puis l'accrocher : le contrat était signé entre le président de la Société française de production (S.F.P.) et le directeur de l'Olympia. Les spectacles du music-hall seront enregistrés et commercialisés par la S.F.P., qui filmera d'autre part des shows spécialement montés pour l'occasion. Ainsi, un show Raquel Welch en février 1976 et un tour de chant de Melba Moore. Il s'agit d'un accord de « premier essai », c'est-à-dire que les partenaires s'engagent à se connaître préalablement et à signer les deux hommes l'ont répété à plusieurs reprises : « Entre nous deux, il ne peut y avoir de mauvaise surprise. Cela fait, en effet, vingt-cinq ans qu'ils se connaissent, vingt-cinq ans, ou presque, qu'ils cherchent un terrain commun. Jean-Charles Edelme, administrateur du casino de Coubour, puis exploitant (inspiré) de salles de cinéma, n'avait jamais approché le domaine de Bruno Coquatrix. Aujourd'hui, il dispose du matériel de la S.F.P., et c'est leur point de rencontre.

« Si je ne vais pas à Pérouger, je ferme ma maison », poursuit Bruno Coquatrix. Reconnaissons avec les films de l'Olympia ce qu'il a fait avec son circuit de salles de cinéma. Jean-Charles Edelme lui donne les moyens de créer une « plate-forme internationale ». « Passer à Paris pour un artiste de variété, c'est une plus-value, c'est une valeur ajoutée à la cote internationale », dit l'un. « Un petit gars qui chante en français a là un passeport », continue l'autre. Et pour tous deux, « ce n'est la peau de chagrin ou c'est la dimension internationale ».

La commercialisation ? Les bénéfices de l'opération ? « Nous ne sommes pas des vendeurs, ce n'est pas notre métier. Nous avons des gens pour cela, dans nos sociétés ». Et avec un signe d'approbation un peu dédaigneux de Bruno Coquatrix, Jean-Charles Edelme précise : « Avant tout, nous sommes des enthousiastes. — C. D.

Expositions Le nouveau monde abstrait

(Suite de la première page.) On lui accorde une date de naissance : 1910, l'année où Kandinsky peignait sa « première œuvre abstraite », qui changeait les règles du jeu artistique. Etan libérateur et romantique de la peinture, qui parle à tout bout de champ de révolution et invente soudain, en 1913, le carré à un carré noir sur fond blanc, l'icône des temps nouveaux, trouvée par Malevitch, peintre « non objectif » monté du pavé d'un Moscou pré-révolutionnaire, où naissait chaque matin un nouvel « isme », aussitôt fondé ou dépassé. Mais, l'isme de Malevitch est l'« isme suprême », celui d'un « nouveau réalisme pictural », réglé par la « sensibilité pure ». Pour tout dire de la « création absolue », qui se passe du paravent anecdotique.

Tout ce « emue-ménage » artistique ne pouvait se passer de commentaires, fussent-ils obscurs et fumeux, comme les écrits de Kandinsky, « Du spirituel dans l'art ». En fait, c'est le début d'une ère nouvelle, où l'art recourt à la théorie comme complément obligé de l'activité créatrice. La table rose de Malevitch ne pouvait être drapée que sur un torrent de mots, d'autant plus abondant que le contenu des œuvres est laconique. Ils ont été recensés dans un volume précieux de quatre cent cinquante pages, qui donne la mesure de l'intuition novatrice et exotique de ce révolutionnaire pour qui la peinture était désormais périmée, morte, définitivement morte — dès 1913, dans le tourbillon d'une époque où l'art était encore mal connu, où les artistes étaient polarisés sur le modernisme d'une ère des machines noisantes.

La peinture morte
Autrefois, la peinture naturaliste et académique peignait des hommes, la voix qui peint des machines, l'honneur aux futuristes qui ont interdit de peindre des cuisines de femmes, des portraits et des guitares au clair de lune, s'écriait Malevitch. [...] « Ils l'ont fait parce que le côté technique de la vie s'est modifié. »

Fascination quasi sorcière de l'art : « la nouvelle vie métallique, mécanique, le grandement des automobiles, l'éclat des lampes électriques, le renflement des hélices qui révélaient l'âme qui s'oxydait dans la vieille raison... » Quel ton de précheur dans ces écrits, qui

manifeste de cette nouvelle fonction de l'artiste comme instrument de perception d'une réalité sociale non encore visible. Chez tous les « constructivistes » russes s'éleva ce chant premier des machines, des belles mécaniques pour des lendemains heureux. Dans leurs œuvres, le modèle mécaniste a toujours été chose de soier et de prométhéen. Les structures architecturales de Tatlin et de Lissitzky, monument à la Révolution et tribunes pour un révolutionnaire (Lénine) rêvés par le dessin et non réalisés, définissent les lois de la peinture. Architectures révolutionnaires et machines dérangeantes. De cette période, ce peut échoir, sinon ce fut le dessin de Malevitch et un autre de l'un de ses élèves : Soutine, dont les corps noirs sur fond blanc représentent la « suprématie » de la « sensibilité pure » dépourvue de la représentation de l'objet et des symboles sociaux.

Primitifs du monde moderne
Avec l'art abstrait, géométrique, l'activité artistique se régit sur l'heure industrielle et l'œuvre d'art emprunte le processus mécanique avant de finir, à l'occasion, par prendre les apparences d'une mécanique. A la suite des « suprématistes » et « constructivistes » révolutionnaires russes, qui avaient branché leurs imaginations sur la machine, les néo-plasticiens, en Hollande et à Paris, avec Mondrian et Theo van Doesburg, ont poursuivi, précédée d'un déballoge théorique, cette « hygiène de l'art », dépassant les formes jusqu'à les réduire à la plus essentielle expression géométrique.

L'école du Bauhaus devait, à partir de 1919, entreprendre l'exploration de ces intuitions venues de loin, pour mettre sur pied un art et une architecture qui soient l'émancipation d'une société industrielle en gestation. C'est un nouveau monde esthétique qui venait de l'art abstrait, un nouveau monde « non objectif », dont l'objectif était l'illustration de la société industrielle. Les premières œuvres abstraites présentaient d'ailleurs les caractéristiques d'un art « primitif », où le vocabulaire était l'usage pur de la parole de significations profondes. Le monde, qui venait de découvrir les valeurs premières de l'art avec la sculpture nègre, chez Derain et Picasso, était

préparé à accepter une version intellectualisante d'un retour aux formes fondamentales : simplicité, pureté, vérité, universalité.

Avant d'être un système de formes, l'art abstrait a d'abord été une philosophie pour une remontée aux sources du monde nouveau de la machine, la « mécanisation » étant, selon le mot de Mumford, un passe de prendre les commandes, dans le domaine de l'environnement architectural, comme dans celui de la peinture. L'art abstrait plaide confusément pour un monde moderne et une civilisation technicienne, le pré-état industriel, dont il préfigure l'esthétique première.

Dans l'ouvrage sur « l'Art abstrait », en quatre volumes, dont la publication vient de s'achever chez Maeght éditeurs, Michel Seuphor cite cette remarque de tribune de Malevitch : « Toute idée sociale est fille de la sensation de la forme. Et l'œuvre d'art, de la sensibilité plastique, il serait grand temps de reconnaître l'existence de l'art et ceux de l'esthétique sont éloignés les uns des autres. » Des formes primaires néo-plasticiennes de Mondrian aux « mécano-factures » d'Henry Barley, la peinture est à l'ère des « machines plastiques ».

Mais, en réalité, il n'y avait que les révolutionnaires russes, avec les futuristes exaltés, dans une Italie pré-fasciste, pour prendre au « sérieux » l'esthétique de la machine, avec, au loin, les miroirs d'un modernisme salvateur. Différente était l'attitude dans les autres pays occidentaux. Picabia avait bâti une œuvre pleine d'alcôtes sur la parodie de la machine, et le Max Ernst des premières années reproduit les « architectures-machines » de Tatlin pour les faire disparaître à l'envers. Quant à Marcel Duchamp, il avait commencé par sacrifier à la dièse mécanique, qui descendait l'escalier comme un robot sublime, avant d'établir son action sur les machines esthétiques « ready-made », que les chaînes industrielles avaient fabriquées.

JACQUES MICHEL.
* Les écrits de Malevitch, traduits par R. Pélissier, Éditions du Champ Libre, 430 pages.
* L'art abstrait - 1910-1970, par Michel Seuphor et Jacques Rogues, 4 vol. de 300 p., Grand format, abondamment illustré, 790 p. les quatre tomes.
* Dessins d'art abstrait - 1910-1940, éditions du Musée national d'art moderne.

Cinéma

LA REPRISE DES « FORBANS DE LA NUIT »

Tous ceux qui aiment passionnément le film noir américain, tous ceux auxquels le nom de Jules Dassin dit encore quelque chose, doivent voir les *Forbans de la nuit* (Night and the City) qui revient à Paris — dans une copie neuve — après vingt-cinq ans.

En 1950, Jules Dassin (trente-neuf ans) était l'un des réalisateurs de « films noirs » les plus en vue avec les *Démans de la liberté* (Brute Force), le *Cité sans voiles* (Naked City) et les *Bas-fonds de Frisco* (Hush). Mais, en 1950, le macarthisme sévissait aux États-Unis. Et Dassin, inscrit sur la « liste noire » était, comme beaucoup d'autres à Hollywood, menacé. C'est alors qu'un chef des studios Fox l'envoya, par précaution, tourner à Londres les *Forbans de la nuit*. Ce n'était pas un exil. Dassin restait dans le système. Il a tourné, en fait, à Londres, son dernier film hollywoodien. Ensuite, ce fut l'hommage et l'oxil pour de bon. C'est seulement en 1955, à Paris, que Dassin refit surface avec *Du rillil chez les hommes*.

Dans les *Forbans de la nuit*, tiré d'un roman noir de Gerald Kersh, l'on retrouve les caractéristiques de la *Cité sans voiles* et des *Bas-fonds de Frisco* : le décor réel d'une grande ville, un milieu social plus ou moins en marge de la légalité et un personnage central — un héros — qui traverse cette ville et ce milieu en les faisant découvrir au spectateur.

Ici, le « héros », Harry Fabian (Richard Widmark) est un myomène et un vaillât. Rabatteur au service de Phil Nossoross (Frank L. Sullivan), patron de boîte de nuit de Soho, Fabian nourrit sans cesse des projets criminels destinés à l'enrichir. Il s'attaque au monopole de Kristo (Harbert Lam), entrepreneur de spectacles de catch et s'appuie sur le père de ce dernier, Gregorius (Stanislav Zyzanski), un ancien champion de lutte gréco-romaine qui défend la noblesse de son art. Trompant l'un, trahissant l'autre pour se procurer de l'argent, Fabian se prend les pieds dans ses combinaisons et ses mensonges. Il va à sa perte.

On pourrait presque dire que l'histoire importe peu. Dassin, sans user du pittoresque des bas-fonds, a construit son récit à partir de ses personnages, de ses acteurs. Le plus prodigieux — et l'on peut

s'étonner aujourd'hui qu'il n'ait pas alors été apprécié comme il aurait dû l'être par la critique française — c'est Widmark. Ni bon ni méchant, un jeune homme qui court tout le temps après l'argent, après ses chimères, un jeune homme pressé qui porte des souliers clairs. Dans ce film, où l'argent dévore tout, Widmark-Fabian est plus une victime qu'un malfaiteur. Sa fiancée, Mary (Gene Tierney, star d'Hollywood, jouant ici un rôle court mais essentiel), essaye, trop tard, de le prendre en charge. Du moins donne-t-elle à la scène finale une charge émotionnelle qui humanise l'échec total de Fabian.

Dans le clair-obscur d'un Londres où le nuit revient plus souvent que le jour, Dassin montrait des personnages tous en proie à des passions. Nossoross, l'obèse, tapi dans sa cage de verre qui domine la boîte de nuit, veut se faire élimer d'Helen (Gene Tierney), ancienne entraîneuse qui l'a épousé. Il cherche à obtenir un baiser d'elle en lui offrant un renard argenté tiré d'une armoire. Au recul de dégoût d'Helen, le renard argenté est replacé dans l'armoire. La passion d'Helen, c'est la liberté, qu'elle veut obtenir en ouvrant un cabaret en propre boîte de nuit. Pour cela elle se sert de Fabian, qui la roule. Elle perd tout : revient à Nossoross, prête à s'humilier. Il s'est vengé (par amour) en se tuant et en léguant tous ses biens à une hémorragie. Dassin a donné une grandeur tragique à ces êtres louches et imprévisibles. Et Gregorius, le seul être pur, meurt de sa passion pour le noble art de la lutte gréco-romaine. L'interprète du rôle, aussi prodigieux que Widmark, n'était pas un acteur mais un vrai lutteur âgé de soixante-deux ans.

On peut mesurer en revoyant ce film — complément utile à l'affaire Rosenberg — le tort irréparable qu'ont causé au cinéma américain le peur entourage et l'intolérance en faisant de Dassin un paria. Son réalisme « cynique » empêchait le « film noir » — genre aussi politiquement et socialement spécifique que le western — d'une série que bien peu ont le droit de donner. De New-York à Londres, en passant par San-Francisco, Dassin portait sur les grandes villes — les Babylonies modernes — le regard des romanciers de la grande tradition américaine. Malgré son déracinement culturel, il devait en restier quelque chose dans la vision de Paris traduite par *Du rillil chez les hommes*.

JACQUES SICLIER.
* Action-Christine (v.o.).

RADIO-TÉLÉVISION

LES PROGRAMMES

MARDI 2 SEPTEMBRE

CHAÎNE I : TF 1
20 h. 33, Documentaire : Les animaux du monde (La faune américaine) ; 21 h. 10, Le blanc et le noir ; 21 h. 45, IRL. Portrait d'une étoile : Michael Denard ; 23 h. 35, ITI Journal.

CHAÎNE II (couleur) : A 2
20 h. 35, Semaine du documentaire : L'ère des vivres de P. Dumayot (Le l'assommoir) ; 21 h. 35, Série : Mammix (Sauvez la mort) ; 22 h. 20, Journal de l'A 2.

CHAÎNE III (couleur) : FR 3
20 h. 30, Westerns, films policiers, aventures : « Le Gentleman de Londres » de J. Smight (1960), avec W. Beatty, S. York, Cl. Reville, E. Porter. Un héros a travers les aléas d'impression d'une fabrication de séries. Les héros peuvent vivre tortue dans les sables, piégés par la fille d'un politicien anglais, et est obligé de servir Scotland Yard.

FRANCE-CULTURE
20 h. (R.), Documentaire par R. Pélissier : La recherche scientifique ; 21 h. 30 (R.), « Jute à Godeau » ; 22 h. 30 (R.), « Opéra Métronome d'A. Alnera, après l'œuvre de Ernst Jünger, dir. Boris de Vnogradov » ; 23 h. 30 (R.), « Mémoires improvisés de P. Claudel, par J. Arrachee » ; 23 h. 45, De la nuit, par E. Lanson ; 23 h. 50, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE
20 h. 35 (S.), Les sons nouveaux, par A. Francis ; 20 h. 30 (S.), Festival de Vienne, par D. Jarmuz, Orchestre philharmonique de Vienne, dir. Claudio Abbado, avec E. Soborotz et P. Galis ; « Première Symphonie en ré majeur » (Schubert), « Klavierstück op. 90 n° 3 » (Schubert), « Cinq Altären-Lieder » (Alfred Berg) « Seis anschnungen Allien » (Johann Strauss) ; 22 h. 30 (S.), Les symphonies françaises, par D. Jarmuz ; « Symphonie concertante en sol majeur pour deux violons et orchestre » (Gossec), par l'Orchestre de chambre J.-F. Paillard ; « Symphonie funèbre et triomphe » (Berlioz) ; « Opéra de l'Orchestre de chambre de Londres, dir. Colin Davis » ; « Jérôme Bosch Symphonie » (Serge Prokofiev), par l'Orchestre national de France, dir. Dimitri Chostakov ; 24 h. Poésie, par A. Arrachee.

MERCREDI 3 SEPTEMBRE

CHAÎNE I : TF 1
20 h. 35, Sport : Football, Coupe d'Europe des nations à Nantes (France-Irlande) ; 22 h. 15, Variétés : Les copains d'abord (avec Jacques Dutronc) ; 23 h. 15, ITI Journal.

CHAÎNE II (couleur) : A 2
20 h. 30, Sport : Football, Coupe d'Europe des nations à Nantes (France-Irlande) ; 22 h. 15, Sports sur l'A 2 ; 22 h. 35, Journal de l'A 2.

CHAÎNE III (couleur) : FR 3
20 h. 30, Histoire du cinéma, « Cézairons », de K. Bernhard (1938), avec Ch. Vanel, S. Prim, J. Berry, T. Fédor.
Un industriel, qui a perdu la mémoire en 1910 sur un champ de bataille, est obligé d'être un héros dans cette époque, et recherché par la police.

FRANCE-CULTURE
20 h. (R.), Autoprotégé : Jannis Xenakis ; 21 h. 30, Mémoires de chambre : « Trois Baguettes opus 12 » (Beethoven), « Six mélodies » (Rachmaninov), « Antistès » (Ivan Paratyck) ; « Quatuor op. 54 (Schumann) » ; « Violon, violoncelle » (Beethoven), par H. Paillard, M. Caries, J. Dubois, C. Ribes ; 22 h. 30 (R.), Mémoires improvisés de P. Claudel, par J. Arrachee ; 23 h. De la nuit, par E. Lanson et G.-M. Duprez ; 23 h. 30, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE
20 h. 5 (S.), Les sons nouveaux, par A. Francis ; 20 h. 30 (S.), Festival de Vienne, par D. Jarmuz ; Orchestre symphonique de Vienne, dir. Moses Aronson, avec Arturo Benedetti Michelangeli, « Walter » (Johann Strauss), « Klavierkonzert in la mineur opus 54 (Schumann) » ; « Le Valse » (Ravel) ; 22 h. 30 (S.), Les symphonies françaises, par D. Jarmuz ; « Symphonie sur un chant montagnard français opus 23 » (Grieg), par M.-F. Bouquet et l'Orchestre de chambre de Londres ; « Opéra de l'Orchestre de chambre de Londres, dir. Colin Davis » ; « Symphonie n° 3 » (Paul La Freny), par l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. G. Tzipine ; « Symphonie n° 1 » (Jelivitz), par l'Orchestre national de France, dir. G. Tzipine ; 24 h. (S.), Concert pour deux chœurs, par J. Coutrier.

TRIBUNES LIBRES RÉGIONALES SUR FR 3
Les responsables de FR 3 ont décidé de « décentraliser », la première semaine de chaque mois, leurs tribunes libres. En cette première semaine de septembre, elles ont été enregistrées à Lille, Mardi 2 ; « L'Élan vive, mouvement d'évangélisation »

(tribune animée par le pasteur Rochat) ; mercredi 3 : « Le mouvement Nord-Nature » (débat présidé par M. Vivier, biologiste) ; jeudi 4 : « Le Mouvement européen et le Centre d'échanges internationaux » (par M. Laletre) ; vendredi 5 : « L'Association régionale des moulins du Pas-de-Calais »

FRANÇOIS DE GLOSETS A TF 1
François de Glosets, qui est responsable des émissions scientifiques et techniques sur Antenne 2, a été enregistré par TF 1. Il assurera notamment une chronique consacrée aux grands débats actuels de notre société au cours du journal du dimanche soir.

« La saga des Français »

Des enfants dans une cité de transit, à Orly, cubo de béton, paysage qui parle tout seul ; en classe, les instituteurs tentent de donner des couleurs aux choses, des significations aux mots, des nuances aux phrases, des classes aux classes ; mais les enfants, eux, dans tout ça, partagent... Un logement moderne peut n'être pas un bon logement ; une famille, même unie, n'être pas un milieu « sécurisant ». Qui sont-ils, ces lumpen — Français, héritages de nos temps coloniaux, mêlés d'Arabes, d'Africains ? Que deviendront-ils, sortis d'une école qui devrait assurer l'égalité des chances ? Catherine, l'éducatrice — un milieu ouvert — est la véritable héroïne de la saga (lundi soir, Antenne 2) ; elle les prend en charge comme elle peut, mère de secours offerte par l'État-providence à ses déshérités, pour que les grimés de la « socialisation » ne soient pas des grimés de société. Pas de commentaire, aucune interview formelle : comme le disait Pierre Miquel, responsable de production sur Antenne 2, en ouvrant le *Semaine du documentaire*, c'est une petite dramatique. Tout est joué, par les personnages réels, en situation réelle : le producteur-écrivain Michel del Castillo et le réalisateur Michel Frenel sont les auteurs (non littéraires) de cette « tranche de vie ».

La tentative de la « Saga des Français » — première initiative d'Antenne 2 dans le style documentaire — n'est pas d'une grande nouveauté : « Les Femmes ouest », « L'Age de... » et « Arguments » avaient déjà mis à l'épreuve la dramatisation du quotidien, la vie vécue, non la vie filmée. Ces émissions, toutefois, conservaient un propos didactique qui disparaît ici : la manière de Michel del Castillo est la suggestion. — M. E.

« LA FLEUR ET LE FUSIL »

Gérard Velet, cinéaste français établi en Belgique, où il collabore régulièrement avec la radio-télévision, a tourné, à la fin de 1974 et en tout début de 1975, ce moderne document en couleurs sur le Vietnam du Nord au seuil de la paix. Animé, affirmé, il « par la curiosité et par la sympathie », il se veut un observateur neutre, non engagé : « Je ne veux pas à prouver quoi que ce soit. Il se fait une place d'abord, sans toute considération politique. Le charme du film vient de la simplicité des images, de leur beauté ouverte, comme on en voit rarement dans les films consacrés à ce pays ravagé. Les œuvres de paix pourront immédiatement succéder aux désastres de la guerre. Gérard Velet et son camarade ont su regarder des enfants en train de jouer, observer la politesse acquise de héritiers d'une civilisation millénaire, sont descendus vers le Sud par-delà le 17° parallèle. Les événements ont, depuis leur voyage marché plus rapidement que leur dessin initial. Ils arrivent mal à en tenir compte. Terminé ce reportage par l'évocation d'un futur site touristique risqué de la gageure et de l'inconscience, aboutit à l'oter le détail pittoresque (les responsables pensent déjà à l'événir) ou déprimant de l'essentiel, la lutte idéologique, la reconstruction. On ne gagne pas une guerre aussi atroce, on ne construit pas une paix à si lointaine échéance — quand s'écroule tout le dispositif américain — avec des bonnes intentions. *La Fleur et le Fusil* est un gentil petit film d'un gentil cinéaste qui a le chance de faire de beaux voyages avec un œil gros comme ça. — L. M.

★ Le Setna.
Le Festival des Flandres, qui se déroule jusqu'au 23 septembre à Gand, présente cette année une extrême richesse. On notera les concerts de Concertgebouw « Arguments » dirigés par E. Haitink (les 8 et 12 septembre) ; de la Philharmonique de Vienne, direction C. Abbado (les 9 et 12 septembre) ; de l'Orchestre de Cleveland (les 11 et 13 septembre) ; du London Symphony, direction Eastrop (les 12 et 16 septembre) ; et de la Philharmonique de Moscou, direction E. Knatchine (le 22 septembre).

Maurice Clavel



« Ce que je crois »

« Un livre fulgurant, libérateur... »

NOUVELLE DIFFUSION
DEMAIN
DE LA RADIOSCOPIE
DE MAURICE CLAVEL
PAR JACQUES CHANCEL

Jeune de 150

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
Offres d'emploi "Placards encadrés"	34,00	38,70
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,03
CAPITAUX DU		
PROPOSITIONS COMMERC.	85,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
Achat-Vente-Location	25,00	29,19
EXCLUSIVITES	30,00	35,03
L'AGENDA DU MONDE		
(chaque vendredi)	23,00	26,85

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

LYON
450 millions de chiffre d'affaires.
5 Unités de production.
2.700 personnes dans le secteur Métallurgie.
Nous recherchons :

CHEF DE SERVICE GESTION

NOUS CROISONS UN POSTE A RESPONSABILITES au sein du département Gestion du Siège de notre Société.

Sous l'autorité du Chef de Département, il sera chargé de :

- analyser et contrôler des comptes de gestion ;
- centralisation des prix de revient ;
- gestion des stocks ;
- comptabilité analytique ;
- exploitation des statistiques ;
- élaboration et mise en place des procédures ;
- liaison avec l'administration et comptabilité générale.

Le candidat devra posséder :

- Niveau D.E.C.S.
- 5 années d'expérience industrielle d'une dizaine d'années dans une entreprise importante.

Adressez C.V. et présentons à n° 19 204, CONTEXTE Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris 1^{er}, c. c.

directeur d'usine sportswear

100 000 F

Le Copier avec un CA de 100 Millions de francs et un effectif de 1000 personnes, se place au premier rang des industries de l'habillement.

Le poste de Directeur d'Usine d'Amiens est à pourvoir et le collaborateur est responsable devant le Directeur Industriel du groupe de la bonne marche de cette unité organisation et contrôle des fabrications avec l'aide de trois chefs d'atelier, gestion du personnel (450 personnes).

Une formation aux techniques de l'habillement, une expérience de direction d'une unité de production sont nécessaires.

Résidence AMIENS.

Envoyez C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 2323.

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue Danton 75263 PARIS cedex 05

SUP de Co et BTS DISTRIBUTION DUT-TC

OU

• Nous offrons à 2 Sup de Co et 4 DUT ou BTS une formation approfondie de 3 mois avant l'accès à des postes d'encadrement d'entreprise.

• Réelles possibilités de promotion en fonction du niveau de formation de base et des résultats obtenus au sein d'un groupe de 9000 personnes en pleine expansion.

• Libéré des obligations militaires.

• Disponibilité et mobilité géographique indispensables.

Adressez C.V. photo et références sous réf. 207 à G. LABBE, Promo-Distribution BP 17, 14120 Mondévillo, Réponse assurée.

PEINTURE
entreprise industrielle

ENTREPRISE DE PEINTURE en pleine expansion région Sud-Est recherche

UN ACHETEUR

Il devra : • connaître la gestion administrative, • savoir négocier avec les relations extérieures, • privilégier sur objectifs d'achat, • tenir à jour l'évolution des produits ainsi que leur recherche.

UN COMMIS D'ENTREPRISE

qui devra : • connaître le domaine de la peinture ainsi que pour l'industrie qui pour le bâtiment, • excellent vendeur et savoir négocier.

UNE SECRETAIRE DE DIRECTION

qui sera l'Adjointe Administrative et Commerciale auprès du P.D. Ses responsabilités seront importantes et variées. Sténodactylo obligatoire — langue anglaise souhaitée.

— 3 à 5 ans d'expérience, — Age 25 ans minimum souhaités pour les 3 postes.

Envoyez CV, références, photo et photo sous réf. 2050/01, à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising
3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 PARIS

Société française de **TRANSFORMATION MECANIQUE** importante dans sa spécialité, région SUD-EST recherche

adjoint à directeur technique

- 35 ans minimum.
- de formation A.B. en mécanique, il doit avoir : — l'expérience de l'usage de règles, et si possible de l'usinage à froid, — des connaissances étendues en fabrication, le principe de la commande numérique étant souhaitable, — l'habileté du commandement.

Poste très intéressant, à responsabilité, et évolutif.

Envoyez C.V. détaillé et présentons sous réf. 600/04, à :

guillon selection
20, AV. DE LIVRY - 92340 LE RAINCY

GOODYEAR
USINE D'AMIENS - 2200 personnes recrutée

CHEF d'ATELIER de FABRICATION

Responsabilité 300 personnes.

Nous apprécierons la candidature d'un titulaire ayant une formation de chimiste de niveau INGENIEUR ou TECHNICIEN SUPERIEUR et justifiant d'une expérience de responsabilité de production de plusieurs années.

Anglais très apprécié.

Adressez lettre manuscrite, C.V. + photo et présent. à Service du Personnel - COMPAGNIE FRANCAISE GOODYEAR S.P. 158 C - 50009 AMIENS CEDEX.

promodés
un des leaders de la distribution alimentaire en France, 1^{er} grossiste en Europe.

FILIALE D'UN GROUPE INTERNATIONAL
recherche UN

DIRECTEUR TECHNIQUE PHARMACIEN

Pour diriger et coordonner l'ensemble des activités relatives à la gestion d'une usine de produits pharmaceutiques situés dans le VAL DE LOIRE.

Ce poste conviendrait à une forte personnalité âgée de 35 ans minimum, ayant l'expérience de la production et des problèmes sociaux. La connaissance de la langue anglaise est nécessaire.

Envoyez C.V., photo récente, rémunération actuelle et scabellée, n° 19.205 CONTEXTE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, Paris (1^{er}), qui transmettra.

INDUSTRIE MATERIAUX DE CONSTRUCTION

120 MF. 1600 PERS.
Ce Groupe industriel CREE à son Siège dans le Nord (59) le poste de

D.G.A. COMMERCIAL

Sous l'autorité du D.G. et après adaptation aux particularités d'exploitation et de vente du Groupe, SUPERVISERA LES DIRECTIONS VENTES (G), GESTION COMMERCIALE et TECHNICO-COMMERCIALE. Contacts haut niveau avec Négociants, Entrepreneurs, Prescripteurs.

POSTE VOULU EVOLUTIF POUR ELEMENT DE VALEUR RELATIVEMENT JEUNE

INDISPENSABLE

- INGENIEUR diplômé : X, E.C.P., Mines, Ponts, E.T.P.
- EXPERIENCE (10 ans env.) de l'INDUSTRIE DES MATERIAUX ou du BATIMENT (GROS OEUVRE)
- Dominante COMMERCIALE mais polyvalence d'un futur Chef d'Entreprise.

DISCRETION ABSOLUE. Lettre manuscrite, C.V. détaillé, rémunération, photo (ret.) se réf. 3265 à

SC selection conseil
6 PLACE DU MARCHEAL JUIN, 75017 PARIS

emplois internationaux emplois internationaux

ENSEIGNANTS INGENIEURS ou UNIVERSITAIRES
de nationalité française

recherchés pour exercer des responsabilités pédagogiques au sein d'une nouvelle Ecole d'ingénieurs en ALGERIE.

- Ils devront disposer de connaissances étendues dans l'un des domaines suivants : FABRICATIONS MECANQUES - CONSTRUCTIONS MECANIQUE OU METALLIQUE - METALLURGIE - RESISTANCE DES MATERIAUX - PHYSIQUE - MECANIQUE - MATHEMATIQUES.
- Ils seront chargés : — de participer à la conception et à la planification des programmes, — de diriger et d'animer eux-mêmes les enseignements.
- Ils devront être expérimentés, assez jeunes et être disposés à s'ajuster au moins deux ans en Algérie.
- Ils seront gérés par un organisme qui leur garantit des contrats de longue durée et qui leur assurera des rémunérations équivalentes à celles offertes par la coopération internationale. Ils bénéficieront d'un régime de protection sociale (retraites, congés, etc...).

Ecrire en adressant CV détaillé, avec photo, sous référence M 29 à

G-CAM-Sinorg CONSEIL
7, rue Royale 75008 PARIS

Afrique Noire
SOCIETE MULTINATIONALE recherche pour une de ses filiales d'AFRIQUE EQUATORIALE

UN CADRE COMPTABLE

pour assister son directeur administratif et comptable.

Formation DECS ou équivalent.

Expérience professionnelle de plusieurs années en comptabilité générale acquise dans moyenne ou importante entreprises.

Goût et aptitude pour la formation du personnel.

Congés annuels en Europe.

Tous avantages expatriés longuement traités.

Adressez C.V. détaillé et présentons à No 18586 CONTEXTE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

JEUNES COMPTABLES

Dégarés des obligations militaires, titulaires d'un D.U.T., E.T.S. ou B.T. comptable.

Connaissances scolaires d'anglais indispensables.

Même si vous n'avez pas d'expérience, mais si vous avez l'ambition de réussir, une Société Française de dimension internationale vous offre la possibilité d'accéder rapidement à des postes de responsabilités en France et à l'étranger.

Adressez d'urgence votre candidature avec C.V. détaillé et niveau actuel de rémunération à No 19478, CONTEXTE Publicité, 20, av. Opéra 75040 — Paris Cedex 01, qui transmettra. Réponse rapide assurée.

VILLE DU HAVRE recrute pour laboratoire municipal

UN INGENIEUR CHIMISTE CONTRACTUEL

à plein temps. Salaire net mensuel : 2.200 F. Concours sur titres. Adressez candidature et C.V., copies des diplômes et toutes pièces utiles à M. le Maire de la Ville du Havre, Bureau du personnel.

IMPORTANT GROUPE SECTEUR TEXTILES CHARTRES
recherche CHEFS DE PROJETS ET CHARGES D'ETUDES D'ORGANISATION ET D'INFORMATIQUE

Avec ou sans expérience professionnelle.

Détails d'études expérientielles, en présence des candidats.

Adr. C.V. détaillé, photo et prêt. à n° 19.205, CONTEXTE PUBL., 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, c.c.

TRES IMPORT. ENTREPRISE DE BONNETERIE EN PORTE EXPANSION (spécialisée en sportswear, marque de renommée mondiale)

RECHERCHE collaborateurs dynamiques, enthousiastes, capables de s'investir au sein d'une équipe jeune.

POSTES A POURVOIR CADRES

- DIRECTEUR USINE, région Sud-Ouest. Partielle connaissance de la correction, écriture et sens des relations humaines.
- CHEF SERV. ACHATS, région Champagne. Expér. Indes.
- CHEF ORDONNANCEMENT/LANCEMENT, région Champagne.
- AGENT DE MAITRISE (région Champagne)
- CHEF PATRONNIER confirmé formation industrielle et pratique de la conception industrielle indispensable.

TECHNICIENS (région Champagne)

- AGENTS METHODES expérimentés, connaissance correction et pratique du M.T.M.
- MONITRICE pour atelier d'essayage.
- MECANICIEN machines à coudre (fabrication de suites expérientielles).

Grande constructeurs machines individuelles (500 usinés) ch. CADRE ADMINISTRATIF de terrain, bilingue, pour prendre en charge l'ensemble des problèmes administratifs liés au développement et à la réalisation de ses programmes. Expérience us. d'administratif exigée. Poste à pourvoir début septembre 1975. Adressez C.V. et présentons à M. René Jacquin, Sud-Construct. S.A., r. Blaisois, 8104 Caennec.

SGLS SOCIETE DE GESTION DU LIVRE SPECIALISE

recherche pour son

UNITÉ INFORMATIQUE A BLOIS
(borough's 2700 gestion temps réel)

UN ANALYSTE
3 ans d'expérience (réf. MEK 85)

UN PROGRAMMEUR COBOL
I.U.T. ou 2 ans d'expérience (réf. MEK 89)

Adressez lettre et curriculum vitae détaillé sous réf. au Directeur du Parc : S.G.L.S., 120, boulevard Saint-Germain, 75006 PARIS.

IMPT GROUPE INDUSTRIEL AVEC ACTIVITES EUROPE & OUTRE MER
recherche pour sa direction générale située dans le midi de la FRANCE

ATTACHE DE DIRECTION

dynamique, ayant expérience polyvalente administrative commerciale également bilingue Anglais/Français susceptible également effectuer missions hors France

Ecrire avec CV, réf., photo et prêt. à Pierre LICHOU S.A., 10, rue de Louvois, 75003 Paris cedex 02 qui transmettra. (sous référence 6171)

SOCIETES AFRIQUE OUEST

ABOJIAN recherche

UN INGENIEUR THERMISTE
(air conditionné, chauffage, ventilation, sonorité).

UN INGENIEUR ELECTRICIEN
(N.T., M.T., B.T., travaux publics) pour BUREAU ETUDES BATIMENTS

Préférence donnée. Annullis souhaité.

Ecrire : SOCIETES/OAC, B.P. 15, 92330 LE PLESSIS-ROBINSON.

ATOM
chargé de l'entretien technique d'installations à l'étranger

pour usine de fabrication tubes acier galvanisé. Production : 2500 tonnes par an.

1^{er} DIRECT. TECHNIQUE D'USINES

2nd INGENIEUR RESPONSAB. PRODUCTION (qualité et quantité)

3rd INGENIEUR chargé de l'unité de tranchement, formage et soudure finale et essai (N.B.).

Langue anglaise obligatoire. — Contrat : 7 ans renouvelé ; — Logement assuré et voiture fournie ; — Démarches rapidisées.

ATOM, 10, Fie Polonoisiers, Paris (9^e), Tél. pour rend-voies M. DELACROIX, 67471-02.

SECRETARE STENOGRAPHE
serait bien anglais, demandé pour conseil culture, emballage de France, Londres. Traitement net d'impôt 7 100 par mois. Ecrire avec C.V. à M. J.P. A. N. O. R. E. M. V., 20, rue Pierre-Nicolas, 75011 PARIS, en indiquant numéro de téléphone où on peut appeler pendant week-end des 6 et 7 septembre.

SOCIETE DE FORAGE PETROLIER
recherche pour succursales de l'étranger

JEUNE COMPTABLE
QUALIFIE, ayant quelques années de pratique.

Anglais couramment apprécié.

Adressez C.V. manuscrite et prêt. à n° 19.205, CONTEXTE PUBL., 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, c.c.

Professeur de paléontologie pour l'école supérieure sous contrat d'association, Ecole St-Charles, à Saint-Pierre, De la Réunion (Union d'enseignement catholique).

Professeur de technologie pour école catholique sous contrat d'association, Ecole St-Charles, à Saint-Pierre, De la Réunion (U.T.S. de D.U.T. 9540).

Ecole catholique à la Martinique ch. CATECHETE AUTORISE(E) et PRETRIS pour numériser. Ecr. n° 785, « le monde » Pub. S. C. des Nations, 7547 Paris-9^e.

Ecole privée sous contrat à la Martinique ch. pour octobre LICENCIÉS MATS ch. bilingue de préférence. Ecr. n° 104, « le monde » Pub. S. C. des Nations, 7547 Paris-9^e.

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.E.	LIQUIDATION	La ligne	La ligne T.E.
Offres d'emploi "Placards encadrés"	34,00	39,70	Archa-Vente-Location	25,00	28,10
minimum 18 lignes de hauteur	36,00	44,27	EXCLUSIVITES	30,00	35,00
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,03	L'AGENDA DU MONDE		
CAPITAUX C.O.			(chaque vendredi)	23,00	26,85
PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89			

ANNONCES CLASSEES

offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi

TOTAL

La Direction Financière de notre Groupe recherche pour sa Direction OPERATIONS FILIALES

UN CADRE FINANCIER

Il sera chargé du contrôle de la gestion financière d'un certain nombre de nos filiales à l'étranger :

- réalisations et prévisions de trésorerie
- analyse et suivi des budgets annuels
- étude et projets d'investissement.

Il devra mettre en forme pour l'état major les informations recueillies et proposer des solutions.

Ce poste conviendrait à un diplômé d'enseignement supérieur (HEC, ESSEC, Sciences Po...) ayant une bonne connaissance de la comptabilité, une expérience financière de 3 à 4 ans; parlant anglais et si possible une 2ème langue étrangère.

Ecrivez à notre Service Recrutement - Département Gestion du Personnel
5, Rue Michel Ange - 75781 Paris Cedex 16 sous-référence 75.011.

COMPAGNIE FRANCAISE DES PETROLES

directeur des achats

152 000 F +

Lincol société dynamique vendant des produits de qualité, recherche un responsable expérimenté capable de prendre en main la direction achats couvrant l'ensemble de la gamme des produits (montants totaux de 200 millions) que nous souhaitons confier à un homme justifiant d'un background technique suffisant pour acheter les pièces pour la fabrication, les machines et les outillages, etc., et dont l'expérience sera consacrée à compléter les approvisionnements des 2 usines.

Une expérience réussie acquise chez un constructeur (mécanisme-automobile) est presque indispensable.

Ce collaborateur dépend directement du D.S. et fait partie du comité de direction son action s'exerce dans le cadre d'une direction par objectifs.

Envoyer C.V. avec photos et références actualisées sous la réf. 2340 à Monsieur M. Gérard RENOTTE, ou téléphoner à M. Gérard RENOTTE. Le service abrité des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, RUE BANTON 75263 PARIS CEDEX 06

IMPORTANT GROUPE FRANCAIS

Banlieue Ouest, recherche

AUDIT INTERNE

Le candidat retenu, qui sera âgé au minimum de 30 ans, aura pour mission au sein du Service Audit, de contrôler l'application des procédures comptables et sera amené à conseiller et à suivre des agences et filiales dans leur organisation comptable.

- Formation D.E.C.S. minimum ou équivalent.
- Une bonne connaissance de la langue allemande est indispensable.
- Déplacements fréquents de courte durée à prévoir.

Pour premier contact, adresser un C.V. détaillant expérience et précisions prétentions salariale à n°2769 COFAP, 40, rue de Chabrol, 75010 Paris, qui tr.

Société d'ingénierie appartenant à un groupe chimique réalisant d'une part des études et de l'autre part les investissements du groupe, recherche :

RESPONSABLE TRAVAUX NEUFS DU GROUPE

Sa mission s'étendra à l'ensemble des opérations depuis les pré-études jusqu'au suivi des chantiers dans les usines.

Ce poste conviendrait à un ingénieur diplômé d'une Grande Ecole, d'âge minimum 40 ans, possédant une expérience importante dans le domaine des travaux neufs.

Adresser curriculum vitae détaillé, photo et présentations à : n° 1862 CONTESSÉ Publicité, 20, Avenue de l'Opéra, PARIS (1^{er}), qui transmettra.

Très important groupe industriel français cherche pour une usine située à 120 km de Paris et d'une superficie de 100 ha :

UN INGÉNIEUR CHEF DE PRODUCTION

Formation grande école, ayant expérience entreprise importante de mécanique, chaudronnerie ou traitement.

Situation intéressante et possibilité de carrière. Environnement agréable.

Envoyer à CONTESSÉ Publicité une lettre manuscrite + C.V. + présentations de salaire et réf. 2943, 20, av. de l'Opéra, 75004 Paris - Cedex 01, qui tr. Réponse garantie sous 15 jours.

LA BANQUE DE L'UNION EUROPEENNE

RECHERCHE POUR SA CELLULE MARKETING, à PARIS DEUX JEUNES COLLABORATEURS

RESPONSABLES MARKETING

CLASSE VI ou VII CLIENTELES

- ENTREPRISES
- PARTICULIERS

- ETABLIR et améliorer le système d'informations statistiques
- Réaliser des études nouvelles.
- Participer à la création et au lancement de nouveaux produits et services, etc.
- Et, de façon générale, apporter l'appui d'une cellule fonctionnelle aux exploitants

- Formation supérieure
- ENTREPRISES : HEC, I.E.P., Droit PARTICULIERS : Droit ou C.E.S.B.
- EXCELLENT TECHNICIEN de la BANQUE (sinon s'abstenir). Bonnes connaissances des PRODUITS et CLIENTELES avec dominantes COMMERCIALE et attitudes pour le Marketing.
- HOMMES DE CONTACT : leur efficacité dépendra de leur image dans le milieu.

Lettre manuscrite avec C.V. détaillé, performances, salaire et photo et réf. 3268 à S.C. garantissant une DISCRETION ABSOLUE

CC sélection conseil
6 PLACE DU MARÉCHAL JUIN 75011 PARIS

emplois régionaux

LES CHANTIERS NAVALS de la Seyne Sur Mer, recherchent pour leur Centre Informatique équipé d'un IBM 370/145 sous OS

ingénieur système

- homme jeune, expérience minimum de 2 ans dans la fonction sur système matériel.
- Assemblage et PL1 impératifs fortan souhaités
- formation IMS et VMI/CMS appréciée
- goût du travail en équipes.
- très agréable résidence en Provence.

s'adresser : Pierre Boyer réf. 5249E
23, rue des Mathurins PARIS 76008
10, La Casbah MARSEILLE 13001

IMPORTANT GROUPE FRANCAIS

du secteur tertiaire recherche ses services opérationnels et recherche :

RESPONSABLE D'EXPLOITATIONS

Dans le cadre d'une large délégation de pouvoirs, il aura la responsabilité de la gestion et de la direction, sur le terrain de centres de profits (8 à 15 millions de CA - 80 à 200 personnes).

Formation supérieure économique, commerciale ou technique.

Le candidat aura le goût de l'engagement personnel et une expérience réussie de conduites des hommes.

Débutant exclu.

Poste de la SUD-OUEST-CENTRE-EST-SUD-EST NORMANDIE - BRETAGNE et ORLEANS.

Envoyer C.V. + lettre manuscrite (indiquer No de téléphone si possible) + photo à n° 18745 CONTESSÉ Publicité 20, Avenue de l'Opéra - 75004 PARIS CEDEX 01 - qui transmettra.

IMPORTANT LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE recherche

une (e) licencié(e) en droit débutant(e)

pour son Service JURIDIQUE INTERNATIONAL

Celui-ci assistera le Responsable du Service pour la rédaction de contrats, et sera amené à participer à des négociations de licences.

Une très bonne connaissance de l'anglais parlé et écrit est indispensable.

Envoyer votre manuscrite et C.V. détaillé sous référence 3998 à :

S.A.P.M. 148, rue Charles de Gaulle 92122-NEUILLY SEINE

INGÉNIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX RECTIFICATION ET TOURNAGE

Nous sommes LES LEADERS INTERNATIONAUX DE L'OUTILLAGE A BASE DE DIAMANT disposant de l'usine d'une société de fabrication et de vente groupant deux cents personnes.

Nous voulons :

- Promouvoir la vente en mécanique de précision, rectification, tournage, dressage de surfaces, usinage spécifique de :
- Nos outils déjà connus (à base de diamant) ;
- Nos outils nouveaux (à base de nitrure de bore cubiques ou de COMEX).

Nous recherchons :

DES INGÉNIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX DE HAUTS NIVEAU ET EXPERIENCE

Il s'agit de :

- Paris Nord - Rhône-Alpes - Ouest Sud-Ouest
- Ils auront comme chefs de produits responsables objectifs et marketing ; auront petites équipes existantes de représentants existants.
- Leur succès peut déboucher sur poste de chef de région.

Envoyer votre manuscrite + C.V. + photo à réf. 3070 à :

F. L. GELAU S.A. 30, rue Lavoisier 75003 Paris Cedex 03, qui transmettra.

SOCIÉTÉ Régions OUEST

Ville Universitaire Recherche

CADRE COMMERCIAL

- Il devra s'intégrer à une équipe de travail dynamique
- Il aura acquise une solide expérience des Marchés des matières premières agricoles ou autres dans affaire d'import-export ou de courtage
- La connaissance de l'anglais écrit et parlé sera un atout important.

Revue n° 7171 "Le Monde" Publicité, 2, rue des Italiens, 75427 Paris-9^e.

IMPORTANTES ENTREPRISES DU LOIRET recherche

JEUNES INGÉNIEURS (FORMATION A.M. ou EQUIVALENTE)

départements obligatoires militaires pour des fonctions d'encadrement et des tâches de rationalisation et d'automatisation de la production.

Envoyer C.V. détaillé, présentations et photo, sous référence 6162, M. LICHOU S.A., 10, rue Lavoisier, 10000 Paris Cedex 02, qui transmettra.

(CLOUETEMENT ASSURÉ DANS VILLE DU BORD DE LOIRE.)

CHEF COMPTABLE

50.000 F - PARIS

La filiale française de numéro 1 mondial de la pompe et des pièces de collection de médailles, recherche un jeune CHEF COMPTABLE, niveau D.E.C.S. partant, rigoureux et familiarisé avec les méthodes comptables anglo-américaines. En liaison avec le comptable, il établit les documents relatifs au G.P. financier de Londres, et contrôle les comptes des filiales (France, Belgique, etc.) de part et d'autre, clients, fournisseurs, etc.

Envoyer votre photo récente et manuscrite + C.V. détaillé sous référence 2.347 à Monsieur M. Gérard RENOTTE, 1, rue Banton 75263 PARIS Cedex 06

BERNARD KRIEF CONSULTANTS

GENERAL ELECTRIC COMPANY LIMITED

pour faire face au développement de sa filiale française ELECTRONIQUE TRES AVANCEE, nous recherchons :

DES INGÉNIEURS ELECTRONIQUES DIPLOMÉS

leur savoir faire sera de haute qualité, de conception de matériels électroniques, de montage et de tests en de systèmes alimentés.

Les ingénieurs intéressés qui ont une bonne connaissance de la langue anglaise, envoient leur dossier de candidature sous réf. 7174 à :

Elizabeth FRENCH
127, rue Marc, 75010 Paris
où les suivre de la plus grande discrétion.

Organisme d'Aménagement Régional

Recherche

DOCUMENTALISTE

Haute qualification, expérimentée dans cette spécialité pour occuper un poste contractuel comportant la direction d'un service de documentation.

Qualités de dynamisme et d'initiative indispensables.

Ecr. av. C.V., photo et ph. n° 7163, "Le Monde" P. 2, rue des Italiens, 75427 Paris-9^e.

VAL-DE-LOIRE

Entreprises basées dans son territoire (fabrication et assemblage de PIÈCES MECANIQUES) recherche :

INGÉNIEUR CONFIRME

A.M., C.E.S.B., H.E.C., C.N.A.M. ou similaires

pour lui confier la création et la responsabilité du SERVICE METHODES

Il est chargé d'améliorer et normaliser les procédés de fabrication et optimiser au sein de l'usine (200 personnes, 25 M.C.A. en 1970). Expérience en atelier de fabrication mécanique indispensable (mécanisme, serrage, etc.).

Région agréable et facilités de logement.

Adresser C.V. détaillé, lettre photo, mentions salaires et autres souhaits, sous réf. 121 M. 640 à :

Centre Co
20, rue de Négusson, Paris (9^e)

Société française de premier rang mondial offre dans l'établissement de son département :

MARKETING

un poste d'animation, de développement et de coordination de la recherche commerciale des groupes marketing des filiales Européennes :

A partir d'une formation supérieure HEC - ESSEC - INSEAD - EQUIVALENT

Cette fonction implique une première expérience commerciale à 5 ans de la commercialisation des produits de grande consommation et une maîtrise des techniques actuelles de recherche commerciale et opérationnelle.

En outre, elle requiert un sens développé de la coordination avec des hommes d'action, le goût et l'intelligence de la vente, une bonne connaissance de la langue anglaise.

Adresser lettre manuscrite et C.V. détaillé à n° 2265 - 69, rue Lafayette, 75009 PARIS, qui transmettra.

Société multinationale IMPORT-EXPORT recherche pour Paris, gare Montparnasse

responsable secteur change

Le titulaire du poste, sous la dépendance du Directeur Financier, aura la responsabilité de la gestion des engagements en devises de la Société ; suivi des régimes, cotations, suivi des contrats, analyses, etc.

Le titulaire doit avoir :

- une formation DECS ou équivalent
- une expérience professionnelle de 2-3 ans de préférence dans les problèmes de change
- une bonne connaissance pratique de la langue anglaise.

Envoyer C.V. détaillé à M. HORAIST, 8 boulevard de Vaugirard 75015 PARIS.

CHEF COMPTABLE

Orléans

Une société de Travaux Publics (S.A. 24 millions, 250 personnes) recherche un jeune Chef Comptable, âgé d'au moins 28 ans, de niveau B.T.S. ou équivalent, pour lui confier la responsabilité d'un service de comptabilité générale et analytique. Gestion sur ordinateur de bureau.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération sous la référence 2.328 (sans dossier sur l'enveloppe) à :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue Banton 75263 PARIS Cedex 06

SOCIÉTÉ DE COMMERCE INTERNATIONAL

OU SUD-EST recherche

CHEF COMPTABLE EXPERIMENTE

pour s'occuper en fonction de son poste.

Place stable et bien rémunérée. Conditions de travail agréables et possibilité de promotion. Rémunération à n° 1923, Connaissances Publiées, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}.

INGÉNIEURS

RECHERCHE

une (e) licencié(e) en droit débutant(e)

pour son Service JURIDIQUE INTERNATIONAL

Celui-ci assistera le Responsable du Service pour la rédaction de contrats, et sera amené à participer à des négociations de licences.

Une très bonne connaissance de l'anglais parlé et écrit est indispensable.

Envoyer votre manuscrite et C.V. détaillé sous référence 3998 à :

S.A.P.M. 148, rue Charles de Gaulle 92122-NEUILLY SEINE

صوتنا من الامم

Je m'occupe 150

	La ligne	La ligne T.E.
OFFRES D'EMPLOI	34,00	39,70
Offres d'emploi "Placards encadrés"		
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,03
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.E.
L'IMMOBILIER		
Achat-Vente-Location	25,00	29,19
EXCLUSIVITES	30,00	35,03
L'AGENDA DU MONDE		
(chaque vendredi)	23,00	26,85

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

Ingénieur Consultant

CEGOS TYMSHARE
Filiale commune de Cegos, du Crédit Lyonnais et de Tysshare.

Leader dans son domaine, forte expansion européenne, time sharing vous propose un poste d'ingénieur Consultant à Paris.

Vous participerez au développement des applications du time-sharing chez les utilisateurs dans tous les secteurs économiques, en fournissant l'assistance technique et les conseils nécessaires au niveau de la conception et de la réalisation.

Vous aborderez ainsi les techniques les plus avancées de l'informatique et du management : simulations financières, contrôle de gestion, investissements, études de marketing... Nous disposons d'un réseau mondial comprenant à ce jour plus de 30 gros systèmes interconnectés de type IBM 370/158, PDP 10 et SDS 940.

Vous aurez la possibilité d'évoluer vers le commercial ou l'entretien d'équipes technico-commerciales en France ou à l'étranger.

Ce poste convient à un diplômé Grande Ecole, débutant ou non, ayant si possible une bonne expérience de langages de programmation, ou une formation complémentaire de gestion.

- Le goût de l'action et des contacts humains est nécessaire ;
- La formation ou time-sharing sera assurée dans nos bureaux de la Colline de Saint-Cloud.

Nous vous remercions d'adresser votre C.V. sous réf. M 907
CEGOS TYMSHARE (T.E. 024-00)
105, Bureau de la Colline de Saint-Cloud, 92213 SAINT-CLOUD.

ADJOINTE CHEF SERVICE ADMINISTRATIF

50-60.000 F par an

Les BOUCHERIES BERNARD créent le poste d'adjointe au chef de Service Administratif du Groupe. Elle devra l'assister à mener et coordonner l'ensemble de l'activité des chefs de bureau, afin de leur permettre de gérer au mieux leur magasin, sur le plan administratif. Il faut avoir des bases en gestion et comptabilité, des connaissances en droit de travail et justifier, si possible, d'une expérience administrative et personnelle, acquise au sein d'une P.M.E. Anglaise indépendante.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 2.316 (modèle sur l'enveloppe). Le secret absolu des candidatures est garanti sur.

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue Danton 75263 PARIS cedex 05

Chef Comptable

80 000 F +

L'un des "GRANDS" de la haute couture, C.A. 40 millions, en forte expansion grâce à une politique de diversification - boutiques - partenariats - accords de licence et franchising, offre, directement rattaché au Directeur Général, le poste de chef comptable. Le service comprend 5 personnes et dispose d'un mini-ordinateur. Cette situation, dans un environnement très ouvert et vivant, convient à un jeune chef comptable ayant plusieurs années d'expérience dans un poste équivalent ou dans un cabinet d'expertise, possédant le niveau DECC. Responsable de l'établissement du bilan, il devra développer la comptabilité analytique et participer à l'évolution des méthodes de gestion. Lieu de travail : PARIS, quartier Alma.

garantit toute discrétion à l'étude de votre dossier.
Adresser lettre man., C.V. détaillé et rémunération actuelle sous référence 23426.
33, quai Gallieni 92153 SURESNES

ingénieur technico-commercial

Responsable ligne de produits : redresseurs, convertisseurs, condensateurs.

Four avoir des informations sur ce poste, envoyer soigneusement enveloppe à votre nom portant la référence S 458164 RL. Nous vous retournerons une information détaillée sur la société, le poste et les conditions.

Cabinet Alain H. PRENANT
20, avenue Tolosa - 75008 Paris-Lafitte.

UN ADJOINT AU RESPONSABLE DU DÉPARTEMENT

Age : 30 ans minimum.

Cinq années d'expérience dans le domaine commercial et financier.

Le poste s'adresse à un candidat ayant le goût des contacts humains, des déplacements et souhaitant travailler dans une équipe légère d'intervention rapide.

Adr. C.V., lettre man., n° 7.056, « Le Monde » Publ., 5, rue des Italiens, 75427, PARIS, qui transmettra.

Nous prions les lecteurs répondant aux "ANNONCES DOMESTIQUES" de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit d'un "Mondé Publicité" ou d'une agence.

MORGAN GUARANTY TRUST COMPANY OF NEW-YORK

RENFORCE SA DIRECTION ORGANISATION ET INFORMATIQUE POUR FAIRE FACE A SON IMPORTANT DEVELOPPEMENT

ELLE RECRUTE :

INGÉNIEURS ANALYSTES

Les candidats devront nécessairement :

- avoir conduit au moins un projet bancaire ;
- connaître IBM 370-DOS ;
- maîtriser parfaitement l'assembleur correspondant et/ou le PLI ou le COBOL ;
- être bilingue (anglais-français) ;
- avoir une formation supérieure (Université ou Grande Ecole).

ANALYSTES

Les candidats devront nécessairement :

- être bien connaître l'assembleur et/ou le PLI ou le Cobol (sur IBM, DOS ou OS) ;
- lire et parler l'anglais ;
- une formation supérieure (Université ou Ecole) et l'expérience concrète d'une automatisation bancaire seront des éléments de choix préférentiels.

UN ORGANISATEUR

Ayant au moins 3 ans d'expérience, acquise et possible dans une banque. Cette expérience doit lui permettre de maîtriser :

- le poste de travail administratif ;
- la conception des circuits administratifs et des procédures ;
- la rédaction des consignes aux utilisateurs ;
- la formation des utilisateurs ;
- il doit en outre lire et parler l'anglais.

Tous ces postes sont situés à PARIS

Env. lettre manuscrite, C.V. détaillé et photo à **INFORMATIQUE ET ENTREPRISE**
9, rue Albert-de-Vigny, 75008 PARIS.
En rappelant la réf. B.M. 975 et le poste choisi.

LES LABORATOIRES SEARLE

recherchent

DÉLÉGUÉS/ES

A L'INFORMATION MÉDICALE

- Niveau études : baccalauréat ou diplôme universitaire scientifique adapté ;
- aptitudes aux relations humaines ;
- nécessité d'habiter le secteur.

NOTES ASSURÉS :

- une formation complète par stages rémunérés et perfectionnement continu des connaissances ;
- salaires : fixe + primes en rapport avec les réalisations.

Voiture personnelle indispensable. Libre le 6 octobre 1975.

SECTEURS ET POURVOIR :

- 1) Région parisienne ;
- 2) Vienne - Indre-et-Loire ;
- 3) Indre - Lot-et-Cher - Cher ;
- 4) Vendée - Deux-Sèvres ;
- 5) Var - Corse - Arrondissement de Cannes.

Adresser d'urgence curriculum vitae manuscrit avec photo récente à M. FAROUCHE, LABORATOIRES SEARLE, 7, boul. Bonain-Rolland - 91128 MONTEAIGNEY.

JEUNE E.S.C. (ou équivalent)

Nous recherchons en France des produits de second ordre réputés pour leur qualité. Afin de préparer l'avenir de notre société, nous proposons à un jeune diplômé Ecole de Commerce (E.S.C.P., E.S.S.E., E.S.C.A.E.), possédant si possible une première expérience, un plan de carrière attractif couvrant sur de larges perspectives d'évolution.

Il devra faire ses preuves comme vendeur sur la Région Parisienne et le Nord durant 2 ans, en développant un réseau de négociants rattachés, avant de voir ses responsabilités élargies. Fixe + Pourcentage + Frais.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 2.346 (à mentionner sur l'enveloppe).

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue Danton 75263 PARIS cedex 05

CHAMBRE SYNDICALE regroupant 200 employeurs et 6.000 salariés, PARIS, crée le poste de

chargé des questions de personnel

avec 4 fonctions principales :

- Information permanente des adhérents sur le droit du travail ;
- relations sociales et secrétariat des organismes sociaux ;
- placement et assistance au recrutement ;
- participation à l'élaboration d'une politique de personnel (conditions de travail, horaires, salaires, formation professionnelle, carrières, etc.).

Ce poste conviendrait à un licencié en Droit, 32 ans minimum, ayant une expérience globale de la fonction personnelle comme adjoint au Directeur du Personnel ou chargé des relations industrielles.

Ecrire avec CV détaillé, sous référence 1522 M, à **plein emploi** 10 rue du mail Paris 2

SOCIÉTÉ BIENS D'EQUIPEMENTS SPECIFIQUES (Etudes et Constructions) Automobile, Aéronautique, Spatial, Nucléaire, etc. PARIS (OUEST) en expansion continue 450 personnes, recherche

UN CHEF DE BUREAU D'ÉTUDES

PROFIL : INGÉNIEUR diplômé grande école (ECE, AM, ICAM, etc.) 32 ans minimum, de responsabilité dans bureau d'études.

Connaissances approfondies dans le domaine de la Construction Mécanique - Grande Dimension - Machines-outils - Bâti d'Equipements Automatiques - Asservissement.

Electricité, Hydraulique, Pneumatique, Automatique énergétique d'une équipe technique.

MISSION : Responsabilité totale de la définition du produit auprès du client, de la conception et de la mise en route de la main.

Avenir possible couvrant la production. Situation importante et autonome, en fonction des résultats d'une entreprise à haute productivité.

Adresser C.V. à M. 18972 CONTEXTE PUBLI-CITE, 20, avenue de l'Opéra, 75001 PARIS CEDEX 01.

Société spécialisée dans la construction de bâtiments et d'ouvrages d'art par éléments préfabriqués en béton

recherche pour son siège social implanté près de PARIS

ingénieur

DIPLOME DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE SUPERIEUR - spécialité construction.

Il sera chargé de l'élaboration des projets et devra assurer les contacts techniques avec les architectes, bureaux d'études, maîtres d'ouvrages...

Ce poste permet une évolution vers une fonction de plus hautes responsabilités.

Adresser CV manuscrit en précisant la référence 6987 **plein emploi** Publicité 10, rue du Mail, PARIS 2^e Discrétion assurée.

GRUPE EUROPEEN (C.A. en France 140 millions de F.) tourné vers la réalisation et la vente d'écrans d'aide pédagogique et de biens ménagers, crée la fonction de

responsable administratif du personnel

avec perspective d'évolution.

Rattaché au Directeur Général, il devra mettre en place un nouveau service qui assurera la gestion complète du personnel du siège (150 personnes environ) et la gestion administrative des réseaux de vente (450 personnes environ).

La difficulté de ce poste tient à la nécessité d'introduire la rigueur dans les procédures, tout en comprenant les exigences d'un contexte qui met en priorité le dynamisme commercial. C'est pourquoi l'expérience d'une société commerciale (à fort turnover) ou de services intermédiaires, plus une formation de type juridique, nous paraissent souhaitables.

Une candidature féminine n'est pas exclue.

Rémunération de l'ordre de 70.000 F. suivant expérience.

Ecrire avec C.V. détaillé sous référence 1519, à **plein emploi** 10 rue du mail Paris 2^e

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INTERNATIONALE Leader dans sa branche recherche

assistant contrôleur de gestion

de formation Supérieure type ICG, HEC ou équivalent ayant une certaine expérience de la fonction, désireux de commencer tout en possédant aussi le sens du commandement, capable de parler, lire et écrire l'anglais.

Le titulaire de poste sera chargé :

- de la préparation, de la mise en forme de suivi des budgets ;
- des études prévisionnelles de rentabilité et des études de résultats ;
- de la fourniture régulière de statistiques et de leur évolution.

Adresser curriculum vitae photo et prétentions sous/réf. 36788 à : **HAYAS CONTACT** 158 Boulevard Haussmann, 75009 Paris

contrôle comptable

importante société péninsulaire recherche pour renforcer l'un de ses centres de responsabilité de la comptabilité de la société et des filiales :

- JEUNE CADRE COMPTABLE de formation Ecole Supérieure de Commerce ou HEC ;
- Expérience requise : 2 ans d'unité de cabinet d'expertise comptable ou de services comptables d'une entreprise.

Le poste implique de fréquents déplacements en province.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. 22657/M à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising 5, RUE D'HAUTEVILLE - PARIS 10^e

POUR LE SERVICE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS 7^e MISSIONS FRANÇAISES : 28 MILLIONS DE F EN 1976 Taux de croissance annuel : 20 %

LA DÉLÉGATION AUX TÉLÉCOMMUNICATIONS DE LA RÉGION PARISIENNE

recrute sur titres pour PARIS et la RÉGION PARISIENNE **JEUNES DIPLOMÉS d'Écoles d'Ingénieurs**

FONCTIONS :

- Mise en œuvre de nouveaux systèmes d'exploitation ou lancement de nouveaux réseaux
- ou Contrôle de chantier ou Exploitation technique et maintenance des installations

CARrières BEVETES JUSQU'À 20 SAIRONS

Responsabilités et fonctions :

DIRECTION DES TÉLÉCOMMUNICATIONS DE PARIS 70, Bd de Valenciennes, 75011 PARIS CEDEX 15 - Tél. 540.30.28 pour Postulants domiciliés à PARIS et départements 92 - 93 - 94

DIRECTION DES TÉLÉCOMMUNICATIONS DE PARIS EXTRA-MURS 7, Bd Renaudin-Hellard, 92228 MONTEAIGNEY - Tél. 01.47.13.30 (Paris 57-89) pour Postulants résidant dans les départements 77 - 78 - 81 - 95

Notre encadrement est apte à ne développer rapidement. Nous offrons de réelles possibilités de carrière.

INDUSTRIE MATIÈRES PLASTIQUES

C.A. annuel : 160 MF. FILIALE D'UN GRAND GROUPE FRANÇAIS CREE, à PARIS, le poste de

CHEF DE MARCHÉ MANUTENTION

- PROSPECTION et SUIVI CLIENTÈLE
- ÉTUDE technique des BESOINS CLIENTS
- RECHERCHE de produits et créneaux nouveaux
- NEGOCIATIONS à haut niveau
- RESPONSABLE de son Budget, C.A. et marge.

SPECIALISTE MANUTENTION

- Formation Commerciale niveau E.S.C.
- EXPERIENCE SIMILAIRE de C.M. (dominante COMMERCIALE et/ou TECHNIQUE) connaissant de préf. les problèmes de MANUTENTION.

DISCRETION ABSOLUE. Lettre manuscrite, C.V. détaillé, rémunération, photo (ret.) 3x3 réf. 3262 à **sélection conseil** 6, PLACE DU MARÉCHAL JUIN, 75017 PARIS

ORGANISATEUR - INFORMATICIEN

Le Directeur Administratif et Financier de cette société (second œuvre du bâtiment, C.A. 125 Mds) recherche un collaborateur pour concevoir et réaliser les tâches d'organisation interne et servir d'intermédiaire à l'organisme extérieur chargé du traitement informatique. Sa responsabilité comprendra donc tant l'analyse des applications (actuelles et nouvelles) que la mise au point des cahiers des charges et le contrôle de la programmation.

Ce poste est celui d'un homme à compétence et expérience doubles : l'organisation (applications de gestion administrative et comptable) et la maîtrise des techniques informatiques. Sa formation est celle d'un ingénieur supérieur (grande école commerciale ou d'ingénieurs). Il a des contacts à tous niveaux avec les services de l'entreprise et le groupe d'étude de la société chargée des travaux d'informatique (IBM 370 128 K).

Les personnes intéressées par ces perspectives sont invitées à adresser leur dossier sous référence M 939 à SEFOP qui les en remercie.

SEFOP 7, RUE LINCOLN - PARIS 8^e

OFFRES D'EMPLOI	La ligne 34,00	La ligne T.R. 39,70	ANNONCES CLASSEES	L'IMMOBILIER	La ligne 25,00	La ligne T.R. 29,19
Offres d'emploi "Placarde encadrée"	39,00	44,37		EXCLUSIVITES	30,00	35,03
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,03		L'AGENDA DU MONDE		
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89		(chaque vendredi)	23,00	26,85

offres d'emploi

ADJOINT CHEF DE PRODUITS

La société, spécialisée dans le second œuvre du bâtiment, a sur ses marchés une image de premier plan. C.A. 125 Millions en progression constante.

Le Chef de Produits qui a la responsabilité d'une famille de produits (enduits de façades et mortiers industriels) a besoin d'un adjoint pour l'assister dans l'ensemble de ses tâches et plus particulièrement dans les rapports avec la clientèle et le réseau de vente (incidents de chantier, information sur les produits, contrôle d'application, etc.). Ce poste a un aspect "charnière" important et une formation Ingénieur TP ou équivalent serait appréciée, de même qu'une expérience en chantier, bâtiment, travaux à béton. Il est une préparation directe à des responsabilités plus complètes. La rémunération prévue ne sera pas inférieure à 70 000 F.

Poste à pourvoir: banlieue-est de Paris.

Les personnes qui ce poste intéressent sont invitées à adresser leur dossier sous référence AC 936 à SEFOP qui les en remercie.

SEFOP
7, RUE LINCOLN - PARIS 8^e

offres d'emploi

Banque Populaire

Chambre Syndicale des Banques Populaires recherche:

DEUX CHARGÉS D'ÉTUDES JURIDIQUES

22 Métrons 613

Connaissance approfondie du droit des personnes et des sociétés pour analyse de textes; études de clauses contractuelles; consultations en droit civil, commercial, bancaire; suivi de la jurisprudence.

L'un des postes comporte une part importante de rédaction d'actes et esquisse des connaissances pratiques en gestion de sociétés.

Ces offres s'adressent à des candidats d'une trentaine d'années ayant déjà une expérience dans des fonctions analogues.

Adresser C.V. et présent. au Service du personnel, 131, av. de Wagram, 75017 PARIS-ODÉON 17.

offres d'emploi

SOCIÉTÉ ÉTUDES ET CONSTRUCTIONS MÉCANIQUES MULTINATIONALE, Paris Ouest (450 personnes) - recherche:

CHEF DES SERVICES COMPTABLES ET ADMINISTRATIFS

PROFIL: formation supérieure, D.E.C. ou niveau 10 ans d'expérience dans même branche.

DYNAMISME ET ESprit D'ENTREPRISE

MISSION: comptabilité générale, analytique, législation fiscale, gestion du personnel, droit social.

SITUATION D'AVENIR A HAUTE RESPONSABILITÉ

Adresser curriculum vitae sous le N° 1501 Contesse Publiété, 20, avenue de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

offres d'emploi

PIECES 2^e MONTE AUTOMOBILE

FILIALE (30 MF/an) d'un PUISSANT GROUPE EUROPEEN recherche pour base banlieue NORD PARIS (93)

CHEF SCe COMMERCIAL

pour DEVELOPPER VENTES AUX GROSSISTES TOUTE FRANCE: animation Représentants et action personnelle auprès des clients et prospects.

• PROFESSIONNEL DE LA PIECE DETACHEE AUTO préférence connue circuits GROSSISTES.

• DEVELOPPEUR ET MENEUR D'HOMMES

• POSTE VOULE EVOLUTIF

DISCRETION ABSOLUE. Lettre manuscrite, C.V., détaillé, rémunération, photo et réf. 3254 à

SC sélection conseil
6, PLACE DU MARÉCHAL JUIN, 75017 PARIS

SEFOP

CHEF DE PRODUIT E.S.C. ou EQUIVALENT

NATIONAL PARASSONIC FRANCE recherche pour son département électroménager (TV, HiFi, un jeune Chef de Produit pour développer l'activité marketing.

Rattaché au Directeur Commercial, ses fonctions seront les suivantes: étude de marché et des produits, participation à l'élaboration des objectifs, gestion de budget publicitaires et conception d'actions promotionnelles, intervention dans les achats de produits à la maison.

L'expérience de la vente de biens de consommation est indispensable, ainsi qu'une formation Ecole de Commerce.

Env. C.V., photo récente et rémunération act. sous la réf. 2344 (à maintenir sur l'enveloppe).

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue Danton 75263 PARIS cedex 05

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL recherche pour postes à pourvoir à MONTE-CARLO et au SÉNÉGAL

2 SECRETAIRES bilingues ANGLAIS/ALLEMAND (30 ans minimum)

1 SECRETAIRE bilingue ANGLAIS (25 ans minimum)

STENO DACTYLO INDISPENSABLE

SERIEUSES REFERENCES EXIGÉES

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo en indiquant préférences à P.LICHAUX SA, 10, rue de Louvois 75003 Paris cedex 02, qui transmettra, (sous référence 6168)

anti-pollution

cadre technico-commercial

Mission: développer, au sein d'une Société d'équipements industriels (CA 200 millions), la distribution de matériels et équipements techniques concernant le traitement des eaux, et la lutte contre la pollution en général (pollution, étude de problèmes clients, suivi des propositions).

Profil: c'est un homme d'un minimum 29 ans, responsable et ambitieux, connaissant les problèmes de traitement d'eau; et capable, de par sa formation et son expérience, de bien maîtriser les problèmes de l'eau (industrielle et municipale). Nombreux déplacements à prévoir en France.

• Niveau: 2^e développement actuel de ses nouvelles fonctions nécessitent un candidat capable d'assumer la responsabilité de chef de service.

Adresser votre lettre de candidature avec la rémunération souhaitée sous la réf. 76 à SWEETS 9, rue du Delta 75009 PARIS, qui transmettra.

SEFOP

CALCULATRICES ÉLECTRONIQUES

INGÉNIEUR ANALYSTE

Cette société, jeune encore, de renom international, comporte un département et celui-ci, son développement demande de renforcer ses structures, d'où la recherche d'un spécialiste Software.

Ses tâches sont variées: constituer progressivement une bibliothèque de programmes (pale, facturation, stocks...), répondre à la demande particulière, former et assister les réseaux.

Le poste a du dynamisme. Il demande un homme ayant une bonne pratique des techniques d'analyse et de programmation des micro-computers et possédant une connaissance approfondie des mathématiques et de la gestion d'entreprise.

Statut: Cadre - Statut cadre - Voiture fournie.

Les personnes intéressées par ce poste sont invitées à adresser leur dossier sous référence CE 410 à SEFOP, qui les en remercie.

SEFOP
7, RUE LINCOLN - PARIS-8^e

BANQUE HERVET

Pour poursuivre son expansion et participer à l'ouverture de ses nouvelles agences en Région parisienne, la Banque Hervet recrute des

exploitants confirmés

Niveau Fondés de Pouvoirs, Sous-Directeurs. Ils ont une expérience bancaire prouvée de plusieurs années et seront responsables de la gestion et du développement d'une clientèle d'entreprises et de particuliers.

Le salaire est motivant. Il est fonction de la formation et de l'expérience des candidats.

Adresser C.V. manuscrit, prétentions et photo à BANQUE HERVET - Direction du Personnel, Recrutement - B.P. 154 - 92201 Neuilly.

SOCIÉTÉ DE CONSEILS (hôtellerie) recherche pour son département

d'ÉTUDES FINANCIÈRES

UN CHEF DE GROUPE

FONCTIONS: - analyse de structure financière; - diagnostic d'entreprises; - études juridiques et fiscales.

FORMATION: - Droit + I.A.E. Ecole de commerce ou équivalent.

UN CHARGÉ D'ÉTUDES

FONCTIONS: - analyse de bilans; - élaboration de comptes d'exploitation prévisionnels; - salaires de ratios.

FORMATION: - I.U.T. ou équivalent.

Lieu de travail: PARIS (13^e).

Envoyer C.V., photo et prétentions à n° 13732, CONTEXSE Publ., 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

SOCIÉTÉ DE SERVICES ET DE CONSEILS EN INFORMATIQUE recherche

JEUNES COLLABORATEURS

- collab. étud. stagiaires O.M.; - titres rapidement.

Niveau: 2 à 3 années d'études supérieures

DEBUTER D'ENTREPRENDRE UNE CARRIÈRE dans

l'INFORMATIQUE

Formation de base assurée dans le cadre d'un contrat de travail avec stage rémunéré.

Adresser lettre de candidature avec C.V. détaillé + photo en précisant la date de disponibilité à n° 1508, CONTEXSE Publiété, 20, avenue de l'Opéra, PARIS (1^{er}), qui transmettra.

CORMIX s.a.

adjuvants pour béton

Société du Groupe UNILEVER, basée à Paris, recherche

RESPONSABLE du SERVICE TECHNIQUE

Il aura la responsabilité de la production, du laboratoire, de l'assistance technique à la clientèle.

Le poste conviendrait à un candidat ayant une formation T.P. ou DUT Bâtiment avec si possible aussi une formation en électricité, une expérience de quelques années de la fabrication, des centrales à béton et du bâtiment.

Le poste implique des déplacements fréquents sur toute la France.

Voiture de fonction fournie + frais. Développement de carrière à l'intérieur du Groupe. Statut cadre.

Ecrire lettre manuscrite avec photo, C.V. et prétentions à UNILEVER, Département Central du Personnel, 8, av. Delessé 75384 Paris Cedex 08 (Réf. XVII/75 MD).

Filiale Française Groupe multinational britannique banlieue est, secteur mécanique (150 personnes) recherche

chef comptable

FUTUR CONTROLEUR FINANCIER

• 35 ans minimum, • formation minimum D.E.C.S ou préliminaires expertises.

Pour prendre en charge: la comptabilité générale, comptabilité analytique, trésorerie, bilan comptes d'exploitation, pays, études d'investissement...

Il est indispensable de connaître les méthodes anglo-saxonnes de gestion et de pouvoir converser en anglais.

Pour informations complémentaires écrire sous référence 5113 B

eger
5, rue Meyerbeer 75009 Paris

JEUNE INGÉNIEUR grande école

Une importante Société Privée recherche son service TRAITEMENT DE L'INFORMATION, un JEUNE INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE.

Son l'activité du chef de service, il sera chargé de la conception, de l'analyse et du suivi de la réalisation de projets en informatique de gestion.

Le matériel utilisé est un IBM 168 sous OS/360.

Une 1^{re} expérience en informatique de gestion et la connaissance et la pratique du Cobol seraient très appréciées.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. 31017 à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising
9, RUE D'HAUTEVILLE 75010 PARIS

PEUGEOT

OUTILLAGE

OUTILLAGE PROFESSIONNELS ET AMATEURS ELECTRIQUE ET A MAIN

270 MF dont 20 % à l'EXPORT, recherche

INSPECTEUR GDE EXPORTATION

RESPONSABLE, dans sa zone, DE LA REALISATION DES OBJECTIFS DE VENTE ET APRES VENTE. Constitue, forme, anime et informe un réseau de Distributeurs.

SPECIALISTE EXPORTATION

• EXPERIENCE INDISPENSABLE FONCTIONS SIMILAIRES, prêt. Prod. consommation durable

• ANGLAIS COURANT + ESPAGNOL

• Habitudes voyages longs et fréquents. (50/60 % de son temps).

DISCRETION ABSOLUE. Lettre manuscrite, CV détaillé, rémunération et phot. et réf. 3277 à

SC sélection conseil
6, PLACE DU MARÉCHAL JUIN, 75017 PARIS

GROUPE INTERNATIONAL MATÉRIEL MÉDICO-CHIRURGICAL

recherche pour Siège Filiale Française Paris

SON DIRECTEUR DE MARKETING

Membre de son Comité de Direction

• Préférence à E.S.E.C. - E.M.C. - E.S.O.P. Minimum 20 ans, ayant expérimenté au moins 5 ans dans le Marketing Hospitalier ou le Groupe International.

• Anglais indispensable.

• Possibilités d'avoir.

• Responsabilité de départ importante pour candidats de valeur.

Ecrire sous le numéro 19.342, CONTEXSE Publiété, 20, avenue de l'Opéra, 75001 PARIS, qui transmettra. DISCRETION ABSOLUE ASSURÉE.

SI VOTRE MÉTIER ACTUEL EST UNE VOCATION GARDEZ-LE !

MAIS SI VOTRE VOCATION C'EST DE GAGNER DE L'ARGENT BEAUCOUP D'ARGENT

en France, OUTRE-MER et à l'ÉTRANGER dans une société internationale de Vente envoyez curriculum vitae et photo à:

MILO OUCHE-COJA, 45, rue de Courcelles, 75008 PARIS

IMPRIMERIE PARISIENNE d'importance nationale, spécialisée dans les **Éditions Administratives** recherche

CHEF de PRODUITS DEBUTANT ESSEC, ESCP...

Il sera chargé, au sein de l'équipe MARKETING

• de proposer des politiques pour sa gamme de Produits;

• d'élaborer des plans d'action Marketing;

• de contrôler les prix de revient et la rentabilité des opérations mises en œuvre.

Cette fonction très vivante implique le goût des contacts (Paris-Province) et de la gestion. Les dossiers de candidatures seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

membre de l'ANCERP
service M. 1039 10 rue de la Paix, 75002 Paris

GROUPE ALIMENTAIRE CONFISERIE GRANDES MARQUES recherche

DIRECTEUR COMMERCIAL

DISTRICT DE PARIS

35 ans minimum - 15.000 F/an minimum

Responsabilité marketing et commerciale, diffusion avec magasins dans la R.P. Poste rattaché à la Direction générale, liaison avec Direction marketing du groupe.

Indispensable: expérience et succès prouvés dans le MKG de produits de consommation courante, si possible alimentaires, et gestion de magasins.

Fortes possibilités de promotion.

Adresser C.V. + lettre manuscrite + photo, à: Cabinet Loustique, 88, r. de Longchamp, 75116 Paris

SLIGOS

GROUPE A VOCATION EUROPEENNE recherche

afin de poursuivre le lancement en Europe d'un **MONITEUR DE TELETRAITMENT**.

UN CHEF DE PRODUIT

Le candidat aura déjà eu une expérience de ce type de responsabilité et de ce technique. Il aura de plus une bonne maîtrise de la langue anglaise.

Le poste à pourvoir est situé au Siège à PARIS.

Adresser CV et prétentions ou téléphonez (776-42-42) à G. MATHIAS - SLIGOS - 91, rue Jean-Jaurès 92800 Puteaux.

صوتنا من الأهل

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

Les grandes organisations internationales à la recherche d'un nouveau mode de développement et de coopération

F.M.I. : M. Fourcade réaffirme les positions françaises sur les changes et fait une ouverture en direction du tiers-monde

Washington. — C'est seulement ce mardi, deuxième jour de la session de l'Assemblée générale du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, que le président Ford devait, à l'ouverture de la séance, adresser quelques mots de bienvenue aux quelque mille cents délégués. La courte allocution qu'il avait prononcée la veille à la même tribune était si dépourvue de signification qu'on attendait avec une certaine curiosité, comme pour mesurer le progrès accompli, la nouvelle apparition du chef de la Maison Blanche dans la grande salle pavillonnaire du Sheraton Park Hotel.

Le ministre français de l'économie et des finances, M. Jean-Pierre Fourcade, qui devait prendre la parole au cours de la même matinée, avait préparé un texte où les trois thèmes abordés à l'ordre du jour de la séance — le déséquilibre des échanges, le déficit des pays en voie de développement, le rôle de la monnaie internationale — étaient repris dans un exposé bien ordonné (différent du style des autres interventions, généralement dépourvues de réminiscences universitaires) qui débouchait sur la présentation des propositions traditionnelles avancées par la France, propositions qui devaient aujourd'hui, selon les propos du ministre, concourir à « façonner un nouvel ordre économique international ».

Cette expression, forgée par l'ONU, et qui sert désormais à exprimer l'ensemble des revendications (pas toujours clairement formulées) des pays du tiers-monde, apparaît un peu dans la bouche d'un membre du gouvernement français, comme le complément d'un mot d'ordre, le signe d'un engagement, de la volonté de « changement » proclamé à l'intérieur. Ce vocabulaire inspire la méfiance à d'autres pays du Marché commun et, en premier lieu, au ministre allemand des finances, M. Hans Apel.

De notre envoyé spécial

exprimé dans son discours d'ouverture, sa préférence pour une solution qui donnerait assez largement satisfaction à la thèse américaine selon laquelle les futurs statuts du Fonds devraient cesser d'être normatifs sur ce point (ce qui revient à dire que ces statuts n'établiraient pas un système rénové mais se borneraient à entériner l'abandon de l'ancien) : « Les futurs statuts devraient permettre aux systèmes des changes de se développer de la façon la plus adaptée aux circonstances changeantes. »

Véritable, parmi d'autres, une phrase qui semble donner raison à ceux qui veulent dans cette trentième session de l'Assemblée générale du F.M.I., la consécration de la perte complète d'autorité, même morale, de cette institution dont le rôle, malgré les apparences, est déjà devenu très marginal.

Cependant, l'allocution de M. Fourcade sur cette question est plus apparent que réel, étant données les craintes que suscite de plus en plus parmi les professionnels, y compris aux États-Unis, l'instabilité des changes. On a beaucoup commenté, dans les couloirs de la conférence, la critique en règle, fondée sur des considérations pratiques, du régime des taux de change flottants, à laquelle s'est livré, dimanche, devant le très sérieux fondateur par Jacobson (du nom d'un ancien directeur général du F.M.I.), l'ex-président de la Banque fédérale de New-York, M. Alfred Hayes, qui vient de prendre sa retraite.

M. Hayes, qui ne doit pas par expérience qu'on puisse sans graves inconvénients laisser fluctuer librement les cours de change « comme si les devises étaient des marchandises comme les autres », estime urgent que les banques centrales se concentrent pour stabiliser les cours. Il s'est montré très sceptique sur les chances de voir les droits de tirage spéciaux jouer un rôle plus important dans l'avenir. C'est là une opinion qui est assez fréquemment exprimée, désormais par les Américains. Même le directeur général du F.M.I., M. Arthur Gold, qui se souvient de ses propos tenus sur ce sujet naguère, M. Willevean est allé jusqu'à reconnaître cette évidence, à savoir que force pendant des années, qu'il n'a pas tant besoin de créer des liquidités nouvelles que d'éponger celles qui naissent anarchiquement du endettement international.

Alors que l'année dernière la grande préoccupation était d'assurer le recyclage des surplus de dollars accumulés par les pays de l'OPEP, afin de permettre le financement des déficits, qu'on estimait devoir être énormes, des pays industrialisés, ceux-ci ont, par suite de la réduction de leurs importations dues à la réaction (partiellement provoquée par le hausse du prix du pétrole), rétabli globalement leur équilibre. On ne parle plus en conséquence du « fonds Kissinger » qu'il fallait, par là, instituer de toute urgence...

Mais, d'une certaine façon, la situation est plus dangereuse car, si l'on en croit les chiffres cités par M. Willevean, l'excédent de quelques 45 milliards de dollars qu'accumuleraient encore cette année les pays de l'OPEP aura pour contrepartie un déficit de montant comparable des pays du tiers-monde, dont 55 milliards à la charge des plus pauvres d'entre

eux... Ce sont donc, désormais, des pays dont le crédit est particulièrement discuté qui empruntent le plus massivement.

Dans son discours d'ouverture, le président de la présente Assemblée générale avait donné le ton. M. Gumerindo Rodriguez, ministre du plan du Venezuela, pays de l'OPEP qui vient d'élever la nationalisation de ses puits de pétrole, a fait une critique sévère (mais pas entièrement négative cependant) de l'« ordre économique » que le F.M.I. était justement chargé de maintenir. Il lui a opposé le « nouvel ordre », dont l'inspiration est « la condition sine qua non du progrès irréversible des pays en voie de développement ».

Si le F.M.I. donne l'impression de se survivre tant bien que mal, à lui-même, la Banque mondiale croit probablement son influence à travers le monde toujours croissant de ses opérations : 7 milliards de dollars en 1973, ce qui en ferait le principal instituteur d'aide au développement, même si, à ce propos, M. Rodriguez, le total des engagements accordés dès 1974 par les pays de l'OPEP, à travers divers canaux (dont la Banque mondiale), atteint 16 milliards de dollars, contre 3 milliards en 1973.

Comme les années précédentes, le Comité a été présidé par M. Robert McNamara, qui est le président et aussi l'animateur de la Banque mondiale. Son souci est maintenant de « donner l'assaut à la pauvreté » des masses urbaines, dont il a fait une description et une analyse saisissantes. Sa voix paraissait empreinte d'émotion à peine contenue, lorsque, en conclusion, il tint un vers du président Senegal, il s'est paré de l'espoir perdu de ceux qui n'ont que l'espoir.

PAUL FABRA.

ONU : Washington joue la carte de la conciliation

La septième session extraordinaire des Nations unies sur le développement et la coopération économique internationale poursuit ses travaux ce mardi 2 septembre après avoir entendu dès la séance d'ouverture les représentants de l'Algérie et des États-Unis. Au nom de la Communauté européenne, M. Ramor (Italie) a déclaré que l'Europe envisageait surtout les problèmes mondiaux dans une perspective d'amélioration fon-

amentale de la situation des pays en voie de développement. Le C.E.E. fera ultérieurement des propositions spécifiques. L'Afrique du Sud — dont la délégation avait été invitée par la dernière session ordinaire de l'Assemblée — a renoncé à participer à la session extraordinaire. Elle envisage de ne pas participer non plus à la session ordinaire, qui s'ouvrira le 16 septembre.

De notre envoyé spécial

New-York. — Dès le premier jour de la septième Assemblée extraordinaire des Nations unies consacrée au développement et à la coopération économique internationale, M. Kissinger a répondu par un discours-œuvre (vingt-sept pages) à l'appel de plus en plus pressant des pays en voie de développement pour un nouvel ordre économique mondial. Ce discours, qui en l'absence du secrétaire d'État américain retenu au Proche-Orient, a été lu par le représentant des États-Unis à l'ONU M. Moynihan, suscite des avis très partagés.

Certains diplomates et journaux estiment qu'il s'agit d'un texte historique à par lequel les États-Unis ont fait un pas décisif de la façon la plus positive aux demandes des pays en voie de développement dans les domaines de l'économie et des finances mondiales. Ils relèvent que pour assurer la stabilisation des revenus des produits de base M. Kissinger propose un nouveau mécanisme de sécurité du Fonds monétaire international. Suivant ce mécanisme, des prêts devraient être accordés pour soutenir les programmes de développement des pays qui font face à des fluctuations du prix de leurs produits à l'exportation. Ces prêts pourraient être de l'ordre de 25 milliards de dollars (11 milliards de francs) ou plus par an, et même atteindre 10 milliards de dollars (44 milliards de francs).

Les États-Unis proposent aussi que la Banque mondiale et les banques régionales de développement lancent un programme très large d'emprunt en faveur des pays en voie de développement. Ils prennent l'engagement d'ap-

prayer les efforts en vue de quadrupler les ressources de la Société financière internationale (organisme de la Banque mondiale). M. Kissinger propose, en outre, la création d'une société internationale d'investissements, qui aurait pour tâche de mobiliser des capitaux pour des entreprises locales. Il a plaidé, d'autre part, pour une amélioration structurelle, fondamentale de relations entre pays en voie de développement et système commercial international, ce pour l'amélioration des échanges offerts au secteur manufacturier des pays en développement. A ce propos, son représentant à l'ONU a rappelé que les États-Unis sont d'accord pour l'institution de tarifs préférentiels et généralisés afin de faciliter l'accès des pays en développement aux marchés industriels. Le programme des États-Unis dans ce domaine entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1976.

Ce qui a frappé le plus dans le discours du représentant américain, c'est sa modération et son caractère conciliant. On s'attendait, tout au contraire, à une intervention « dure » des États-Unis.

Il semble que les derniers événements, qui témoignent du renforcement de la position des pays non alignés, confirmés à la récente conférence de Lima et de la persistance des difficultés économiques dans les pays industrialisés, aient convaincu le secrétaire d'État américain de modifier son attitude. Cette conviction a sans doute été renforcée par le succès que M. Kissinger est en train de remporter au Proche-Orient et dont le dialogue arabe n'est pas le seul. Les États-Unis viennent d'affronter un sujet jusqu'alors inévitables au sujet de la République arabe d'Égypte, l'impulsion de l'État juif de l'ONU.

On peut donc espérer que le choc que l'on craignait au sein de cette septième Assemblée entre les pays industrialisés et les pays en voie de développement n'aura pas lieu. Les États-Unis viennent de donner le ton : celui de la conciliation. M. Genscher, ministre fédéral allemand des Affaires étrangères, qui arrive le 5 septembre à New-York, on peut s'attendre qu'un nom de la France s'efforcera de renforcer encore cette atmosphère de coopération et de conciliation.

Cependant, d'autres observations remarquent que la plupart des propositions qu'a faites M. Kissinger ne sont pas très nouvelles. Elles ne dépassent guère les perspectives de ce nouvel ordre économique réclamé par les pays en voie de développement et qui comporterait les modalités de la participation de ces pays aux décisions économiques et financières internationales.

Avant que M. Moynihan ait lu le discours du secrétaire d'État, M. Bouteflika, ministre des Affaires étrangères d'Algérie, qui fut le président de la vingt-neuvième session ordinaire de l'Assemblée générale de l'ONU en 1974 et qui, à ce titre, préside l'Assemblée extraordinaire, avait

ouvert la session par une allocution vigoureuse et parfois même violente sur les difficultés des pays en voie de développement et sur l'« égoïsme » des pays industrialisés. « La septième session extraordinaire, a-t-il dit, place chacun de nous devant des responsabilités historiques. Quel monde voulons-nous construire ? Quel avenir allons-nous préparer aux générations futures ? »

Et M. Bouteflika de répondre : « Il revient aux pays industrialisés de faire également leur choix et de manifester clairement leur volonté politique de participer concrètement à l'instauration du nouvel ordre économique international, dont les objectifs ont été définis dans la déclaration et le programme d'action adoptés par la sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies et par la charte des droits et des devoirs économiques des États. »

M. Bouteflika veut reprendre le dialogue

Le ministre algérien faisait allusion au programme d'action adopté à l'unanimité, malgré des réserves occidentales par l'Assemblée extraordinaire de 1974 sur les matières premières, et à la charte économique, dont les principes ont été approuvés la même année par l'Assemblée ordinaire, malgré l'opposition américaine. Le texte final de cette charte, qui affirme notamment la souveraineté de chaque État sur ses ressources naturelles, doit être soumis à l'Assemblée extraordinaire en cours.

Cependant, M. Bouteflika, en dépit des vives accusations qu'il a portées contre les pays industrialisés, a manifesté un vif désir de dialogue. Nous ne voulons rien imposer, a-t-il dit. On a beaucoup remarqué, à cet égard, la place qu'il a donnée dans son allocution à l'initiative du président de la République française de convoquer une conférence « en rapport avec la crise économique actuelle ». La réunion préparatoire d'août 1975, dernier, a-t-il dit, « n'a pas été inutile ». M. Bouteflika s'est alors félicité qu'une certaine évolution dans l'attitude des pays occidentaux puisse permettre bientôt de reprendre le dialogue, et il est allé jusqu'à dire qu'il est « encouragé » à l'idée de « constituer une certaine évolution se dessine dans l'attitude des pays occidentaux, qui reconnaissent formellement aujourd'hui la nécessité d'accorder une égale attention aux problèmes de l'énergie, des matières premières et du développement ». « Il conviendrait de constituer un comité d'experts pour étudier les modalités de la coopération économique internationale. »

En fait, pour M. Kissinger, le débat de cette septième Assemblée extraordinaire ne doit porter que sur le renforcement de la coopération économique internationale. Tandis que pour les pays en voie de développement il doit aboutir à poser les jalons d'un nouvel ordre économique mondial. C'est toute la question.

JEAN SCHWOBEL.

BANQUE MONDIALE : M. McNamara met l'accent sur la pauvreté dans les villes

Devant le conseil des gouverneurs de la Banque mondiale, M. McNamara, président de cet organisme, a dressé un sombre tableau de la misère dans les campagnes et les villes du tiers-monde, et placé les pays industrialisés au zéro de responsabilités financières. Pour porter, a-t-il souligné, et au minimum, les pays industrialisés à l'équilibre, les pays en développement — soit entre 3,2 % et 3,8 % en moyenne par an de 1975 à 1980, — il faudrait que les pays développés acceptent de consacrer à l'aide publique au développement une fraction minimale — pas plus de 2 % — de l'accroissement de richesses sur lequel ils peuvent compter pendant la seconde moitié de la décennie, à mesure que s'élargit l'actuelle récession.

Évoquant ensuite le programme de prêts de la Banque mondiale, M. McNamara a précisé que les nouveaux engagements de 40 milliards de dollars, proposés pour la période 1975-1980, représenteraient un doublement de la capacité de prêt de la Banque mondiale, soit une augmentation de 58 % par rapport à 1971-1975 et de 139 % par rapport à 1966-1970. Il a aussi rappelé que la Banque se proposait de créer dans quelques semaines une possibilité internationale de prêts — la troisième globalité —, qui porterait sur six milliards de dollars, et dont le montant total serait de 10 milliards de dollars.

Après avoir dit le point du programme de lutte contre la pauvreté en milieu rural, le président de la Banque mondiale a présenté — ce

qui constitue l'élément nouveau et le plus important de son discours — les grandes lignes d'un plan d'offensive générale contre la misère dans les villes du tiers-monde. Ce plan prévoit actuellement environ 200 millions de dollars de prêts, à la fin du siècle, deux milliards d'individus vivant dans les villes du monde en développement, contre 700 millions aujourd'hui.

Cet afflux de population entraînera de graves conséquences : « De tout temps, la violence et les désordres ont été les conséquences de la concentration des populations dans les villes, et ce sont les campagnes, les frustrations que ressentent les citoyens pauvres qui sont immédiatement exploitées par les extrémistes politiques. Si les villes ne s'attaquent pas sans tarder, de façon plus constructive, au problème du paupérisme, c'est ce dernier qui finalement les mènera à la ruine. »

Pour faire face à la misère dans les villes, il s'agit, comme dans les campagnes, de « mettre en œuvre des politiques et d'engager des actions propres à aider les pauvres à améliorer leur situation, à créer plus de travail dans le secteur moderne des grandes sociétés ; mettre les services publics (éducation, santé, électricité, transports) à la disposition des déshérités ; détruire des politiques réalistes du logement.

Divergences

Le discours de ce mardi, lundi, contraste sur ce point — et sur quelques autres — avec celui de M. Fourcade : « Nous devrions, avait dit en conclusion M. Apel, continuer à progresser pas à pas plutôt que nous engager dans une discussion futile sur les principes d'un nouvel ordre économique. » M. Apel ne veut pas non plus que « nous perdions notre temps à dresser des schémas idéologiques relatifs à une réforme d'ensemble du système monétaire international ».

M. Fourcade a centré son discours sur l'ampleur « sans précédent » de la crise actuelle, estimant que « flottement allié », des monnaies, qui est maintenant « générateur d'inflation et facteur d'insécurité », est aussi devenu un « obstacle à la reprise économique et au développement des échanges internationaux ».

C'est pourquoi le ministre français propose, pour préparer le nouveau ordre économique, outre la garantie des recettes d'exportation des pays en voie de développement et une contribution plus large des pays les plus riches en faveur des plus pauvres, « la reconstruction d'un ordre monétaire fondé sur la stabilité », « ambitieux programme que personne d'autre n'a osé évoquer jusqu'à ce jour ». L'avenir indéterminé.

Le directeur général du F.M.I., M. Johannes Willevean, anticipant sur les discussions que les ministres du comité international doivent reprendre en janvier prochain à la Jamaïque, a

LIMA : les non-alignés décident de créer un fonds pour le financement de stocks régulateurs de matières premières

Lima. — Avant de se séparer mardi 30 août, le conférence ministérielle des pays non alignés a adopté un document final (soixante-dix pages dans la version française), qui comprend deux textes et quatre résolutions. Le premier texte, qui prend le nom de « programme de Lima », est à la fois économique et politique. Il commence par un examen de la situation internationale, que caractérise l'existence d'un « ordre international injuste ». Il qualifie de « brillante » les résultats de la conférence de sécurité et de coopération européenne. « La détente Est-Ouest, poursuit-il, crée des conditions favorables pour résoudre les problèmes de la guerre froide circonscrite entre les zones développées du monde ». Les non-alignés « signalent l'étrange relation entre la sécurité européenne et la sécurité dans la Méditerranée et le Proche-Orient », puis passent en revue divers problèmes internationaux :

- Ils saluent les victoires du Kampuchea (Cambodge), du Laos et du Vietnam et dénoncent l'impérialisme « nord-américain ».
- Ils accueillent avec joie la chute du régime colonialiste au Portugal et font appel aux mouvements politiques de l'Angola pour mettre fin à leur guerre fratricide.
- Ils condamnent Israël et les États-Unis, qui le soutiennent,

présentant « Par ses agressions continues contre les pays arabes et par ses violations persistantes de la charte et des résolutions des Nations unies, Israël s'est exclu de la communauté internationale. L'heure est arrivée pour les pays non alignés d'examiner d'autres mesures contre Israël (...). »

Faisant allusion à l'accord entre Israël et l'Égypte, ils déclarent : « La conférence exprime sa conviction que certaines démarches qui ont été entreprises au moyen d'une solution partielle ou de remplacement ne doivent pas léser les droits nationaux et légitimes du peuple palestinien de rendre dans ses foyers et d'exercer son autodétermination ni (autre) au retrait total et immédiat d'Israël de tous les territoires arabes occupés. »

Ils prennent également position dans le conflit chrétien en demandant « le retrait immédiat et inconditionnel de toutes les troupes étrangères de l'Ile » et « le retour immédiat, en sécurité, de tous les réfugiés dans leurs foyers ».

- Ils dénoncent l'abus du veto à l'ONU au cours des six derniers mois par les États-Unis, la France et la Grande-Bretagne en faveur de l'Afrique du Sud.
- Ils lancent un appel au gouvernement français pour qu'il retire ses troupes des Comores.
- Ils condamnent les manœuvres

De notre envoyé spécial

espagnoles en ce qui concerne le Sahara et appuient la position marocaine ;

- Ils réaffirment « leur soutien à l'indépendance immédiate et inconditionnelle du peuple de la Côte des Somalis qu'on appelle le Territoire des Afars et des Issas ».

Le nouvel ordre économique international

Dans le second texte, les ministres des pays non alignés évoquent « les obstacles systémiques de la part de quelques pays impérialistes décidés à préserver leur situation économique privilégiée », la situation désastreuse des pays en voie de développement « qui ont été le plus gravement affectés par la crise économique », et par les désordres monétaires, la détérioration enfin du courant des ressources pour le développement. Ils demandent « l'application rigoureuse des principes du nouvel ordre économique international, et plus particulièrement du principe de souveraineté permanente sur les ressources naturelles, ainsi que l'adoption d'une stratégie commune d'assistance économique ».

La conférence énonce ensuite un plan d'action très détaillé pour

renforcer la coopération et la solidarité des pays non alignés. Les principaux points de ce plan reprennent les recommandations des précédentes conférences des pays non alignés en vue de développement. Plusieurs décisions nouvelles font toutefois l'objet de quatre résolutions, à savoir :

- 1) La conférence a approuvé la convention créant un fonds de solidarité pour le développement économique et social des pays non alignés et fixé la souscription qui devrait régler, à égalité, tous les membres du fonds à cinq cent mille dollars de tirage spécial (250 000 francs), payables en quatre versements annuels et monnaie librement convertible ;
- 2) La conférence a décidé de créer un conseil d'association des producteurs exportateurs de matières premières et de demander aux gouvernements d'examiner d'urgence la nécessité de se joindre aux actuelles associations de producteurs exportateurs de matières premières ou d'en établir de nouvelles, en vue d'une action efficace visant à l'obtention de prix justes et rémunérateurs pour les matières premières ;
- 3) La conférence a décidé d'établir un fonds de solidarité destiné à la reconstruction de Kampuchea, Laos et Vietnam, et

des autres peuples d'Indochine lésés par l'agression impérialiste ».

4) La conférence a décidé enfin de créer un fonds spécial pour le financement de stocks régulateurs de matières premières et des produits de base exportés par les pays en voie de développement. Une conférence réunie à Genève le 30 juin 1976 en fixera les modalités.

À propos de la conférence de Paris sur l'énergie et les autres produits de base, la conférence de Lima a adopté la position suivante :

« Les ministres (...) notent avec satisfaction l'action solidaire des pays en voie de développement représentés au comité préparatoire de la conférence sur l'énergie de Paris. Ils reconnaissent la portée et l'importance de leur position unifiée, laquelle réaffirme les objectifs de tous les pays en voie de développement, qu'ils soient ou non exportateurs ou importateurs de pétrole. Ils affirment la nécessité de poursuivre et de renforcer cette action commune lors des prochaines réunions de cette conférence, lesquelles devraient être élargies en vue d'assurer la représentation aussi large que possible des pays en voie de développement. » — J. S.

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

Loi du 16 juillet 1971 sur la Formation Permanente

LE CENTRE D'ÉTUDES SUPERIEURES DE LA DISTRIBUTION DE PARIS

offre aux CADRES D'ENTREPRISES la possibilité d'actualiser et de perfectionner leurs connaissances de la commercialisation et du marketing des produits et services.

Délivrance d'un diplôme

Cloture des inscriptions : 5 Septembre

Renseignements : CESSIDP, 79, avenue de la République, 75011 PARIS - Tél. : 355-43-22

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

1^{er} SEPTEMBRE

Très forte baisse de l'or
Marché calme et irrégulier

La première séance de septembre a été marquée, à la Bourse de Paris, par une très forte baisse de l'or, favorisée par la faiblesse des cours du pétrole et du sucre au F.M.I. de ce jour.

Le record des cours a été battu par le plus important qu'à Londres (-5,4 %).

Le lingot est ainsi revenu de 2280 F à 2225 F (-2,2 %), le napoléon de 255,90 F à 251,10 F (-1,9 %).

Le kilo en barre a de son côté, perdu 800 F à 2230 F.

Le prix de l'or n'en est pas resté tranquille cependant plus tôt.

Le volume des transactions a été de 12,5 milliards de francs.

Toutes les valeurs ont subi une baisse plus ou moins importante.

Sur le marché des actions, les cours ont varié de façon très irrégulière.

Mais peu d'écartes notables ont été enregistrées.

La construction électrique s'est plutôt améliorée.

Le secteur bancaire est resté bien orienté dans la perspective d'un possible abaissement du taux de l'argent.

Les valeurs étrangères, les américaines ont été différemment traitées.

Recul des pétroles internationaux.

LONDRES

Rapides des mises d'or

Après leur baisse de la veille, les mises d'or se redressent le mardi.

Progrès des industriels, notamment Imperial Chemical, et des pétroles, entraînés par B.P.

Après leur baisse de la veille, les mises d'or se redressent le mardi.

Progrès des industriels, notamment Imperial Chemical, et des pétroles, entraînés par B.P.

Après leur baisse de la veille, les mises d'or se redressent le mardi.

Progrès des industriels, notamment Imperial Chemical, et des pétroles, entraînés par B.P.

Après leur baisse de la veille, les mises d'or se redressent le mardi.

Progrès des industriels, notamment Imperial Chemical, et des pétroles, entraînés par B.P.

Après leur baisse de la veille, les mises d'or se redressent le mardi.

Progrès des industriels, notamment Imperial Chemical, et des pétroles, entraînés par B.P.

Après leur baisse de la veille, les mises d'or se redressent le mardi.

Progrès des industriels, notamment Imperial Chemical, et des pétroles, entraînés par B.P.

Après leur baisse de la veille, les mises d'or se redressent le mardi.

Progrès des industriels, notamment Imperial Chemical, et des pétroles, entraînés par B.P.

Après leur baisse de la veille, les mises d'or se redressent le mardi.

Progrès des industriels, notamment Imperial Chemical, et des pétroles, entraînés par B.P.

Après leur baisse de la veille, les mises d'or se redressent le mardi.

Progrès des industriels, notamment Imperial Chemical, et des pétroles, entraînés par B.P.

Après leur baisse de la veille, les mises d'or se redressent le mardi.

Progrès des industriels, notamment Imperial Chemical, et des pétroles, entraînés par B.P.

Après leur baisse de la veille, les mises d'or se redressent le mardi.

Progrès des industriels, notamment Imperial Chemical, et des pétroles, entraînés par B.P.

Après leur baisse de la veille, les mises d'or se redressent le mardi.

Progrès des industriels, notamment Imperial Chemical, et des pétroles, entraînés par B.P.

Après leur baisse de la veille, les mises d'or se redressent le mardi.

Progrès des industriels, notamment Imperial Chemical, et des pétroles, entraînés par B.P.

Après leur baisse de la veille, les mises d'or se redressent le mardi.

Progrès des industriels, notamment Imperial Chemical, et des pétroles, entraînés par B.P.

Après leur baisse de la veille, les mises d'or se redressent le mardi.

Progrès des industriels, notamment Imperial Chemical, et des pétroles, entraînés par B.P.

NEW YORK

La Bourse de New-York ainsi que

tous les marchés américains (actions, changes, matières premières) ont été fermés lundi à l'occasion du Labor Day.

Après leur baisse de la veille, les mises d'or se redressent le mardi.

Progrès des industriels, notamment Imperial Chemical, et des pétroles, entraînés par B.P.

Après leur baisse de la veille, les mises d'or se redressent le mardi.

Progrès des industriels, notamment Imperial Chemical, et des pétroles, entraînés par B.P.

Après leur baisse de la veille, les mises d'or se redressent le mardi.

Progrès des industriels, notamment Imperial Chemical, et des pétroles, entraînés par B.P.

Après leur baisse de la veille, les mises d'or se redressent le mardi.

Progrès des industriels, notamment Imperial Chemical, et des pétroles, entraînés par B.P.

Après leur baisse de la veille, les mises d'or se redressent le mardi.

Progrès des industriels, notamment Imperial Chemical, et des pétroles, entraînés par B.P.

Après leur baisse de la veille, les mises d'or se redressent le mardi.

Progrès des industriels, notamment Imperial Chemical, et des pétroles, entraînés par B.P.

Après leur baisse de la veille, les mises d'or se redressent le mardi.

Progrès des industriels, notamment Imperial Chemical, et des pétroles, entraînés par B.P.

Après leur baisse de la veille, les mises d'or se redressent le mardi.

Progrès des industriels, notamment Imperial Chemical, et des pétroles, entraînés par B.P.

Après leur baisse de la veille, les mises d'or se redressent le mardi.

Progrès des industriels, notamment Imperial Chemical, et des pétroles, entraînés par B.P.

Après leur baisse de la veille, les mises d'or se redressent le mardi.

Progrès des industriels, notamment Imperial Chemical, et des pétroles, entraînés par B.P.

Après leur baisse de la veille, les mises d'or se redressent le mardi.

Progrès des industriels, notamment Imperial Chemical, et des pétroles, entraînés par B.P.

Après leur baisse de la veille, les mises d'or se redressent le mardi.

Progrès des industriels, notamment Imperial Chemical, et des pétroles, entraînés par B.P.

Après leur baisse de la veille, les mises d'or se redressent le mardi.

Progrès des industriels, notamment Imperial Chemical, et des pétroles, entraînés par B.P.

Après leur baisse de la veille, les mises d'or se redressent le mardi.

Progrès des industriels, notamment Imperial Chemical, et des pétroles, entraînés par B.P.

Après leur baisse de la veille, les mises d'or se redressent le mardi.

VALEURS

Table of stock values with columns for Valeurs, Cours précéd., Dernier cours, and various stock symbols like Agnès, Agnès, Agnès, etc.

BOURSE DE PARIS — 1^{er} SEPTEMBRE — COMPTANT

Table of Paris stock exchange data for September 1st, including columns for Valeurs, Cours précéd., Dernier cours, and various stock symbols.

MARCHÉ A TERME

Table of forward market data, including columns for Valeurs, Précéd., Dernier, and various stock symbols.

COTE DES CHANGES

Table of exchange rates, including columns for MARCHÉ OFFICIEL, COURS, and various currencies.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table of gold market data, including columns for Valeurs, Précéd., Dernier, and various gold-related symbols.

BOURSE DE PARIS — 1^{er} SEPTEMBRE — COMPTANT

Table of Paris stock exchange data for September 1st, including columns for Valeurs, Cours précéd., Dernier cours, and various stock symbols.

MARCHÉ A TERME

Table of forward market data, including columns for Valeurs, Précéd., Dernier, and various stock symbols.

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

- 2-3. APRES LE PARAPHE DE L'ACCORD ISRAËLO-ÉGYPTIEN
- 3. LIBYE
- 3-4. AMÉRIQUES
- 4-5. EUROPE
- 6. ASIE
- 7. JEUNESSE
- 7. EDUCATION
- 7. RELIGION
- 8-9. APRES LA JOURNÉE D'ACTION EN CORSE
- 10. LES REGIONS
- 12. LETTRES

LE MONDE DE LA MEDECINE

PAGES 13 ET 14

— POINT DE VUE : Les dessous de l'humanisme des hôpitaux, par D. Mallier.

— Une révolution technique : L'avancement du microscope chirurgical, par le docteur Bessotier-Lambiotte.

— L'exploration aux ultra-sons : Les succès dans la région parisienne.

— L'ACTUALITE SCIENTIFIQUE : La guerre du champignon.

15-16. ARTS ET SPECTACLES

- 22. JUSTICE
- 22. SPORTS
- 22. SOCIÉTÉ
- 22. FAITS DIVERS
- 23-24. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (13)
 Annonces (13) (14)
 Actualités (12) ; Culture (12) ;
 Journal officiel (12) ; Météorologie (12) ; Mots croisés (12) ;
 Finances (12).

Convaincre que « la traversée du désert n'est pas terminée »

La C.G.C. propose la réunion d'un « sommet sur l'emploi »

C'est à une analyse très sombre de la situation économique et sociale de la France et à une critique sévère de l'attitude du gouvernement que s'est livrée, le mardi 2 septembre, M. Yann Charpentier, nouveau président de la C.G.C. Mais le successeur de M. André Malterre, insistant sur la volonté de la nouvelle équipe de se livrer à « un travail en profondeur » sur les problèmes économiques et sociaux (réforme de l'entreprise, contenu du VII^e Plan, financement de la Sécurité sociale), a présenté toute une série de propositions pour la protection, le développement et l'élaboration d'un plan d'emploi à long terme. Elle suggère la réunion d'un « sommet sur l'emploi » avec l'ensemble des organisations syndicales et patronales.

« La France s'achemine rapidement vers le chiffre jamais atteint d'un million quatre cent mille demandeurs d'emploi. Les signes de redressement sont davantage des mirages que des réalités. Nous regrettons que le gouvernement ait attendu pour prendre ses décisions. Le temps travaille contre l'efficacité et la confiance. » Après avoir fait cette analyse critique, les dirigeants de la C.G.C., convaincus que « la traversée du désert n'est pas terminée, en particulier au niveau de l'emploi des jeunes », insistent sur « l'urgence d'une réduction du temps de travail par le retour à quarante heures dans toutes les branches professionnelles sans perte de salaires et des dispositions particulières à l'accroissement ».

« Nous ne sommes plus en 1938 pour considérer qu'une nouvelle étape dans la réduction de la durée du travail serait anti-économique », déclare M. Charpentier. Parmi les vingt et une propositions de la C.G.C. sur l'emploi, à noter : l'utilisation maximale du chômage technique par l'augmentation de l'aide de l'État et le

LA BAISSÉ DE L'OR SE RALENTIT

Le cours de l'once d'or n'a que légèrement fléchi mardi matin à Londres — 120,75 dollars contre 121 dollars — après son très vif avers de la veille, qui lui avait fait perdre près de 5 dollars sur l'annonce des accords de Washington (le Monde n° 2 septembre).

Le dollar s'est montré ferme et nouveau sur les marchés des changes mardi, notant 4,1 F à Paris.

Le numéro du « Monde » daté 2 septembre 1975 a été tiré à 537 817 exemplaires.

Louer une voiture c'est bien pratique. Europcar : 645.21.25

A B C D F G H

La réorganisation de la famille radicale

M. Caillavet quitte le Mouvement des radicaux de gauche

M. Henri Caillavet, sénateur de Lot-et-Garonne, vice-président du Mouvement des radicaux de gauche, a adressé lundi 1^{er} septembre au président de cette formation, M. Robert Fabre, une lettre annonçant sa démission. M. Caillavet reproche à ses amis de n'avoir pas su obtenir la révision du programme commun et de se laisser lamenter par le P.C.F. Il ajoute que l'Institut du P.C.F. et les événements du Portugal ont

M. PÉRONNET : Dépasser les clivages actuels.

M. Gabriel Péronnet, secrétaire d'État à la fonction publique, président du parti radical, a déclaré lundi 1^{er} septembre : « Les instances dirigeantes du Mouvement des radicaux de gauche ont opposé une fin de non-recevoir à la concertation souhaitée par le chef de l'État. On ne peut que regretter ce comportement. Indépendamment des questions de fond, les radicaux d'opposition ont vu l'occasion d'exprimer leur personnalité et de faire la preuve de leur autonomie. Ils ont préféré s'aligner comme mécaniquement sur les positions de leurs partenaires signataires du programme commun. Cette attitude, en dépit de son caractère conforme aux traditions d'esprit critique et d'indépendance intellectuelle dont s'honorent les radicaux, n'est d'ailleurs pas satisfaisante. Elle démontre que l'actuelle répartition des forces politiques n'a pas entraîné l'indépendance critique de tous les radicaux d'opposition ; elle justifie la recherche, au-delà des clivages actuels, d'un regroupement de la famille radicale. »

CONTROVERSE ENTRE LES FÉDÉRATIONS DE PARIS DU P.S. ET DU P.C.F.

La fédération de Paris du parti communiste a publié le 29 août un communiqué dans lequel elle reproche à l'interdiction opposée à M. Georges Marchais de participer à un meeting dans la gare d'Anvers, les socialistes de la capitale de ne pas avoir fait valoir leur opposition. Elle déplore au contraire l'absence de la fédération de Paris du P.C.F. à ce meeting. Elle ajoute : « De même, le 30 août, l'attitude intrinsèque des dirigeants du P.C.F. n'a pas permis de résumer en une seule phrase les positions divergentes qui ont fait de l'acceptation d'idées contestables de leur part, un préalable à toute prise de position commune. »

La fédération de Paris du P.S. s'est bornée à indiquer que les « idées contestables » que lui reprochent les communistes concernent le fait que, pour les socialistes, l'interdiction opposée par d'Anvers à M. Marchais s'inscrit dans le cadre de la campagne anticommuniste, anticommuniste et contre l'union de la gauche du pouvoir. Les communistes ont, en outre, demandé que le mot « anti-communiste » figure dans le texte commun envisagé.

ECOLE DES CADRES

- Formation de Cadres pour la gestion, le marketing et l'informatique, par des méthodes actives d'enseignement (groupes, études de cas, jeux d'entreprises, laboratoires de langues, etc., etc.).
- 3 ans d'études après le baccalauréat.
- Débouchés assurés par l'école et les anciens élèves.
- Admission sur titre des bacheliers. Enseignement d'entrée par les non-bacheliers : 23-24 septembre. (Classes préparatoires aux examens d'entrée.)

École des Cadres de Commerce et des Affaires économiques, 92, avenue Charles-de-Gaulle, 92200 NEUILLY — Tél. : 722-06-40 - 4.

17, avenue Franklin-Roosevelt

LASSERRE EST OUVERT

ELY. 53-43 - 67-43

En Corse

UN MILITANT DE L'EX-ARC CONDAMNÉ A DEUX MOIS DE PRISON

Le tribunal correctionnel d'Ajaccio a condamné le mardi 2 septembre M. Dominique Capretti, trente ans, militant de l'ex-ARC, à deux mois de prison de gîte, pour avoir agité le drapeau de la force publique et de violence à l'égard de l'agent d'un pistolet mitrailleur au préjudice d'un garde-magasin le 11 août 1975, lors de la nuit du 5 au 6 août, lors des incidents qui avaient opposé des militants de l'ARC qui tentaient des inscriptions sur les murs, à Ajaccio, à une patrouille de police.

M. Joseph Pasteur chargé d'une mission d'information

Le préfet de la région corse, M. Jean Biolacchi, a annoncé le mardi 2 septembre que « dans les circonstances exceptionnelles » M. Joseph Pasteur, journaliste, venait d'être chargé d'une mission temporaire d'information.

DES ARMES FRANÇAISES pour le Front national de libération de l'Angola?

De notre envoyé spécial

Kinshasa. — Selon plusieurs témoignages concordants, un avion de transport militaire français aurait atterri, le samedi 30 août, à Kinshasa, et aurait pénétré dans la zone militaire de l'aéroport. Nos informateurs nous ont assuré avoir assisté au déchargement d'armes que trois camions du F.N.L.A. ont emportés aussitôt. L'appareil français aurait décollé peu après.

HAUSSE PROBABLE DU FUEL DOMESTIQUE ET DU GAS-OIL

Le prix de l'essence n'augmenterait pas

SECURITE ROUTIERE

Moins de kilomètres et davantage de repos pour les chauffeurs routiers

Au cours d'une conférence de presse consacrée à la sécurité routière, M. Jean Brun, secrétaire général de la Fédération des transports C.G.T., a dénoncé le 1^{er} septembre les conditions de travail des chauffeurs routiers.

LA MAZÈRE

RÉOUVERTURE

MERCREDI 3 SEPTEMBRE

APRÈS LA MENACE D'EXÉCUTION DE Mme CLAUSTRÉ

Paris va envoyer un nouvel émissaire au Tchad

Un nouvel émissaire français va être envoyé à N'Djamena, indiquait-on ce mardi 2 septembre au ministère de la coopération, après que Paris ait été informé que Mme Françoise Claustre serait exécutée le 23 septembre à 19 heures du matin si la rumeur exécutée par les rebelles tombés n'était pas remise préalablement.

DES ARMES FRANÇAISES pour le Front national de libération de l'Angola?

De notre envoyé spécial

Kinshasa. — Selon plusieurs témoignages concordants, un avion de transport militaire français aurait atterri, le samedi 30 août, à Kinshasa, et aurait pénétré dans la zone militaire de l'aéroport. Nos informateurs nous ont assuré avoir assisté au déchargement d'armes que trois camions du F.N.L.A. ont emportés aussitôt. L'appareil français aurait décollé peu après.

HAUSSE PROBABLE DU FUEL DOMESTIQUE ET DU GAS-OIL

Le prix de l'essence n'augmenterait pas

SECURITE ROUTIERE

Moins de kilomètres et davantage de repos pour les chauffeurs routiers

Au cours d'une conférence de presse consacrée à la sécurité routière, M. Jean Brun, secrétaire général de la Fédération des transports C.G.T., a dénoncé le 1^{er} septembre les conditions de travail des chauffeurs routiers.

LA MAZÈRE

RÉOUVERTURE

MERCREDI 3 SEPTEMBRE

BMW POZZI

CONCESSIONNAIRE OFFICIEL

10, bd Gouvion-St-Cyr, 75017 Paris

nouvelle gamme 320

IMPORTANTS ATELIERS SPÉCIALISÉS

754.91.64 754.91.65 755.62.29

150 000